# RAPPORT D'EVALUATION FINALE

## GOUVERNANCE PAR LE MOBILE : La sagesse de la population pour piloter son avenir

*Par : Mme Bodo RAMANGASON, Consultante*

**MADAGASCAR -OCTOBRE 2012**

## LISTE DES ACRONYMES

**CCJ** : Conseil Communal de la Jeunesse

**CNJ** : Conseil National de la Jeunesse

**CRJ** : Conseil Régional de la Jeunesse

**DAC** : Direction de l'Animation Communautaire

**DDCS** : Droits Devoirs et Cohésion Sociale (un programme sur la gouvernance au sein du PNUD)

**DPJ** : Direction de la Promotion de la Jeunesse

**INJ** : Institut National de la Jeunesse

**I-PLDV** : Information – Plaidoyer- Lobbying – Diffusion – Veille

**MEN** : Ministère de l'Education Nationale

**MJL** : Ministère de la Jeunesse et des Loisirs

**MGP** : Projet Gouvernance par le Mobile

**OEMC** : Office de l'Education de Masse et du Civisme

**PNUD**: Programme des Nations Unies pour le Développement

**PTA** : Plan de Travail Annuel

**PTF** : Partenaires techniques et Financiers

**SCAC** : Service de Coopération et d'Animation Culturelle

**SWOT** : Forces – Faiblesses – Opportunités – Menaces (Strengths – Weaknesses-Opportunities – Threats)

**TIC** : Technologie de l'Information et de la Communication

**UNFPA** : Fonds des Nations pour la Population

**UNICEF** : Fonds des Nations Unies pour les Enfants

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Confrontation PTA / Etat des lieux actuel ---------- 15
Tableau 2 : Opinions sur les impacts et changements ---------- 34
Tableau 3 : Les différentes catégories de problèmes liés aux échecs ---------- 35

## LISTE DES REPRESENTATIONS GRAPHIQUES

Figure 1 : Caractéristiques des jeunes enquêtés : répartition par âge et sexe ---------- 12
Figure 2 : Répartition des enquêtés à Toliara par statut et par genre ---------- 13
Figure 3 : Répartition des enquêtés de Sambaina par tranche d'âge et par genre ---------- 13
Figure 4 : La pertinence des thèmes et du choix du lieu ---------- 30
Figure 5 : La pertinence de l'approche ---------- 31
Figure 6 : Pérennisation de la plate-forme de discussions ---------- 34
Figure 7 : Manifestation de la gouvernance participative ---------- 36
Figure 8 : Durabilité et réplicabilité des résultats ---------- 38

## SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES ..... I
LISTE DES TABLEAUX ..... II
LISTE DES REPRESENTATIONS GRAPHIQUES ..... II
SOMMAIRE ..... III
I. RESUME EXECUTIF ..... 1
II. INTRODUCTION ..... 4
III. DESCRIPTION DE L'INTERVENTION DE L'EVALUATION ..... 6
III.1. Délimitation des contours du projet : ce qui est évalué, les spécificités du sujet ..... 6
III.2. Le modèle de résultats attendus ..... 6
III.3. Méthodologie d'évaluation ..... 9
IV. LES RESULTATS OBTENUS ..... 15
IV.1. L'analyse par rapport à la pertinence de l'approche ..... 30
IV.2. L'analyse par rapport aux produits attendus du projet ..... 33
IV.3. L'analyse par rapport aux Effets Programmes Pays UNDAF ..... 35
IV.4. L'analyse par rapport à la durabilité des résultats ..... 37
IV.5. Les difficultés et les vécus ..... 39
IV.6. La stratégie de diffusion des avis des jeunes est élaborée et mise en œuvre ..... 39
IV.7. Les Effets UNDAF/CPAP ..... 40
IV.8. L'atteinte des objectifs ..... 40
IV.9. Implication des groupes les plus vulnérables et jouissance de tous droits économiques, civils et politiques ..... 40
IV.10. Impacts - Changements ..... 40
IV.11. Durabilité – Replicabilité ..... 41
IV.12. Les difficultés vécues au cours du projet : Les facteurs sociaux, politiques, économiques et institutionnels ..... 41
IV.13. Les contraintes dans la réalisation du projet ..... 43
IV.14. Appréciations du projet chez les personnes ressources et parties prenantes du projet ..... 44
IV.15. Les acquis et les refléxions soutirées ..... 44
V. DEDUCTIONS ET CONCLUSIONS ..... 46
VI. RECOMMANDATIONS ET ORIENTATIONS ..... 50
VI.1. Aspect général ..... 50
VI.2. Organisation des animations pour la suite ..... 50
VI.3. Modalités d'envoi des SMS et d'autres moyens de recueil des avis ..... 50
VI.4. Aspect stratégique ..... 50

VII. LES ENSEIGNEMENTS TIRES ..... 52
VII.1. Les points forts ..... 52
VII.2. Les points faibles ..... 52
ANNEXES ..... 54

# I. RESUME EXECUTIF

Le PNUD et l'UNICEF ont obtenu une subvention du Democratic Governance Thematic Trust Fund (DGTTF) pour la mise en œuvre du projet « Gouvernance par le mobile ». Le document de projet relatif à l'initiative a été adopté le 23 avril 2009 et le montant du financement octroyé par DGTTF est de l'ordre de 185.000 USD pour une durée de 3ans.

Le projet « Gouvernance par le mobile » est une approche mise en œuvre dans le cadre d'un ensemble de conjonctures nationales où la prise en compte de l'avis des jeunes dans les tracés d'initiatives de développement s'avérait plus qu'urgent et essentiel.

Le contexte suivant plaide en faveur de cette approche : Madagascar est un pays à forte proportion de jeunes mais où la tradition impose encore un paradigme qui, au fil du temps, a constitué un fort blocage pour l'impulsion du pays vers le développement.

En effet, La culture malgache considère les jeunes comme n'ayant pas encore leur autonomie de vie, comme étant des enfants encore sous la protection des parents, donc ne disposant pas de capacité d'analyse, ni de pouvoir de prise de décision. De ce fait, les jeunes ne sont pas invités à la tribune des discours et ne sont pas consultés ni même invités lors des grandes discussions concernant l'avenir du pays. Au cours de ces dernières années cependant, et la vague de la mondialisation aidant, les jeunes commencent à vouloir prendre des initiatives et à discuter entre eux des problèmes rencontrés à leur niveau et proposent souvent d'apporter des solutions et de nouvelles approches. Ils tiennent à montrer de plus en plus leur désir d'implication dans le processus de participation au développement, ainsi que dans la concrétisation de ces idées qui se veulent être novatrices en terme d'actions et ou d'activités sur le terrain.

D'où la conception de ce projet qui, à l'instar des autres projets du même type mis en œuvre dans les autres pays du monde par le système des Nations Unies, a l'ambition d'établir le dispositif et favoriser le contexte nécessaire à cette libre expression des jeunes selon des nouveaux paramètres attractifs spécifiquement étudiés.

La mise en œuvre du projet « Gouvernance par le mobile » se propose d'exploiter la puissance et la portée des technologies mobiles pour permettre aux jeunes de s'exprimer sur leur vision d'avenir à travers des SMS tout en continuant l'utilisation des outils de communication traditionnels notamment la radio.

Les données recueillies à partir de ce projet étaient destinées entre autres à être présentées au cours des différents fora à venir. Le système ainsi mis en place permettra au pays d'ouvrir un espace de discussions et d'échanges d'abord entre les jeunes, puis entre les jeunes et les autorités, avec des possibilités d'extension à toute la communauté, pour une communication en faveur du développement.

Du fait du contexte de la crise socio-politique de 2009, le projet a été directement mis en œuvre par le PNUD en collaboration avec l'UNICEF.

Les parties responsables ont été: Institut National de la Jeunesse (INJ), Le Ministère de la Communication, Le Ministère de l'Education Nationale, les Réseaux des jeunes, l'UNFPA, ainsi que les autorités locales au niveau de la Commune Rurale de Sambaina (phase-test) , de Toliara ville et du District de Tuléar II.

Les résultats attendus du projet sont les suivants :

Résultat 1 : Les avis des jeunes sont recueillis et traités ;

Résultat 2 : Les avis des jeunes sur leur avenir sont largement diffusés et leurs préoccupations prises en compte dans les politiques de développement.

Quant aux objectifs, ils consistaient à:

- Soutenir la participation des jeunes aux discussions concernant le développement à Madagascar (notamment à travers les outils de communications traditionnels et les nouvelles technologies dont le téléphone portable) ;

- Permettre aux jeunes de s'exprimer sur leur vision d'avenir à travers les SMS.

Par rapport à ces enjeux majeurs, des difficultés ont été rencontrées à différents niveaux dont les principales concernent :

- Le choix stratégique causant des retards significatifs : en effet, la mise en place de l'infrastructure technologique a été retardée par le choix initial d'une plateforme complexe(USSD) ; la finalisation des contrats avec les opérateurs n'a pas été effectuée selon les prévisions ;
- Ensuite, il y a eu les difficultés de gestion de temps dans les aspects logistiques, administratifs et financiers: le retard de recrutement de l'informaticien a engendré le report du développement du logiciel ; en conséquence, le démarrage de la collecte a été également ajourné ;

Des problèmes sont survenus dans le recrutement du prestataire pour la campagne d'inscription car les offres financières reçues étaient trop élevées.Ainsi, le budget alloué était largement dépassé, engendrant des tergiversations dans le financement ; tout cela entrainant le retard de la collecte des avis des jeunes.Les échéanciers fixés par les PTA, PTO ont du subir des glissements du fait de la lenteur dans le traitement de dossier à tous les niveaux.

Néanmoins, malgré ces différents inconvénients, le taux de réalisation des activités mises en œuvre est positif :

Pour le produit 1, (Les avis et aspirations des jeunes sont collectés et traités) et les sous-produits correspondants, six (06) activités ont été réalisées. Il s'agit de(i) l'envoi des messages par SMS sur les thèmes à traiter et (ii) le recueil par SMS des avis et aspirations, (iii) ainsi que le traitement des réponses en cours pour la phase de projet, mais achevé pour la phase test; de la même façon, le plaidoyer et la communication auprès des autorités et partenaires était en cours; également le suivi et l'évaluation du dispositif mis en place.

Quant à l'organisation d'une campagne de restitution auprès des jeunes, elle n'a pas encore eu lieu, car prévue après l'achèvement de la collecte en cours.

Pour le produit 2, (Les avis et les aspirations des jeunes sont pris en compte dans les politiques de développement), (i) la formulation de la stratégie de diffusion et de lobbying ainsi que le renforcement de capacités de la structure hébergeant le dispositif (INJ) ont été effectués (ii)Il en est de même pour l'identification des sujets concernant la jeunesse dans les politiques de développement.

Cependant, l'intégration ou de la prise en compte des avis des jeunes dans les politiques de développement n'est pas encore réalisé du fait du contexte national encore en cours de restructuration socio-politique.

Il est toutefois capital de souligner une relative satisfaction dans la mise en œuvre de projet dans un contexte aussi novateur que complexe, car touchant à la sensibilité ainsi qu'aux capacités des parties prenantes.Cela exige une meilleure prise en compte des facteurs suivants :

- Le renforcement de capacité du citoyen participant : En effet, pour aboutir à une participation accrue, il faudrait que ce citoyen puisse satisfaire à des conditions minimum parmi lesquelles figurent entre autres un réel accès au mobile, la connaissance de la manipulation des SMS, la capacité d'exercer son droit et devoir de s'exprimer, la connaissance des modalités pratiques de participation.
- L'implication des autorités déconcentrées et décentralisées dans la mise en œuvre.
- Il faudrait aussi impérativement réaliser dans les meilleurs délais la restitution des résultats de la collecte, s'atteler aux activités de plaidoyer pour la prise en compte des résultats collectés, savoir vendre la prestation de collecte de la voix des jeunes par SMS aux différentes institutions et partenaires.
- Pour terminer, il est vital que le projet n'engendre pas une fois de plus des déceptions : il est donc nécessaire d'insister dans la communication afin de lever un malentendu qui est en train de

s’installer afin que les jeunes sachent que ce sera essentiellement la mise en place d’un Fonds pour la jeunesse qui permettra la concrétisation des aspirations exprimées par les jeunes mais non pas l’engagement du projet « gouvernance par le mobile ».

## II. INTRODUCTION

L'évaluation présentement menée constitue une étape dans l'exercice du Projet « Gouvernance par le mobile », projet qui s'est terminée le 31 Décembre 2011.

L'importance de cette évaluation est notifiée par le caractère pilote dudit projet.

En effet, de l'apprentissage exprimé à travers les pratiques et vécus de ce projet seront soutirées des leçons qui serviront, comme le disaient les Termes de Références de l'évaluation, « à ouvrir la voie aux futurs projets des Nations Unies mettant à profit les téléphones mobiles dans les domaines de l'éducation, la collecte et les échanges d'informations … »

De plus, le PNUD s'inscrit dans un impératif de redevabilité qui est la base de construction de l'innovation pour de meilleurs résultats.Ainsi, la priorité est donnée à la qualité des résultats obtenus d'une part et d'autre part aux éléments susceptibles d'aider le processus de réplication future à plus grande échelle à partir d' une documentation appropriée qui met les enseignements en valeur.

Le projet « Gouvernance par le mobile » a été mis en œuvre conjointement par PNUD et UNICEF, en plus d'être soutenu par la section communication pour les jeunes (division de la communication) de l'UNICEF New York. L'UNFPA fait aussi partie des parties intéressées au sein du Système des Nations Unies.

Concernant la partie nationale, afin de préparer l'après-projet, le projet a, dès ses premiers pas de réalisation, voulu impliquer les parties prenantes malgaches à travers les différents niveaux institutionnels : directions des Ministères touchant aux thématiques des jeunes (Jeunesse, Communication, Education), directions du Ministère en charge de la planification (Economie), différentes institutions œuvrant en faveur des jeunes dont l'INJ, le Conseil National de la Jeunesse…. ainsi que les jeunes eux-mêmes, enregistrés comme bénéficiaires de l'exercice de l'initiative, et ce, à travers des réseaux de jeunes, identifiés et constitués.

Les communes, sites de cette phase pilote, n'étaient pas en reste puisque leurs responsables ont été les interlocuteurs privilégiés des divers intervenants dont le cabinet-prestataire, les points focaux et animateurs.

Ces différentes parties prenantes seraient les utilisateurs de cette évaluation, notamment du côté des initiateurs (PNUD-UNICEF) pour des fins de prise de décision en ce qui concerne l'après-projet. Pour les autres parties prenantes, les résultats de l'évaluation serviront au soutien et à la poursuite du processus commencé par ceux cités plus haut mais qui sera ensuite pris en charge par les structures malgaches elles-mêmes dans le cadre d'une pérennisation des acquis.

Et enfin comme le projet a pu bénéficier d'une subvention du Democratic Governance Thematic Trust Fund (DGTTF), les résultats et enseignements tirés vont contribuer aux connaissances, aux avantages et défis des programmes et projets de développement destinés à favoriser le développement des jeunes en particulier et le développement humain en général. Lesdits résultats et enseignements tirés sont susceptibles d'être incorporés dans l'élaboration d'autres nouveaux documents de programmes.

Beaucoup de données internes au fonctionnement du projet et externes au projet sont capitales pour la compréhension du processus du projet. Cependant, pour la clarté et la pertinence de la conduite d'évaluation, la structure d'exploitation des données se focalisera sur les points essentiels suivants :

1. Dans quelle mesure l'approche utilisée était-elle appropriée pour atteindre les objectifs du projet ?
2. Les changements opérés sur le projet étaient-ils justifiés ? Appropriés ? et pourquoi ?
3. Dans quelles mesures le projet a réalisé les produits attendus de sa mise en œuvre ?
4. Dans quelles mesures lesdits produits ont contribué aux effets programme pays (CPAP) et UNDAF ?

5. Quels changements (ou signes précoce de changement) le projet a-t-il apporté dans la vie des bénéficiaires ?

6. Les résultats du projet ont-ils été obtenus à des coûts acceptables ?

7. Dans quelle mesure les résultats obtenus sont-ils pérennes ou peuvent-ils être pérennisés ?

8. Quels ont été les facteurs de succès, les bonnes pratiques et les leçons apprises ?

9. Quelles ont été les contraintes dans la mise en œuvre du projet, et les solutions apportées ?

10. Quels ont été les effets non attendus du projet ?

11. Quelles sont les recommandations et orientations pour l'après-projet, ainsi que pour la formulation et la mise en œuvre de projets similaires dans l'avenir ?

# III. DESCRIPTION DE L'INTERVENTION DE L'EVALUATION

## III.1. Délimitation des contours du projet : ce qui est évalué, les spécificités du sujet

L'intitulé entier du projet « Gouvernance par le mobile » est le suivant : « Gouvernance par le mobile : la sagesse de la population pour piloter son avenir ».

Le projet, en plus d'être une émanation au niveau de Madagascar d'autres initiatives similaires initiées par les Nations Unies dans le monde, est particulièrement voué au contexte socio-culturel malgache où les jeunes sont en même temps le centre focal de la société mais paradoxalement la partie la plus effacée du fait de certaines traditions et paradigmes établis.Selon la politique nationale de la jeunesse (n° 2004-028 du 09 septembre 2004), les jeunes sont les individus entre 14 et 35 ans. Mais, il est aussi de fait que, traditionnellement et de manière conventionnelle, ces jeunes n'ont pas de place à la tribune des décisions même et surtout concernant leur avenir en particulier et celui du pays en général. Cette situation ne favorise guère leur capacité d'analyse et leur pouvoir de décision, à défaut de pouvoir s'exercer. Cela rend également difficile la sollicitation de leur intérêt pour tel type d'exercice qui voudrait changer leur paradigme en faveur de leur propre « pilotage » de leur avenir.

Actuellement, le contexte de la mondialisation d'une part, et d'autre part des innovations introduites dans les milieux en matière d'approches, d'acteurs et de stratégies, tendent de plus en plus à faire passer les facteurs qui aident à changer ces manières de voir et de faire. Ainsi, les jeunes veulent de plus en plus s'impliquer par la participation dans les activités de développement pour concrétiser des idées nouvelles touchant à leurs existences et à l'avenir du pays lui-même.

Il s'agit donc d'un investissement dans la communication intra- générationnelle puisque les jeunes veulent favoriser les discussions entre eux, et aussi avec les autres générations car ils aspirent à faire entendre leurs voix par les adultes et les décideurs.

La propagation et l'utilisation à Madagascar des nouvelles technologies à moindre coût, par l'utilisation des SMS sur les mobiles, constitue une réelle opportunité à travers laquelle la volonté d'expression des jeunes pourra être concrétisée et permettra la création d'espaces d'échanges et de discussions. Ce projet « Gouvernance par le mobile » a ainsi pour objectif de soutenir la participation des jeunes aux discussions concernant le développement à Madagascar par le biais des nouvelles technologies dont le téléphone portable, mais aussi par les outils de communications traditionnels notamment les moyens de communication de masse, comme la radio par exemple.

## III.2. Le modèle de résultats attendus

Dans le cadre de cette nouvelle perspective à concrétiser à partir du projet et selon une vision orientée vers le long terme, des résultats attendus ont été définis, les réalisations à effectuer ont été délimitées.

Les principaux résultats visés par rapport à cette ambition exprimée plus haut se déclinent en deux points majeurs :

1. Les avis et aspirations des jeunes sont recueillis et traités pour assurer le plaidoyer pour des services de qualité ;

2. Les avis et aspirations des jeunes sur leur avenir sont largement diffusés et leurs préoccupations prises en compte dans les politiques de développement et le développement des services.

### a. Perspectives et réalisations sur le premier résultat

Les étapes clés pour réaliser le premier résultat sont : *(i)* l'élaboration d'un plan de mise en œuvre : un espace de discussion et d'échanges pérenne utilisant les NTIC est ouvert (2009) (mise en place et opérationnalisation des infrastructures nécessaires, formations) *(ii)* la mise à disposition de la synthèse des documents et informations existants, *(iii)* la capitalisation des priorités des jeunes déjà prises en compte dans les documents officiels (2009 (i*v*) la mise en place des éléments du dispositif : la plate-forme

technologique, la mise en œuvre de la phase-test, l'implication des autorités locales, la définition du mode opératoire de la consultation.

Les défis qui découlaient de la suite logique des actions étaient:

-La conclusion de la phase test avec des activités supplémentaires de manière à assurer une forte participation des jeunes ;

-L'extension à plus grande échelle de la collecte des avis et aspirations des jeunes ;
-La prise en compte des avis et aspirations des jeunes collectés avant la fin du projet, et synthétisés dans les documents officiels de développement des Collectivités concernées.

Et du point de vue des moyens technologiques et investissement stratégique, les hypothèses pour permettre la continuité étaient précisées :

-L'upgrade de la plateforme technologique avec le protocole SMPP à négocier avec les opérateurs au moment de l'extension à plus grande échelle ;

-La mise en place d'un mécanisme de recouvrement des coûts pour les futures consultations des jeunes ou de la population ;

- La mise en place d'un mécanisme de diffusion et de veille à l'issue des activités de plaidoyer et de lobbying.

**b. Deuxième résultat : « Les avis des jeunes sur leur avenir sont largement diffusés et leurs préoccupations prises en compte dans les politiques de développement »**

**(i) La relation entre les deux résultats**

La réalisation du projet est un processus ; les conditions d'atteinte du deuxième résultat dépendent du degré d'atteinte du premier résultat.Ceci coule de source : en effet, la diffusion et l'intégration des avis des jeunes dans les politiques supposent d'abord que ces avis sont constitués, organisés dans un document validé avant d'être pris en charge dans une démarche de concertation généralisée. Cependant, les retards cumulés dans la mise en œuvre et la non-disponibilité des ressources n'ont pas permis la finalisation de la collecte des avis avant la fin du projet, fin Décembre 2011.

Toutefois, les préparatifs investis dans le cadre de la poursuite des objectifs du Résultat 2 ont été entrepris.

Parallèlement au processus de collecte des avis, la feuille de route du projet a prévu l'identification d'une structure d'accueil de l'après-projet et a organisé tout le dispositif de renforcement de celle-ci. La pérennisation de la pratique novatrice adressée aux jeunes, passe par l'institutionnalisation du mécanisme. Celui-ci part de la prise en compte de l'avis des jeunes par la collecte, du traitement, de l'intégration à un niveau supérieur de considération politique.

La structure d'accueil identifié est l'Institut National de la Jeunesse. Dans ses termes de références, le consultant expert-coach qui l'accompagnait avait pour objectif d'élaborer et d'appliquer une stratégie d'I-PLDV qui, à terme, devait conduire à l'intégration à ce niveau supérieur de considération politique.

En quoi consistait l'I-PLDV ?

- L'Information : c'est l'organisation de la communication vers les vecteurs et les partenaires.

- Le Plaidoyer est l'ensemble des communications faites pour que les avis des jeunes sur les thèmes de développement soient pris en considération par les autorités du secteur public, du secteur privé et les membres de la société civile.

- Le Lobbying : pour que les actions de plaidoyer en faveur des avis/aspirations des jeunes soient menées judicieusement et arrivent à leur terme.

- La Diffusion : les avis/aspirations des jeunes sur les thèmes de développement sont diffusés pour être connus par un large public, notamment par les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) concernées par la collecte.

- La Veille : le système et l'ensemble de l'opération nécessitent une méthodologie de veille portant sur les opportunités et les contextes qui prévalent.

Le Résultat 2 du Projet de Gouvernance par le Mobile est une étape qui vient après le traitement et la synthèse des avis, et qui serait obtenu lorsque l'INJ réussirait à faire valoir les avis/aspirations des jeunes à partir de stratégies, plans, outils et autres supports d'informations.

**(ii) La relation du Résultat avec les conjonctures générales**

Tous les investissements effectués ont été définis dans le cadre d'une contribution à une politique adressée à la population, en vue de l'instauration de meilleures conditions de vie pour celle-ci, notamment les jeunes.

Ainsi, le cadre de résultats et de ressources alliant le niveau national et le PNUD et auquel se réfère le projet a été défini de la manière suivante :

- Les droits fondamentaux des populations sont mieux connues, appliqués et exercés ;

- Les usagers ont accès à des services publics de qualité et leur feed back sont pris en compte;

Les résultats obtenus par rapport à ces éléments du cadre devraient amener à préciser les indicateurs suivants : le taux des personnes des zones cibles au courant de leurs droits, le taux des personnes satisfaits des services.

Tel résultat attendu suppose avant toute chose :

- Que tous les acteurs, à tous les niveaux, soient au même niveau d'informations, se sentent impliqués pour pouvoir contribuer, chacun selon le contexte où il se trouve, à l'atteinte des résultats ; et pour cela, ils doivent disposer des ressources nécessaires dont communicationnelles, logistiques, organisationnelles pour pouvoir établir au mieux les relations entre : droit-connaissances-usagers-services publics.

- Que l'ensemble des contextes : social, culturel, politique, économique, bref tout l'ensemble des conjonctures puisse être favorable à la prise de connaissance, à l'application, à l'exercice et enfin à l'établissement favorable des impacts de tel changement introduit dans la vie des populations.

- Que le dispositif y afférent soit mis en place, au niveau institutionnel.

Pour mieux apprécier l'implication des acteurs, l'état des contextes et le dispositif, il est adéquat de voir cela dans une démarche de changement de paradigme à tous les niveaux :

- Nous avons parlé des limites sociales et culturelles des jeunes quant à l'expression de leurs avis au sein de la société malgache; la question qui se pose : jusqu'où le processus de prise en compte des avis des jeunes peut-il effectivement changer les habitudes de prise de décision? Quels sont les facteurs qui pourraient orienter les interactions entre les acteurs (jeunes/aînés, gouvernés/gouvernants) vers plus de considération des avis/opinions des jeunes ?

- Le poids du contexte : les différentes conditions existantes, s'il ne faut parler que des difficultés à introduire des nouvelles lignes budgétaires dans l'état actuel des possibilités nationales, pourront-elles être réétudiées pour la réalisation d'actions d'échelle suffisamment pertinentes et qui ne soient pas un simple saupoudrage ?

- Et enfin le dispositif : le niveau de changement visé est au niveau de tout l'ensemble des moyens et des ressources avalisées et dont les pratiques seront reproduites systématiquement dans le concert des politiques mises en œuvre.

Cela supposerait donc la coalition de tous les organismes en charge de la jeunesse : INJ, CNJ, Réseau des jeunes pour les OMD, juniors reporters clubs, qui, tous ensemble, auront une force de frappe pour faire asseoir des pratiques politiques en faveur des jeunes.

Une stratégie de collaboration institutionnelle était conçue avec le PNUD et l'UNICEF, notamment pour soutenir l'opérationnalisation de l'INJ dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et surtout pour l'hébergement de portails numériques par le biais du centre tanora.com.

Les expériences sollicitées de l'UNICEF sont essentielles du point de vue technologique pour l'installation du réseau et la formation des administrateurs ainsi que du côté de l'appui technique à déployer pour engager le secteur privé, notamment le secteur de la Télécommunication à investir dans le projet (dons de cartes SMS, appels gratuits).

Les contributions du Ministère de l'Education Nationale et celui en charge de la Communication étaient jugées essentielles pour la mobilisation des jeunes, et la gestion de l'information afin d'atteindre un public plus large.

La diffusion des informations au niveau national mais aussi au niveau régional aurait force de plaidoyer auprès des décideurs à différents niveaux.

## III.3. Méthodologie d'évaluation

### a. La partie préparatoire

La première étape consistait à la prise de connaissance du projet à travers l'analyse documentaire. La documentation disponible a permis de comprendre l'évolution historique et les résultats du projet.

En effet, les divers documents de projet tels les PTA, journaux, feuilles de route, rapports, procès-verbaux de réunion constituent des sources d'informations pertinentes. Cela a permis aussi d'identifier les informations de référence ainsi que les évolutions constatées, de préciser les besoins en informations par rapport aux grands thèmes de l'étude et d'affiner les thèmes spécifiques ainsi que le contenu des outils de collecte.

Les besoins en information en vue de l'évaluation ont été ainsi déterminés, également les critères pour choisir les différentes questions à utiliser dans les groupes de discussion et les entretiens ainsi que les acteurs qui seront sollicités à participer au cours de l'évaluation.

Dans le cadre de la prestation, ces acteurs sont :

- Les groupes de jeunes âgé de x à Y, «cibles» du Projet dans les 14 Communes et la ville de Tuléar ;
- Ceux qui ont un rôle officiel dans le cadre du projet : comité de projet, équipe du projet, Le Ministère de la Jeunesse par le biais de l'INJ et la Direction de la Promotion de la Jeunesse, le Ministère de l'Education Nationale, par le biais de l'OEMC, le Ministère de la Communication, par celui de la Direction de l'Animation Communautaire, le Conseil National de la Jeunesse
- Ceux qui représentent une communauté donnée ou un sous groupe important de la population visée: les dirigeants locaux et les responsables des partenaires de mise en œuvre, notamment des organisations non-gouvernementales (ONG) et des organisations communautaires, les fonctionnaires de divers organismes, les associations (scouts, le centre e.tanora.com, etc...) les réseaux des jeunes;
- Ceux qui fournissent des compétences et/ou des renseignements essentiels au processus: les consultants locaux, les entreprises locales, les prestataires, les points focaux qui ont travaillé pour le projet;

- Ceux qui ont un rôle fondamental pour assurer le succès de l'intervention: les responsables des comités, équipes et institutions : INJ, CNJ, unité de coordination du projet au sein du PNUD et UNICEF, unité de gestion du projet, équipe du prestataire, les consultants.
- Ceux qui travaillent dans le développement local : l'administration locale, dont les maires et les chefs fokontany.

**b. Etablissement des questionnaires semi-structurés (Guide du sujet)**

L'objectif était d'obtenir des données auprès d'un grand nombre de personnes, de manière structurée, en se référant à des questions spécifiques et à des questions générales pour guider les conversations tout en laissant la possibilité d'ajouter d'autres questions qui pourraient surgir de la discussion.

Deux types d'outils ont été utilisés : le questionnaire destiné aux groupes de discussion et les enquêtes à adresser à des personnes interviewées en face à face. Pour les deux cas, il y a eu une série très précise et structurée de questions fermées et de questions ouvertes. Les questions peuvent être formulées de manière à confirmer ou à infirmer une hypothèse ou pour découvrir l'ampleur d'un problème particulier et obtenir des renseignements utiles et précis.

**c. Formation des équipes d'évaluation**

Pour ces activités d'enquêtes, une équipe de huit (08) personnes a été constituée dont les membres ont été formés pour qu'ils comprennent bien l'objet de ce travail et développent les compétences appropriées dont:

- une très bonne connaissance des différents contextes de l'évaluation à faire ;
- une très bonne aisance dans l'utilisation des outils de collecte des données;
- une perception commune et claire des questions à poser et de ce qu'il faudra précisément rechercher au cours des entretiens;
- l'adoption d'une conduite à tenir au cours du travail sur le terrain : instructions pratiques, types de communication à travailler;
- l'identification des types d'informations à demander auprès de l'équipe locale;
- l'organisation détaillée de l'évaluation;
- le mode de transcription des discussions lors des focus groupes et des fiches d'enquêtes des interviews.

**d. Précision des termes utilisés**

Il est utile de préciser les contenus des termes qui serviront de base d'appréciation lorsque la réflexion critique sera menée dans l'analyse de l'existant, de celle des données acquises sur terrain et au cours des entretiens:

Objectif du Projet : Les analyses seront effectuées par rapport à l'énoncé détaillé des effets ou des résultats souhaités que le projet serait en droit d'attendre; autrement dit,est-ce-que le Projet a permis la participation des jeunes ( par outils de communication traditionnels et/ou par le téléphone portable) aux discussions concernant le développement de Madagascar ?

Les bénéficiaires du projet : ce sont les jeunes qui participent au processus et qui bénéficient, ou sont censés bénéficier, directement ou indirectement de l'initiative du Projet.

Efficacité : A quel point les résultats obtenus au cours du processus du Projet sont-ils conformes aux résultats attendus tels le recueil et le traitement des avis des jeunes, la diffusion large des avis des jeunes et la prise en compte de leurs préoccupations dans les politiques de développement?

Efficience : Les résultats obtenus correspondent-ils aux moyens mis en œuvre (financier, humain, temps, matériel etc.)?

Performance : Le projet applique-t-il les normes de mise en œuvre et obtient-il, avec les moyens alloués, des résultats conformes aux objectifs fixés?

Pertinence : Les objectifs du projet correspondent-ils aux priorités du groupe cible, c'est-à-dire les jeunes, et aux politiques mises en œuvre par les institutions?

**e. APPROCHE UTILISEE POUR L'ANALYSE**

**(i) Les composantes principales**

Après la phase d'enquête sur le terrain, il a été procédé à l'analyse des éléments de réponses recueillies sur la base des questionnaires adressés et des résultats recherchés du projet.

L'analyse a procédé de la manière suivante :

1. L' analyse par groupe basée sur une analyse de contenu des réponses exprimées par les participants aux focus group et lors des interviews (analyse qualitative supportée par des taux ) pour faire ressortir les tendances du groupe par rapport aux thèmes traités ;
2. L'analyse intergroupes, pour identifier : - les convergences, analogies et singularités entre les différents types de groupes et ; - les points communs, divergences et spécificités des groupes de même type ;
3. la synthèse globale des résultats pour faire ressortir les grandes tendances relatives aux thèmes de l'étude.

Enfin, les déductions et les conclusions seront formulées, les recommandations : (i) générales par rapport aux activités évaluées ; (ii) et spécifiques, notamment par rapport aux messages majeurs à véhiculer, aux approches à mettre en œuvre. Pour conclure les enseignements tirés de l'évaluation, c'est à dire les nouvelles connaissances acquises à partir de l'intervention seront mis en évidence ainsi que le contexte d'application de la méthodologie d'évaluation.

Pour Toliara, l'étude a prévu la composition de l'échantillon comme suit :

- 140 personnes de la population-cible dans les focus-groupe ,10 personnes/site,
- + 28 responsables locaux (2 personnes/site)
- + 420 personnes de la population cible mais en interviews individuelles (30 personnes/site)

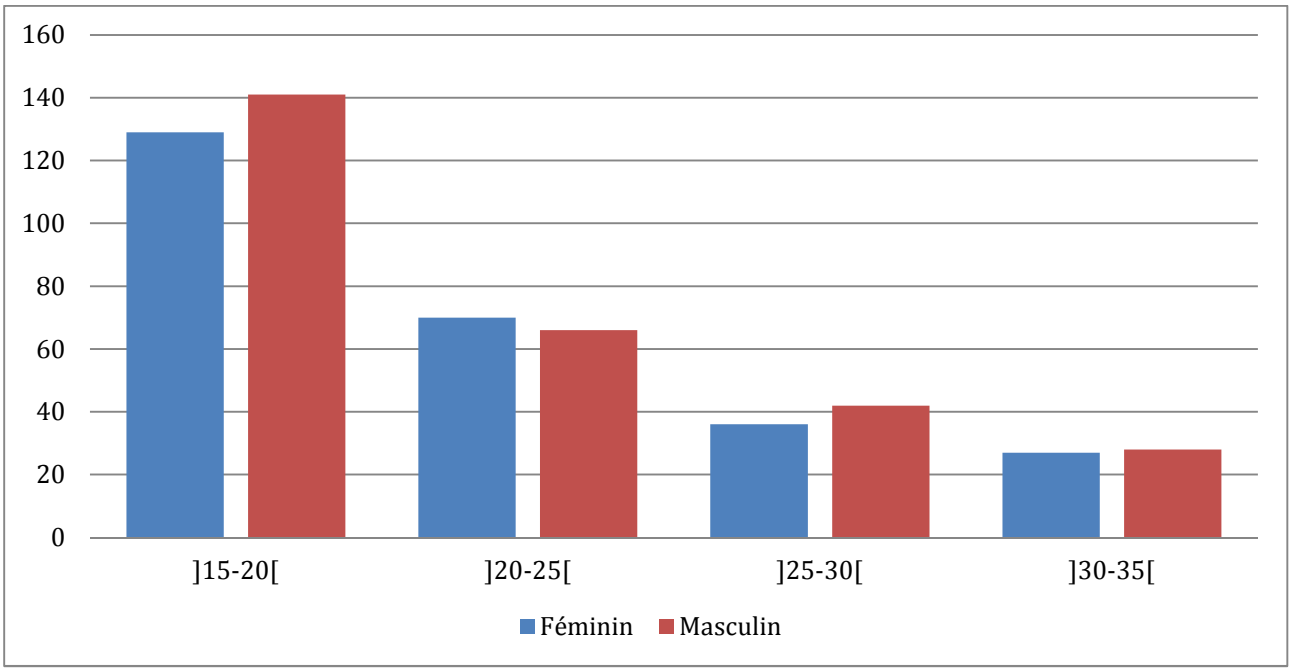
Les personnes recrutées dans les focus-groupes et dans les interviews individuelles ont été sélectionnées parmi les personnes sollicitées par le projet lors de la phase d'inscription. Elles devaient être trouvées soit par l'intermédiaire des points focaux indiqués par le prestataire, soit par la liste des personnes inscrites sur les listes par le prestataire.

Les enquêtes étaient organisées sur les 2 sites : Sambaina et Tuléar

**(ii) Description de l'échantillon**

Les jeunes qui ont participé aux entretiens et enquêtes font partie de la liste d'inscription déjà disponible; la disponibilité des uns et des autres a ensuite déterminé leur implication dans le processus d'évaluation.

**Figure 1 : Caractéristiques des jeunes enquêtés : répartition par âge et sexe**




Les nombres de personnes dans les deux sexes ayant participé aux enquêtes sont presque équivalents :

En interviews individuelles :

- Il y a eu 200 participantes

- Il y a eu 220 participants

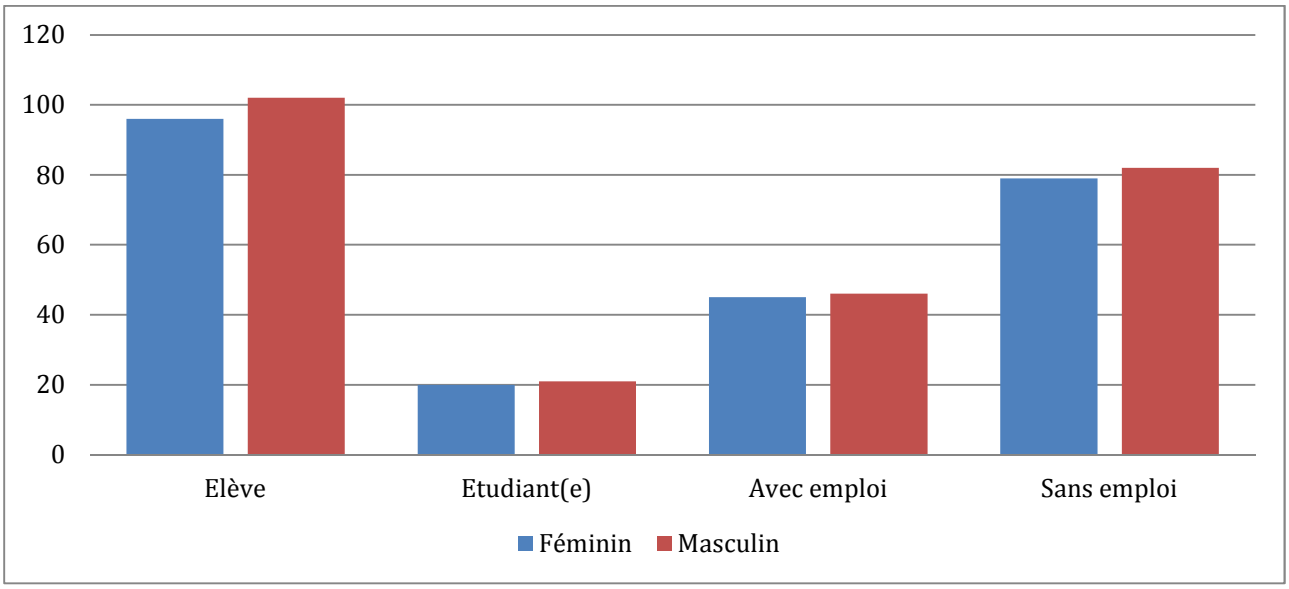
En focus-groupes, sur 140 personnes :

- en tout : 80 personnes de sexe féminin, 60 personnes de sexe masculin

Les autorités locales (28 personnes) sont tous des hommes.

La structure présente reflète la totalité de la liste constituée par le prestataire: une grande majorité de la première tranche de jeunesse (moins de 20ans), une minorité de jeunes de la dernière tranche de jeunesse (30- 35ans).

**Figure 2 : Répartition des enquêtés à Toliara par statut et par genre**

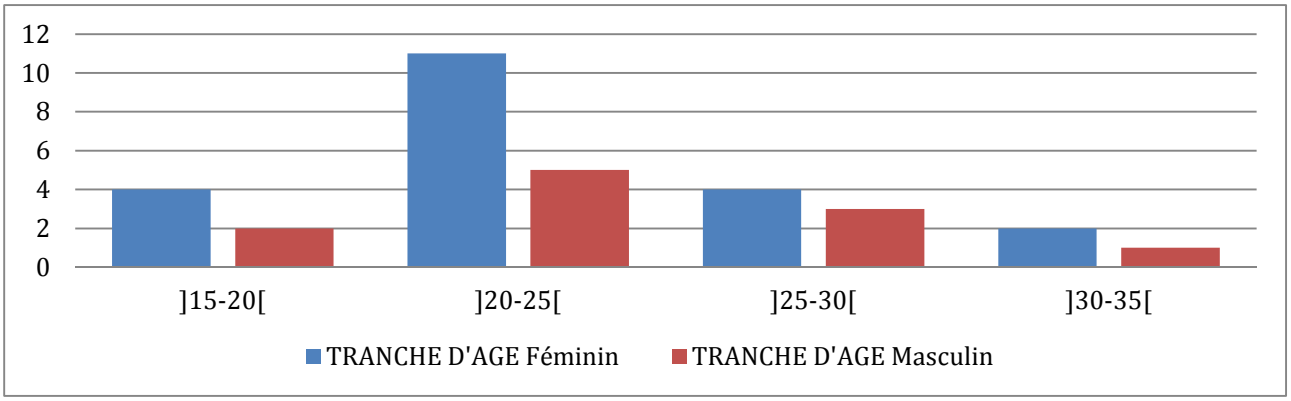



Pour Toliara, conformément à la structure des tranches d'âge, la majorité des participants et participantes est constituée par les élèves ; suivent ensuite les sans-emplois; ce sont en effet les plus disponibles pour faire partie des inscrits et pour être interrogés aussi.

***Participation à Sambaina***

L'objectif pour Sambaina était de prendre la température dans le site où a eu lieu la phase-test; d'où le nombre limité de personnes interrogées: 32 personnes.

**Figure 3 : Répartition des enquêtés de Sambaina par tranche d'âge et par genre**




Le nombre de participants est plus important concernant la tranche d'âge entre 20 et 25ans.

Dans la tranche d'âge entre 20 et 25 ans, les jeunes filles sont plus volontaires à participer. On note la faible participation des jeunes de 30 à 35 ans parmi les personnes disponibles à être enquêtées.

**(iii) Autres paramètres pris en compte dans l'activité d'évaluation :**

- La mesure spécifique : s'attacher à représenter pleinement la diversité des opinions des groupes et des personnes enquêtées ;

- La pratique de la Triangulation : utiliser les différentes sources, méthodes, ou équipes de terrain ; pour recouper et valider les données et informations de façon à limiter les erreurs ;

- Le dispositif général : ceci concerne la relation au sein du dispositif institutionnel;

- Le produit attendu : Une synthèse et une réflexion critique, c'est-à-dire un questionnement et une analyse des données de l'expérience, des observations, des théories, des convictions et/ ou hypothèses visant à tirer des enseignements utiles à l'amélioration ultérieure de types de projets similaires.

L'équipe d'évaluation a combiné différentes méthodes pour collecter les données sur le terrain :

### *1) Focus group*

Des focus groups ont été tenus auprès des groupes cibles primaires de l'étude sur les 14 sites, à raison de 10 personnes/sites. L'objectif était d'étudier en profondeur les opinions des parties prenantes, les points de vue semblables ou divergents ou les jugements portés sur une initiative.

### *2) Interviews approfondies*

Des interviews approfondies ont également été menées auprès des personnes et autorités locales qui ont été directement ou indirectement été impliquées dans le processus dans les localités visitées. C'est une approche de personne à personne à des questions prédéterminées pour l'obtention d'informations approfondies sur les impressions ou les expériences de la personne concernant les réalités vécues du projet gouvernance par le mobile. En général, il s'agit de personnes ayant des responsabilités dans les communes et les communautés.

### *3) Collecte des documents*

Une lecture et analyse des documents identifiés comme pertinents a été faite. Bon nombre de documents du projet ont été ainsi étudiés et constituent la base de plusieurs informations quantitatives et descriptives de l'initiative ainsi que des produits et des effets recherchés : les documents de cadrage du projet, les rapports du gestionnaire du projet et ceux des consultants, les divers journaux de l'équipe de gestion du projet (risques, problèmes, qualité)

### *4) Interviews auprès d'informateurs clés*

Des entretiens qualitatifs approfondis ont été menés avec des personnes qui ont une connaissance de première main des opérations de l'initiative et du contexte. Ils ont fourni une connaissance et une compréhension des problèmes et des différentes perspectives sur les questions : les membres de l'équipe de gestion du projet, la personne désignée par l'UNICEF pour accompagner le projet, les responsables de structures : INJ, CNJ ; les consultants et prestataire, des responsables au Ministère de la Jeunesse et à l'OEMC.

## IV. LES RESULTATS OBTENUS

**Tableau 1 : Confrontation PTA / Etat des lieux actuel**

| Résultats attendus/Produits | Sous-produits | ACTIVITES PLANIFIEES | ETAT DES LIEUX ACTUEL |
|---|---|---|---|
| **1. Les avis et aspirations des jeunes sont collectés et traités**<br>*Baseline : 0%*<br>*Document de synthèse des avis et aspirations des jeunes sur des thèmes de développement disponibles*<br>*-Taux de participation des jeunes par le mobile*<br>*Cibles 2011 :*<br>*-Document de synthèse des avis et aspirations des jeunes dans une région ou regroupement de communes sur un thème de développement disponible*<br>*-40% de taux de participation des jeunes par le mobile* | **1.1 Un plan de mise en œuvre de la collecte des avis et aspirations des jeunes est disponible et validé**<br>*Indicateurs :*<br>*-Plan de mise en œuvre de la collecte et du traitement des avis et aspirations des jeunes disponible et validé* | **1.1.1 Faire une synthèse des documents et informations existants pour identifier les priorités et le champ d'action de la collecte et du traitement des avis et aspirations des jeunes (données désagrégées femmes, sans travail, handicapés)**<br>Synthétiser les documents existants sur les avis et aspirations des jeunes (expert projet)<br>Tenir des séances de travail avec les parties prenantes<br>Etablir les contacts et négociations<br>Compiler les documents et présenter le document de synthèse | Un atelier de planification a eu effectivement lieu qui a réuni les responsables à différents niveaux : institutions étatiques (Ministère) et paraétatiques (institutions EPA, tels L'INJ), des associations diverses |
| | | **1.1.2 Elaborer un plan d'actions** | Lancement de la phase test |

| Résultats attendus/Produits | Sous-produits | ACTIVITES PLANIFIEES | ETAT DES LIEUX ACTUEL |
|---|---|---|---|
| | | **de mise en œuvre de la collecte et du traitement et en assurer le suivi**<br><br>*Etablir un calendrier des actions à entreprendre*<br><br>*Réaliser un atelier de planification*<br><br>*Suivre* | (2010) et thèmes de consultation associés à des évènements: Journée Internationale des Droits Humains (discrimination), Fête Nationale (cohésion sociale)<br>-Stratégie locale de communication et de mobilisation<br><br>-Révision et adaptation de la méthodologie aux contraintes existantes<br>-Relations de partenariat basées sur les réalités communales<br>-Moins de 10 jours effectifs d'actions, les limites ayant été les fêtes de Nöel et les examens scolaires<br><br>(Décembre 2010)<br><br>-Juillet 2011 : Reprise de la campagne d'information et de sensibilisation avec : des affiches réactualisées sur les modalités de réponses SMS, descentes auprès des Sefo Fokontany pour la remobilisation, spots et émissions radio, animations ambulantes ; |

| Résultats attendus/Produits | Sous-produits | ACTIVITES PLANIFIEES | ETAT DES LIEUX ACTUEL |
|---|---|---|---|
| | | | -Décembre 2011 : début de la collecte des avis<br><br>-La campagne de restitution n'a pas été faite avant la fin du projet<br><br>Coupure du Projet entre Janvier 2010 et Mars 2011 : négociation pour un refinancement |
| | **1.2 Une plat forme technologique est mise en place et les jeunes sont inscrits dans la base de données et leurs avis et aspirations y sont**<br><br>**collectés régulièrement par SMS et traités**<br><br><u>*Indicateurs :*</u><br><br>*-Plateforme technologique en serveur SMS opérationnelle et les administrateurs du système formés*<br><br>*-Nombre de thèmes traités et tailles des zones d'intervention*<br><br>*-Taux d'inscription* | **1.2.1 Mettre en place et opérationnaliser les infrastructures technologiques nécessaires (upgrad + formation)**<br><br>*Négociation avec les opérateurs pour obtenir un protocole d'échange par internet en SMPP et uniformisation des offres*<br><br>*Obtention d'un numéro court auprès de l'OMERT*<br><br>*Recruter un prestataire/informaticien pour la mise en place du serveur SMS (prévu se terminer avant fin d'année 2010) et l'upgrad avec le protocole SMPP* | La plateforme technologique comprenant le logiciel, les machines, les modems, a été mise en place pour collecter les avis et aspirations des jeunes.<br><br>L'option pour une technologie par SMS a été adoptée à la place de l'upgrade à l'USSD qui a été abandonné<br><br>Retard de 3 mois suite décision de changement |

| Résultats attendus/Produits | Sous-produits | ACTIVITES PLANIFIEES | ETAT DES LIEUX ACTUEL |
|---|---|---|---|
| | *-Taux de participation par genre (sexe, situation professionnelles) rapport au nombre des jeunes*<br>*-Document de synthèse des avis et aspirations émis par SMS disponible*<br>*Baseline : 0*<br>*(2010 à Sambaina Taux d'inscription de 45% )*<br>*Cibles 2011 :*<br>*1thème traité au niveau d'une région ou d'un regroupement communes*<br>*Au moins 50% de taux d'inscription avec environ 100 000 inscrits*<br>*Au moins 40% de taux de participation globale*<br>*Au moins 30% de taux de participation de jeunes filles*<br>*Au moins 20% de taux de* | *Développement de l'upgrad en SMPP*<br>*Reste acquisition équipement et fournitures prévus pour 2010*<br>*Atelier de formation des administrateurs*<br>*Divers* | |

| Résultats attendus/Produits | Sous-produits | ACTIVITES PLANIFIEES | ETAT DES LIEUX ACTUEL |
|---|---|---|---|
| | *participation des jeunes sans revenu* | | |
| | | **1.2.2 Elaborer les kits et outils (guide d'inscription, guide de participation, outils de sensibilisation et de mobilisation, etc.)**<br>*Concevoir les kits et outils*<br>*Tester les kits et outils*<br>*Tenir un atelier de validation des kits et outils (prévu pour 11-12/01/2011, cf 1.1.2)*<br>*Multiplier et diffuser les kits* | les kits et outils ont été élaborés et diffusés, les messages SMS de collecte à envoyer aux jeunes inscrits ont été identifiés<br>En dialecte local pour les outils de Toliara |
| | | **1.2.3 Identifier les messages SMS d'information à envoyer aux jeunes inscrits**<br>*Préparation de la liste des thèmes et des messages à envoyer par le spécialiste en communication après consultation des parties prenantes* | Identification des priorités et du champ d'action de la collecte et du traitement :<br>-La première tendance dégagée : le thème de l'emploi, notamment la situation du travail quotidien des jeunes ; priorité |

| Résultats attendus/Produits | Sous-produits | ACTIVITES PLANIFIEES | ETAT DES LIEUX ACTUEL |
|---|---|---|---|
| | | *Atelier de validation des thèmes et messages*<br>*(prévu pour 11-12/01/2011, cf. 1.1.2)* | confirmée au moment de la phase-test à Sambaina;<br>-Deux autres thèmes ont été par la suite choisis: la volonté de mettre fin à la discrimination ; le choix est pertinent et exprimé à l'occasion de la journée mondiale des droits humains; le deuxième thème : les appréciations des utilisateurs sur les services communaux.<br>Le premier thème a rencontré des appréciations positives chez les jeunes aussi bien lors des enquêtes à Sambaina qu'à Tuléar |
| | | **1.2.4 Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation des jeunes en vue de s'inscrire et participer à la campagne de collecte d'avis/aspirations par SMS et de bénéficier de la campagne d'information par SMS, en particulier pour les jeunes femmes, les jeunes sans revenus** | Optique choisie dans le document du projet :<br>Se tourner vers l'écoute des tranches de populations généralement délaissées dans la société : les jeunes femmes, les jeunes sans revenus et les handicapés.<br>Se tourner vers l'écoute des tranches de populations |

| Résultats attendus/Produits | Sous-produits | ACTIVITES PLANIFIEES | ETAT DES LIEUX ACTUEL |
|---|---|---|---|
| | | **et les handicapés, parallèlement à des entretiens par focus groupe et des entretiens individuels des jeunes n'ayant pas d'accès au mobile (cf. 1.3.1)**<br>*Préparer les fonds documentaires de la campagne*<br>*Recruter un prestataire pour mener la campagne*<br>*Contacter les acteurs et planifier la campagne*<br>*Former et encadrer les animateurs/enquêteurs*<br>*Mener la campagne*<br>*Organiser et réaliser les supports médiatiques*<br>*Saisir les fiches d'inscription* | généralement délaissées dans la société : les jeunes femmes, les jeunes sans revenus et les handicapés.<br>1100 jeunes soit 50% des jeunes de 18 à 35 ans de Sambaina se sont inscrits<br>-La campagne d'inscription des jeunes de Tuléar et ses environs est terminée avec 43.000 jeunes inscrits sur un objectif de 50.000.<br>- Le nombre réel de participants aux réponses des SMS envoyés n'est pas encore déterminé puisque la synthèse de la collecte des avis n'était pas prête au moment de l'évaluation<br>Les listes sont disponibles mais sans les détails correspondants recherchés<br>-Nombre d'inscrits n'équivaut pas nombre<br>Les données désagrégées concernant cette optique n'ont |

| Résultats attendus/Produits | Sous-produits | ACTIVITES PLANIFIEES | ETAT DES LIEUX ACTUEL |
|---|---|---|---|
| | | | pas été mises en évidence dans les listes dressées par le prestataire<br>de participants ;<br>-Les périodes discontinues du projet ont rendu indisponible une partie des personnes inscrites dans les fiches au moment de la collecte des avis : changement de numéros, perte de téléphones, désintérêt au processus du fait de l'attente trop longue,<br>la méthode de travail suivante était communiquée : les séances de formation, les réunions et tout autre événement dans les Fokontany pour former et sensibiliser devaient tous être accompagnés par ces autorités locales.<br>Au cours des enquêtes, certains responsables locaux n'ont pas été impliqués |
| | | **1.2.5 Envoyer des messages** | Signature des contrats pour la |

| Résultats attendus/Produits | Sous-produits | ACTIVITES PLANIFIEES | ETAT DES LIEUX ACTUEL |
|---|---|---|---|
| | | **d'information par SMS sur les thèmes à traiter puis questionner et recueillir par SMS les avis et aspirations et traiter les informations**<br>*Recruter un statisticien pour traiter les avis des jeunes*<br>*Acheter des SMS en gros (cf. 1.4.1)*<br>*Elaborer un document consolidé sur les avis et aspirations des jeunes par SMS* | mise à disposition des lignes vertes par SMS. Un partenariat durable a été conclu avec les opérateurs téléphoniques et l'achat des SMS en gros fut effectué.<br>Retard de 3 mois sur le calendrier prévu |
| | | **1.2.6 Organiser une campagne de restitution auprès des jeunes**<br>*Préparer la synthèse des résultats de la phase test*<br>*Organiser et tenir la séance de restitution de la phase test* | La restitution de la collecte des avis n'a pas été effectuée |
| | **1.3 Collecter les avis/aspirations par des moyens classiques pour les jeunes n'ayant pas accès au portable** | **1.3.1 Enquêter par focus group et entretien individuel un échantillon représentatif de jeunes n'ayant pas accès au portable, parallèlement à la** | Des entretiens par focus group et des entretiens individuels auprès des jeunes n'ayant pas d'accès au mobile ont été réalisés.<br>Le statisticien recruté a élaboré le |

| Résultats attendus/Produits | Sous-produits | ACTIVITES PLANIFIEES | ETAT DES LIEUX ACTUEL |
|---|---|---|---|
| | *Indicateurs :*<br>*Document de synthèse des avis et aspirations pour les jeunes n'ayant pas d'accès au portable* | **campagne de sensibilisation à l'inscription pour la collecte par SMS et synthétiser les réponses**<br>*Recruter un statisticien (Cf. 1.2.5)*<br>*Elaborer les fiches d'entretiens*<br>*Former les jeunes animateurs / enquêteurs (cf. 1.2.4)*<br>*Mener les entretiens par focus group et entretiens individuels*<br>*Synthétiser les réponses* | questionnaire ainsi que le guide d'instructions à l'intention du prestataire Médiascope : ensuite, il a exploité les données transférées par le prestataire<br>Le document est disponible |
| | **1.4 Un dispositif de pérennisation de la plateforme de discussion est mis est place**<br>*Indicateurs :*<br>*-Volume de financement acquis pour la suite du projet (2011-2012)*<br>*-Structure hébergeant le dispositif renforcée en matière de collecte et traitement d'avis et aspirations des jeunes* | **1.4.1 Evaluer le coût du dispositif et élaborer mettre en œuvre un plan de pérennisation**<br>*Etablir un partenariat durable avec les opérateurs téléphoniques et acheter des SMS en gros*<br>*Etablir un mécanisme de recouvrement des coûts de collecte et de traitement des avis et aspirations pour les thèmes de développement* | |

| Résultats attendus/Produits | Sous-produits | ACTIVITES PLANIFIEES | ETAT DES LIEUX ACTUEL |
|---|---|---|---|
| | | **1.4.2 Identifier et négocier avec une structure capable de porter le dispositif et renforcer sa capacité en matière de mobilisation, collecte et de traitement des avis et aspirations des jeunes (cf. 1.2.3 et 1. 3.1)**<br>*Renforcer les capacités par « action learning » dans le cadre de l'animation et des entretiens (focus group, individuel)* | Institut National de la Jeunesse (INJ) dont la capacité en matière de mobilisation, de collecte et de traitement des avis et aspirations des jeunes devait être renforcé ;<br>L'expert coach recruté avait pour mission de renforcer les capacités organisationnelles de la structure |
| | | **1.4.3 Faire le plaidoyer et communiquer auprès des autorités et partenaires**<br>*Elaborer un document de plaidoyer pour les partenaires*<br>*Mener une compagne de mobilisation des ressources* | Pour passer au cap suivant selon la finalité de pérennisation, élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de diffusion et de lobbying pour la prise en compte des avis et aspirations des jeunes.<br>Une campagne de communication et de plaidoyer (I-PLDV (Information/Plaidoyer/ Lobbying/Diffusion et Veille) à organiser pour la prise en compte des avis et aspirations émis par |

| Résultats attendus/Produits | Sous-produits | ACTIVITES PLANIFIEES | ETAT DES LIEUX ACTUEL |
|---|---|---|---|
| | | | les jeunes, au niveau des instances communales, régionales et nationales ;<br>-La stratégie n'a pas encore été mise en œuvre au niveau des communautés locales et des instances officielles nationales ; |
| | | **1.4.4 Suivre et évaluer le dispositif mis en place**<br>*Organiser et réaliser un atelier pour évaluer et capitaliser les acquis* | |
| **2. Les avis et aspirations des jeunes sont pris en compte dans les politiques de développement**<br>*Baseline : 0*<br>*<u>Indicateur</u> :*<br>*-Nombre de programmes de développement (communal, régional, national) ayan fait l'objet de consultation auprès des jeunes* | **2 .1 La stratégie de diffusion et de lobbying pour la prise en compte des avis et aspiration s des jeunes est élaborée et mise en œuvre**<br>*<u>Indicateurs :</u>*<br>*-Document de stratégie validée et mise en œuvre*<br>*-Structure hébergeant le dispositif renforceé de lobbying* | **2.1.1 Formuler la stratégie et plan d'action de diffusion et de lobbying**<br>*Elaborer la stratégie de diffusion par le spécialiste en communication et mobilisation*<br>*Organiser un atelier pour valider la stratégie et plan d'action de diffusion et de lobbying (prévu 11-12/01/2011, cf. 1.1.2)* | Une campagne de communication et de plaidoyer (I-PLDV (Information/Plaidoyer/ Lobbying/Diffusion et Veille) devait être organisé pour la prise en compte des avis et aspirations émis par les jeunes, au niveau des instances communales, régionales et nationales |

| Résultats attendus/Produits | Sous-produits | ACTIVITES PLANIFIEES | ETAT DES LIEUX ACTUEL |
|---|---|---|---|
| *Cibles :*<br>*2010 :*<br>*3programmes au niveau d'une commune*<br>*2011 :*<br>*1 programme au niveau d'une région ou d'un regroupement de communes* | | | |
| | | **2.1.2 Renforcer les capacités de la structure hébergeant le dispositif en matière de lobbying et de négociation**<br>*Recruter un expert /coach pour accompagner la structure dans la mise en œuvre du plan d'action de diffusion et de lobbying et dans la négociation avec les autorités* | La stratégie IPLDV n'a pas pu être disséminée et n'a pas pu être appliquée avant la fin du projet: d'après le rapport de l'expert-coach, les conditions techniques, financières et les délais ne le permettaient pas. |
| | | **2.1.3 Organiser une campagne de communication et de plaidoyer/lobbying pour la prise en compte des avis et aspirations** | La stratégie n'a pas encore été mise en œuvre au niveau des communautés locales et des instances officielles nationales |

| Résultats attendus/Produits | Sous-produits | ACTIVITES PLANIFIEES | ETAT DES LIEUX ACTUEL |
|---|---|---|---|
| | | **émis par les jeunes, au niveau des instances communales, régionales et nationales**<br>*Diffuser le document consolidé*<br>*Organiser des rencontres ponctuelles et périodiques*<br>*Etablir un système de dialogue permanent des membres de la plateforme des décideurs* | |
| | **2.2 L'efficacité de la stratégie de diffusion et lobbying est évaluée**<br>*Indicateurs :*<br>*-nombre d'institutions saisis*<br>*-% budget alloué à la jeunesse dans la loi des finances (2012)* | **2.2.1 Mettre en place un système d'identification des sujets concernant la jeunesse dans les politiques de développement**<br>*Elaborer une stratégie de veille par l'expert en communication et mobilisation*<br>*Organiser un atelier pour valider la stratégie de veille ((prévu 11-12/01/2011, cf. 1.1.2)*<br>**2.2.2 Faire le suivi de l'intégration/prise en compte des avis des jeunes dans les** | Des séances de travail avec les PTF ont été organisées par l'expert-coach ; ceux-ci attendent le document finalisé de la collecte des avis des jeunes |

| Résultats attendus/Produits | Sous-produits | ACTIVITES PLANIFIEES | ETAT DES LIEUX ACTUEL |
|---|---|---|---|
| | | **politiques de développement**<br>*Réaliser les actions de veille sur le terrain*<br>*Organiser un atelier pour évaluer de la prise en compte (cf. 1.4.4)* | |

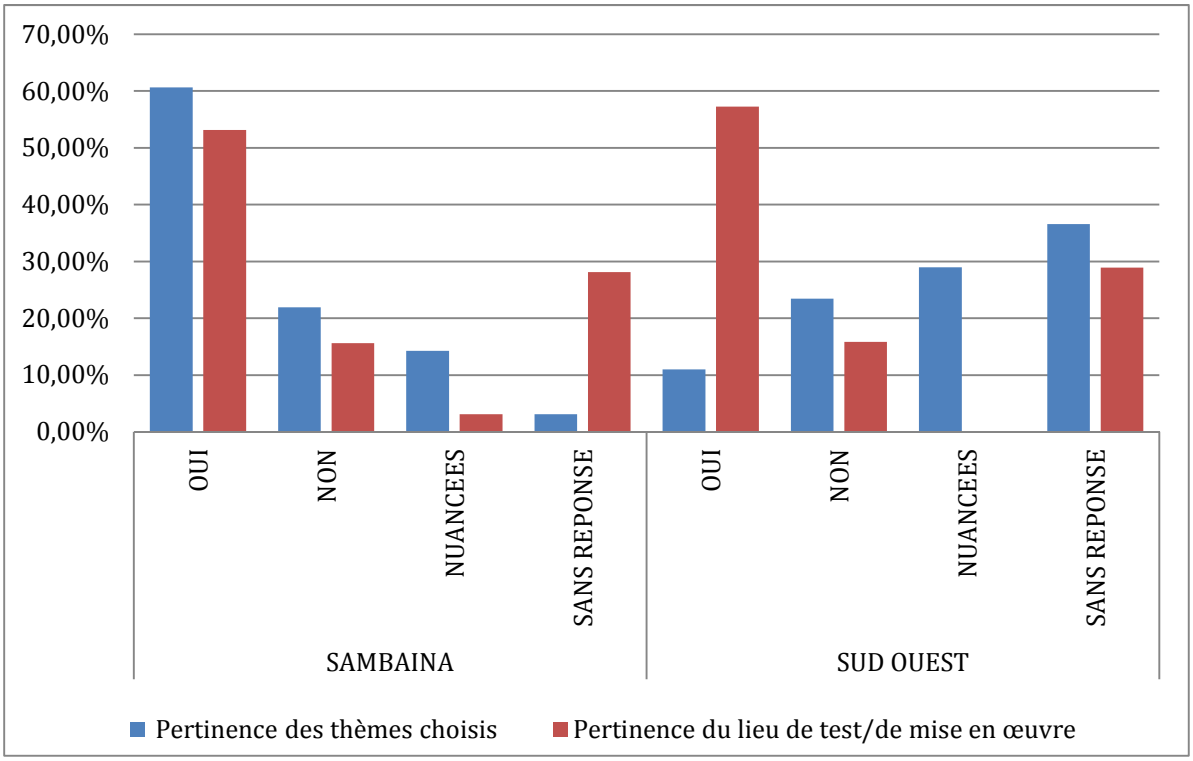
### IV.1. L'analyse par rapport à la pertinence de l'approche

Parmi les questions posées sur le mode de réalisation du projet, les avis des participants sur le choix du lieu et des thèmes servant aux questions ont été sollicités.

Plus de la moitié des enquêtés ont apprécié le choix du lieu d'enquête aussi bien à Sambaina qu'à Toliara. On peut noter que les participants à Sambaina sont ceux qui ont trouvé que le thème choisi était pertinent, contrairement aux jeunes de Toliara. Cela pourrait s'expliquer par les préparations au cours des journées internationales organisées sur place à Sambaina même et qui ont donné l'avantage aux thèmes choisis.

Cependant le taux de personnes qui ne donnent pas de réponses aux questions posées est relativement important à Toliara pour les deux catégories de questions: sur les thèmes et sur le lieu choisi. Au nombre des interprétations possibles, figure en bonne place le fait qu'ils ne saisissaient pas l'importance de la question par rapport au sujet évoqué, c'est-à-dire le projet.

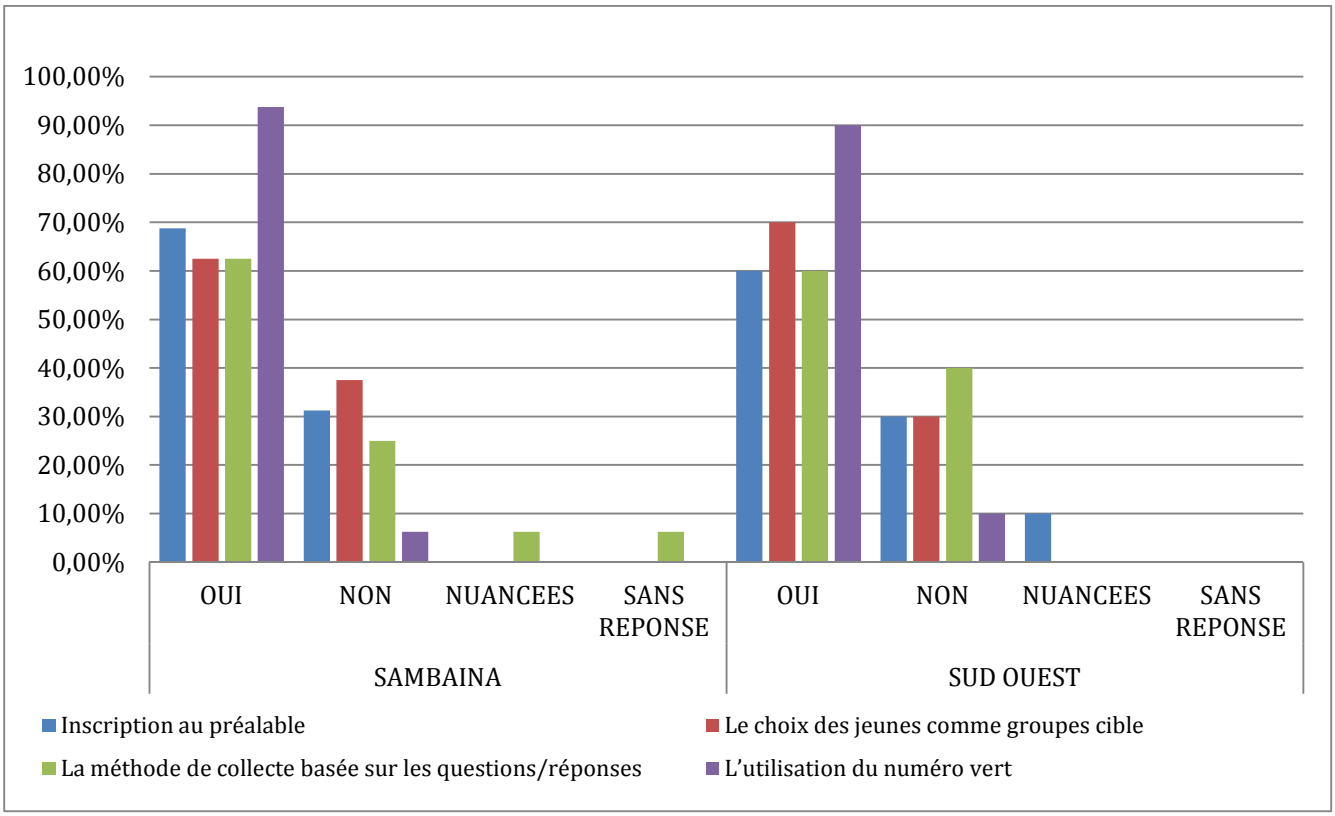
**Figure 4 : La pertinence des thèmes et du choix du lieu**




Des questions concernant les modalités de conduite du processus ont été posées. Répondre aux questions par la négative suppose donc qu'il y a d'autres alternatives envisageables.

La pertinence de l'approche demandait à être apprécié à travers l'inscription des jeunes, la formule numéro vert, les questions/réponses, le choix des jeunes comme cibles des questions.

**Figure 5 : La pertinence de l'approche**




De manière générale, l'approche a été jugée pertinente par grande majorité, aussi bien à Sambaina qu'à Toliara a été favorable.

**a. L'inscription au préalable**

Au moins trois jeunes inscrits sur cinq trouvent que l'inscription au préalable est pertinente dans la mesure où elle permet aux jeunes de participer au projet, lequel apporterait une réponse à leurs besoins; il appartient à la logique du projet de procéder à l'inscription avant l'étape de l'envoi des SMS.

Par ailleurs, l'inscription a permis aux jeunes de se préparer psychologiquement. De toute évidence, les SMS ne pouvaient pas être envoyés de manière hasardeuse car les SMS devaient s'adresser aux jeunes mais pas à la population en général. En outre, s'inscrire est supposé être un acte volontaire d'engagement duquel dépend l'attitude responsable des jeunes qui participent au processus, c'est du moins ce que pensent une grande partie des jeunes qui ont été interrogées.

Cependant, il y eut aussi 30% des jeunes qui ont défendu l'idée contraire dans le Sud-ouest. Cette proportion est de 31% pour la zone de Sambaina. Ces jeunes affirment qu'ils auraient préféré en savoir davantage sur l'enjeu du projet avant de s'inscrire.

Quant à la non pertinence de l'inscription, un jeune sur 10 l'attribue à diverses raisons dont la complexité de la fiche qui est difficile à compléter et l'absence d'effet de l'inscription ; puisque aucun SMS ne leur est parvenu jusqu' au moment de l'enquête. Certains ont même émis des suppositions sur une éventuelle manipulation par les animateurs.

Quant aux responsables communaux de la phase test, 30% affirment que l'inscription des jeunes seuls n'est pas pertinente parce que les opinions de tout le monde devront toutes être les bienvenues dans un projet de développement.

Cependant, 70% des responsables et autorités locales de la commune de Sambaina interviewés confirment la pertinence de l'approche parce que c'est le premier projet qui s'adresse aux jeunes. Dans la Région Sud Ouest, l'ensemble des autorités et responsables estiment que l'inscription au préalable permet aux jeunes de participer au Projet.

**b. Le choix des jeunes comme groupes cible**

Pour 70% des jeunes, le fait de choisir seulement les jeunes est vivement apprécié, car selon leur déclaration, seuls les jeunes peuvent décider de leur avenir. De plus, ils sont actuellement majoritaires et c'est la période faste pour pouvoir exprimer leur présence. D'ailleurs, le Projet favorise la participation des jeunes lesquels ont des idées novatrices qui méritent d'être connues.

A noter aussi que 30% des jeunes déclarent qu'ils apprécieraient la participation des adultes (parents, autorités, responsables) car ils peuvent compter sur l'appui des adultes pour répondre aux questions, ces derniers ayant plus d'expérience, leurs opinions sont donc très importantes.

Toutes les autorités, ainsi que tous les responsables interviewés ont déclaré que le projet répond aux attentes des jeunes par rapport à leurs problèmes, surtout celui relatif à l'emploi. Le fait de choisir les jeunes comme seule catégorie de bénéficiaires est pertinent dans la mesure où ils constituent une catégorie spécifique où ceux qui ont été formés doivent sensibiliser leurs pairs pour obtenir des résultats tangibles.

Pour les autorités communales, le choix des jeunes comme cibles est pertinent car le projet viserait à offrir à terme une structure qui traite les besoins réels des jeunes, lesquels sont nombreux à rencontrer des problèmes qui pourraient compromettre le développement de leurs terroirs. En effet ils sont unanimes à dire que le chômage engendre le désœuvrement lequel est source de tous les vices : alcool, drogue etc.

**c. La méthode de collecte basée sur les questions/réponses**

Au moins 60% des jeunes interrogés ont déclaré leur préférence pour cette méthode parce qu'elle offre un guide de réponse et empêche les jeunes de s'éparpiller dans des conjectures trop vastes.

Certains estiment aussi que cette méthode de collecte est adéquate surtout pendant cette première phase de projet, où les types de questions ainsi que les analyses portant sur les réponses appartiennent encore au domaine de l'apprentissage. A terme, lorsque le système sera rôdé et que de premiers résultats seront enregistrés, d'autres types d'approches, plus larges, plus libres pourraient être envisagés. Les questions ouvertes par exemple donnent la latitude aux jeunes de faire eux-mêmes des propositions sur le développement de leur pays et sur leur avenir.

Cependant, 40% des jeunes pensent qu'il leur faut d'autres méthodes de collecte (par questionnaire hard, interview directe, …). L'enquête par sondage basée sur des questions réponses pour sensibiliser les jeunes n'ayant pas de téléphone a été estimée comme non adéquate parce que ne peut toucher tout le monde. Par ailleurs, dans certaines zones (Betioky, Andranovory, Miary, Mahaboboka…), la méthode de collecte d'idées par écrit n'est pas appropriée parce que la plupart des jeunes est illettrée.

Pour 70% des autorités de Sambaina, la méthode questions/réponses est pertinente parce que beaucoup de choix de réponses sont ouverts aux jeunes et il est parfaitement logique d'avoir des réponses à une question. Selon les autorités du Sud Ouest, cette méthode aiderait les jeunes à acquérir de nouvelles connaissances.

**d. L'utilisation du numéro vert**

Au moins 90% des jeunes interviewés estiment que l'utilisation du numéro vert est très pratique pour les jeunes, car c'était le seul moyen de participer au projet étant donné qu'ils ne disposent pas de moyens financiers destinés à cette fin. Pour les autorités interviewées, l'existence du numéro vert assure la continuité du Projet et offre aux jeunes une opportunité qui leur permet d'exprimer leurs avis et aspirations.

La tendance favorable à l'utilisation du numéro vert repose aussi sur le fait qu'en ce début de projet, il est nécessaire de procéder ainsi car les jeunes n'iront pas investir dans une pratique, celle qui consiste à recevoir et à envoyer une réponse, que lorsqu'ils verront la suite, c'est-à-dire la synthèse de la collecte et l'utilisation qui en sera faite par les autorités lors de la prise de décision à différents niveaux.

Le pourcentage des jeunes qui affirment que l'utilisation du numéro vert n'est pas pertinente est de 6 % à Sambaina et 10% dans le Sud-Est. Ils pensent que la gratuité irait à l'encontre de leur motivation et les inciterait à considérer l'envoi de SMS comme un simple jeu. Pour ces jeunes, la participation aux frais des SMS prouverait le sérieux du projet. De plus, certains responsables d'établissements scolaires ont affirmé que la gratuité ne correspond pas à l'esprit de développement. Selon un responsable, l'approche du Projet Gouvernance par le mobile répond aux besoins importants des jeunes et la gratuité des SMS et des appels ne constitue pas un bénéfice pour ces jeunes mais « un besoin forcé » face à leur priorité qui est la recherche d'emploi.

## IV.2. L'analyse par rapport aux produits attendus du projet

### a. La réalisation des produits attendus de la mise en œuvre du Projet

Dans la zone de mise en œuvre du projet, les animateurs connaissent sont en mesure d'expliciter les tenants et les aboutissants du projet. Des formations leur ont été octroyées pour qu'ils puissent mobiliser les jeunes dans les fokontany à participer à l'inscription et à faire connaître le projet.

Pour ces animateurs donc, le projet a réalisé les produits attendus de sa mise en œuvre par le biais d'une campagne de sensibilisation et d'information, particulièrement dans les établissements scolaires, dans les églises ou dans la rue et ce, par les membres de Médiascope et/ou par des animateurs/points focaux, parfois assistés par les responsables des fokontany. L'information sur le projet et la mobilisation des jeunes ont été renforcées par des spots publicitaires sur les radios locales, par des affiches et des banderoles placées dans les zones de grande affluence comme le bureau de la commune, les fokontany ou par sono mobile sur les places publiques.

Du côté des jeunes cependant, ils pensent qu'à l'exclusion des animateurs, ils affirment ne pas réellement comprendre les objectifs, les produits et la portée exacte du projet ; de plus, pour eux, la mise en œuvre du Projet ne porte que sur les sensibilisations effectuées dans leurs sites pour obtenir leurs inscriptions.

La campagne de sensibilisation effectuée par le prestataire de service a été vivement critiquée par les responsables, du fait que la sensibilisation a été seulement axée sur l'inscription des jeunes. Les promesses des prestataires sur les téléphones et les SMS gratuits n'étaient d'après eux, qu'une manipulation pour obtenir la participation des jeunes.

### b. Connaissance des parties prenantes par les jeunes

Comme le projet fait la promotion de la gouvernance participative, les jeunes estiment être plus réceptifs par rapport au projet s'ils avaient eu toutes les informations nécessaires sur les parties prenantes du projet.

22% des jeunes interviewés durant la phase test connaissent les parties prenantes impliquées dans le projet, notamment le PNUD, l'UNICEF, le Ministère de la Jeunesse, le Conseil National de la Jeunesse et l'Institut National de la Jeunesse; pour cette catégorie d'opinions donc, les jeunes sont aussi des parties prenantes puisque ils peuvent exprimer leurs aspirations et avis en tant que jeunes.

Les responsables de la phase test reconnaissent les parties prenantes du Projet comme étant le Maire, les responsables du projet, les jeunes, la Commune, les fokontany, les associations de jeunes, …En fait, pour ces responsables, tout le monde est impliqué dans un projet de développement même si le projet est destiné uniquement aux jeunes.

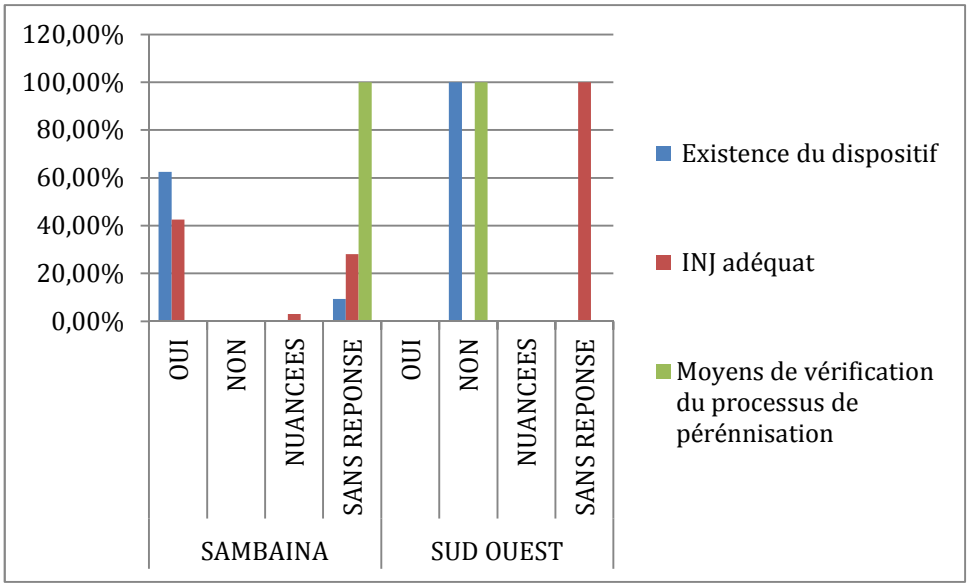
Les parties prenantes ont été impliquées dans les activités de suivi et de sensibilisation, par des sensibilisations et l'appui technique aux jeunes des CCJ. L'inscription des jeunes s'est faite par porte à porte

dans les fokontany, de l'appui matériel a été mis en œuvre, la mobilisation a été organisée. Par la suite, les jeunes ont participé à la collecte des avis et aspirations par SMS.

Il faudrait cependant signaler que d'autres enquêtés ne connaissent pas les parties prenantes. Comme ils ne les connaissent pas, ils ne savent pas de quelle manière elles ont été impliquées.

**c. Un dispositif de pérennisation de la plateforme de discussion est mise en place**

**Figure 6 : Pérennisation de la plate-forme de discussions**




L'ensemble des interviewés (jeunes et autorités locales) affirme ne pas connaître l'existence de ce dispositif car la communication sur le sujet a été prévue être faite au moment des restitutions et du plaidoyer.

Sur la question de l'adéquation, de l'évaluation et du renforcement de la structure identifiée (INJ), l'ensemble des interviewés (jeunes et autorités locales) ne peut avancer aucune réponse fiable sur la structure INJ qui serait une institution qui a mobilisé les jeunes. Ils ne savent pas si elle est appropriée, évaluée ou renforcée.

Il coule ainsi de source que l'ensemble des interviewés (jeunes et autorités locales) affirme ne pas connaître le processus qui prend en charge cette pérennisation que cela soit les acteurs, la ligne d'actions, la méthodologie ou les ressources utilisées.

**d. Les échecs et les succès**

Impacts et changements : Quels changements ou signes précoces de changement le projet a-t-il apporté dans votre vie ou dans la vie des jeunes?

**Tableau 2 : Opinions sur les impacts et changements**

| | CHANGEMENT | AUCUN CHANGEMENT | OPINIONS NUANCEES | SANS REPONSE |
|---|---|---|---|---|
| IMPACTS ET CHANGEMENTS | 31,04% | 66,90% | 2,06% | 0% |

Quelques groupes de personnes ont pu donner des exemples de changements : une certaine habitude prise de discuter sur les thèmes de leur société, notamment leurs rôles spécifiques.

Des embryons de changements perçus sont ainsi décelés par des jeunes et cela manifeste de l'intérêt profond qu'ils affichent vis-à-vis de la suite à donner au projet.

**Tableau 3 : Les différentes catégories de problèmes liés aux échecs**

| | Problèmes | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Problème de réseau | Pas de téléphone/Perte de téléphone | Problème de SMS | Objectifs du projet inconnu | Problème de manipulation de téléphone | Aucun résultat | Changement de nom |
| Echecs | 9,95% | 12,57% | 31,45% | 16,75% | 11,53% | 16,75 % | 1,05% |

Le problème de SMS demeure le point noir dans le processus; c'est un problème technique qui entrave la bonne marche de l'étape de collecte des avis.

Selon les propos des responsables de Sambaina, les succès concernent seulement l'inscription en masse des jeunes au Projet et les échecs concernent surtout l'absence de feedback que les jeunes ont espéré. Et par ailleurs, certains jeunes n'ont pas de téléphone, donc ils se sont inscrits à plusieurs sur le même téléphone pour répondre aux questions. L'insuffisance du nombre de participants aux réponses par téléphone a également été remarquée.

Selon les jeunes du Sud Ouest, les échecs portent sur l'existence de jeunes sans téléphone qui ont aussi leurs opinions mais qui ne peuvent pas les exprimer, sur le manque de réseaux et sur les SMS qui mettent trop de temps à arriver.

## IV.3. L'analyse par rapport aux Effets Programmes Pays UNDAF

### a. Les dits produits ont-ils contribué aux effets programme pays (CPAP) et UNDAF ?

Cette partie de l'enquête a été adressée particulièrement aux informateurs-clés.

Il est question d'apprécier la manière dont le projet s'insère dans le cadre des objectifs du système des nations unies et ceux du pays. Le projet Gouvernance par le Mobile s'inscrit dans le cadre de la réalisation de deux effets CPAP : (i) Les droits fondamentaux des populations sont mieux connus, appliqués et exercés et (ii) Les usagers ont accès à des services publics de qualité et leurs feed-back sont pris en compte. Ces deux effets doivent contribuer à l'effet UNDAF « La population, en particulier les groupes les plus pauvres et vulnérables, jouit de tous les droits sociaux, économiques, civils, politiques grâce à une gouvernance participative et solidaire ».

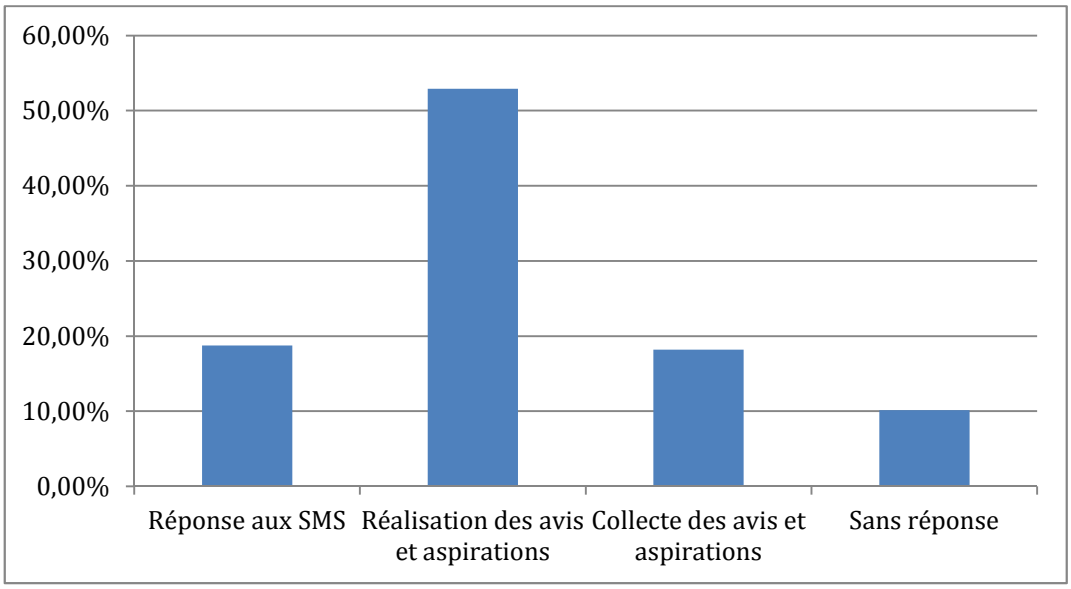
Les personnes interrogées sont optimistes quant à la contribution du projet aux effets suscités. En effet, c'est la mise en avant de l'accès aux informations ainsi que la valorisation de la participation directe qui favorisent la prise de conscience, et partant, le renforcement des capacités des personnes à mieux réfléchir sur les moyens d'appliquer les droits fondamentaux des populations. Le projet Gouvernance par le Mobile, par les diverses modalités définies, peut concourir à mettre en œuvre tels effets.

**b. La facilitation de l'accès des usagers à des services publics de qualité et la prise en compte du feedback des usagers**

D'après les informateurs-clés, l'adhésion des populations peut être acquise par le processus suivant : renforcement de leurs droits et capacités à s'exprimer par l'exercice de leur droit par les moyens de l'évaluation participative, notamment au sujet des services publics ; le lien pourra ainsi être établi entre cet exercice nécessaire et le changement subtil mais progressif vers l'amélioration de certains aspects des conditions de vie ; ainsi pourrait se manifester l'affermissement de la volonté des individus à persévérer dans la construction de leur propre avenir.

**c. La manifestation de la gouvernance participative**

**Figure 7 : Manifestation de la gouvernance participative**




Les jeunes interviewés ont répondu que la gouvernance participative se traduit par l'expression des idées des jeunes. Cependant la suite est quelque peu rendu complexe car ils ont ajouté que la gouvernance participative et solidaire serait la concrétisation réelle de leurs aspirations. En effet, ce qui compte pour eux c'est d'être entendu et compris par les décideurs. Le projet implique la gouvernance participative puisque chaque individu participant peut exprimer ses idées.

En répondant aux questions disent-ils, ils soumettent leurs aspirations aux autorités compétentes, donc il y a une gouvernance participative et solidaire.

Pour les autorités locales, la soumission des avis et des aspirations des jeunes aux instances officielles contribuent à la gouvernance participative et solidaire. Leurs réalisations permettent le développement des jeunes et également celui des communes respectives.

Il semblerait donc d'après ces synthèses de réponses que le sens premier de « gouvernance participative » est compris ; cependant, c'est cette fixation opérée sur la réalisation de leurs aspirations qui désamorce la compréhension du sens même de l'initiative : la démarche entre l'expression des aspirations et l'intégration dans les plans et les politiques a été court-circuitée.

**d. Les procédés utilisés par le Projet pour mieux faire connaitre, et appliquer les droits fondamentaux des populations**

Il découle de ce qui précède donc qu'aucune réplique pertinente n'a été reçue concernant cette dernière partie concernant la gouvernance participative; en effet, le niveau supérieur d'intégration dans les politiques a été mis de côté en faveur de réalisations ponctuelles dans des actions directes.

Le projet gagnera dans le futur (lors d'une reprise pour l'extension du projet) à d'abord prioriser une communication de masse sur les droits fondamentaux afin de pouvoir définir et mettre en évidence un aspect essentiel de sa nature : la promotion de ces droits par l'exercice de la participation et de l'expression.

## IV.4. L'analyse par rapport à la durabilité des résultats

Les étapes franchies jusqu'ici ne permettent pas d'assurer la pérennité des actions puisque le Projet ne génèrerait aucun résultat au niveau des cibles. Seules les conditions de durabilité sont émises par les enquêtés.

Les autorités interviewées dans le Sud Ouest affirment que le processus mis en œuvre est réplicable pour durer s'il existe une coopération entre les bailleurs de fonds (UNICEF et PNUD) avec l'Etat Malagasy, et si les bailleurs de fonds acceptent de financer le projet. La condition pour la réplicabilité du processus mis en œuvre et la pérennisation des résultats, c'est de réaliser les avis et les aspirations des jeunes et d'en assurer le suivi. Ces résultats conduiront sans doute au développement. Mais les sensibilisations devront être régulières.

Elles pensent également que des bonus devaient être accordés pour motiver les participants à répondre aux questions car à part le fait que le projet contribue au développement, il peut changer la disposition d'esprit des jeunes qui deviennent plus responsables et en ayant davantage de conscience de leurs devoirs citoyens.

La question de la réplicabilité du projet a été également posée aux jeunes afin de les amener à se projeter vers un horizon au moins à moyen terme. Les jeunes du Sud Ouest ont affirmé que le processus mis en œuvre par le Projet est réplicable pour durer si les objectifs du Projet sont atteints, c'est-à-dire à condition que les jeunes jouissent des objectifs finaux du Projet, et aussi à condition que les aspirations et les avis des jeunes soient pris en compte et concrètement réalisées et que les sensibilisations continuent et soient renforcées. Les résultats doivent être durables et palpables. Les concepteurs du projet doivent faire une restitution auprès des jeunes tout en variant les thèmes et en tenant compte de la réalité de la localité surtout en ce qui concerne le chômage. Ils ont également affirmé que pour améliorer la mise en œuvre de projet similaire, il faut aussi tenir compte des avis des personnes qui ne possèdent pas de mobiles et renforcer les sensibilisations.

La durabilité des résultats dépend de la concrétisation réelle des aspirations, de l'arrivée régulière des SMS et le rajout des thèmes à traiter dans des domaines qui favorisent le développement des jeunes.

La pérennisation des résultats du projet dépend de l'implication de tous les acteurs, de l'obtention de résultat sans gaspiller le fonds et le temps. C'est pourquoi chaque partie prenante doit assumer sa part de responsabilités en toute honnêteté et jouer la carte de la transparence.

Il est à noter qu'il reste très difficile d'expliquer les objectifs et les résultats attendus aux jeunes et aux autorités, de leur faire comprendre le véritable rôle du projet en ce qui concerne la réalisation de leurs avis et aspirations. ; C'était quasiment comme s'ils se bouchaient les oreilles pour ne pas entendre que ce n'est pas au projet Gouvernance par le mobile de réaliser directement ce qu'ils ont énoncé dans leurs choix ; ils ne veulent pas faire le lien entre la stratégie de diffusion avec tout l'arsenal Plaidoyer, Lobbying, Diffusion, Veille ( PLDV) et les différentes politiques de différents niveaux qui devraient intégrer leurs avis et aspirations dans leurs plans de réalisations.

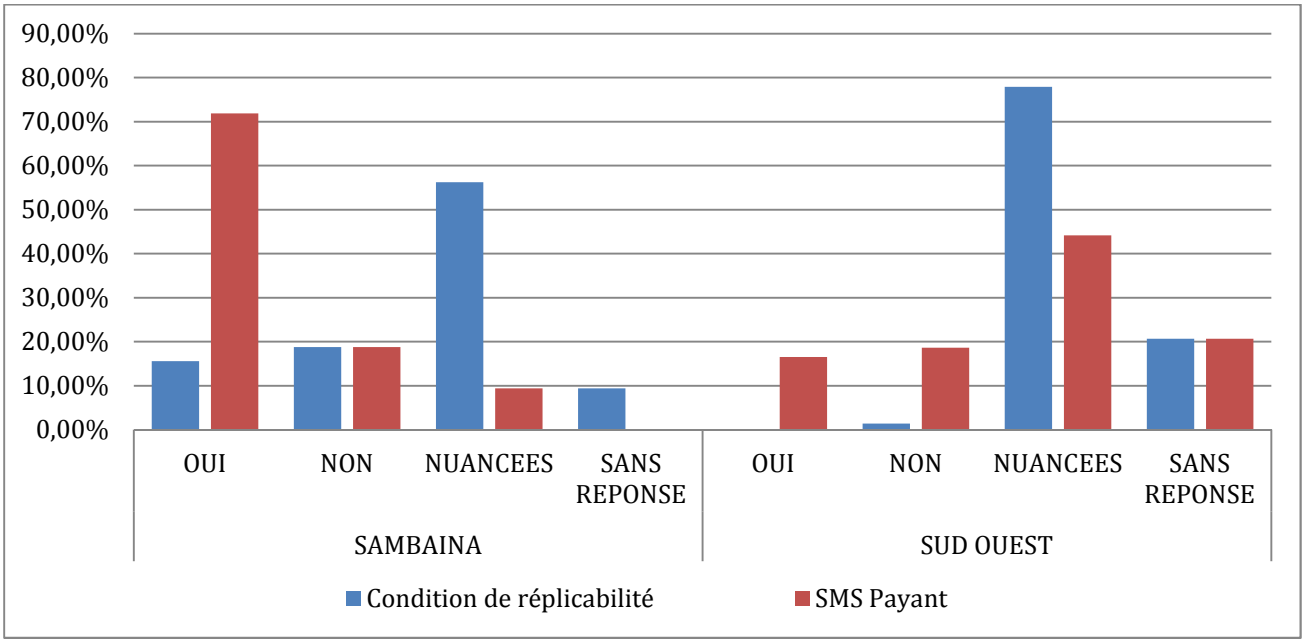
La nécessaire abstraction exigible quand on parle d'intégration, surtout intégration dans les politiques est un exercice auquel ils ne se prêtent pas volontiers : plutôt, disent-ils, « ils attendent de voir » car il leur est inimaginable d'envisager que les politiques (qu'ils assimilent aux personnalités ou aux réunions ou encore à la paperasserie de l'administration ») iront tenir compte de leurs aspirations.

En fait, ils ne se reconnaissent pas dans les plans communaux de développement (PCD) ou plans régionaux de développement (PRD) qui sont pour eux, disent-ils, soit des slogans politiques pour les propagandes, soit de la paperasserie pour pouvoir officiellement et administrativement débloquer des fonds. Cela ne les concerne pas outre mesure et c'est le fruit d'un processus qui leur est étranger. Plusieurs ont ainsi affiché une attitude désabusée sur le sujet ; d'où leur acharnement à affirmer que la durabilité et la réplicabilité, non pas des résultats du projet mais du projet lui-même, sont conditionnés par la concrétisation de leurs aspirations.

Le nombre limité de personnes qui ont bien voulu adhérer aux explications données lors des enquêtes ont ainsi jugé qu'il est plus qu'urgent et nécessaire de procéder à cette explicitation du rôle du projet Gouvernance par le mobile comme facilitateur de cette nécessaire intégration à partir des résultats de la collecte, afin d'éviter de créer des faux espoirs et d'handicaper les avancées du projet par ces équivoques « illusions ».

Les opinions des jeunes quant aux suites à attendre du projet notamment sur la durabilité et réplicabilité du processus mis en œuvre

**Figure 8 : Durabilité et réplicabilité des résultats**




Ce sont les réponses nuancées qui sont majoritaires : le projet est nouveau et donc, par définition, il n'y a pas de référence historique à laquelle se rapporter pour mieux envisager le futur étant donné la pérennisation et la réplicabilité concernent la continuité dans le futur.

### a. Quels sont les contextes défavorables pour la pérennisation ?

Il découle donc de ce qui précède que les contextes défavorables à la pérennisation des résultats résident avant toute chose dans l'insuffisance des actions de sensibilisation. Le caractère innovant de la nature même du projet, l'absence de vécus concrets d'expériences réussies d'intégration de politiques, l'attitude généralement sceptique ou découragée de la majorité des jeunes quand on parle de relations entre leur préparation de leur propre avenir et cette intégration à faire dans les politiques, bref , pour ce nombre

limité de personnes, ( jeunes et autorités confondus) cela devrait amener à prioriser une démarche réfléchie et proactive dans le processus de sensibilisation à mener.

**b. Dans quelle mesure le projet a-t-il réalisé les produits attendus de sa mise en œuvre ?**

Pour les autorités locales de Sambaina, les produits attendus du Projet sont manifestés dans la facilitation de la relation et de la communication entre la population locale et l'administration ainsi que leur collaboration avec les comités de développement au sein des fokontany lors de la sensibilisation de la population.

Dans le Sud Ouest, pour les personnes interrogées, les produits de la mise en œuvre du projet résident uniquement par les faits suivants : organisation des réunions avec des jeunes, publication par affichage au bureau de la Commune des activités prévues, formations des animateurs, expression des avis des jeunes par l'intermédiaire des fiches d'inscription.

## IV.5. Les difficultés et les vécus

Les difficultés qui ont le plus marqué les jeunes de la zone test concernent les réseaux : « Nous devons nous rendre dans la ville de Sambaina pour charger nos téléphones et nous devons payer 300 AR ce qui n'est pas toujours dans nos possibilités » ; de plus, ils ont ajouté les questions étaient difficiles à comprendre.

Pour les autorités locales de Sambaina, il est difficile de convaincre les jeunes de répondre aux messages parce qu'ils n'y trouvent pas un intérêt spécifique. Ils ne répondent pas aux SMS soit parce qu'ils n'ont pas de téléphone, soit qu'il n'y a pas de réseau puisque les antennes situés à Angavokely et à Manjakandriana ne fonctionnent pas très bien.

Les difficultés rencontrées par les autorités locales du Sud Ouest se situent au niveau du problème de réseau (Saint Augustin, Miary, Mahaboboka, les fokontany périphériques de Sakaraha), de l'inexistence de l'électricité lors des envois des SMS, de l'inexistence de fonds pour les spots et enfin de l'inexistence de sensibilisation

Le nombre d'animateurs a été jugé insuffisant. De plus, le nombre élevé des illettrés ne facilite pas la participation aux réponses par SMS. Il y a eut également le retard dans les réceptions des SMS.

Le choix de certains sites a également étonné, du fait de l'absence de réseaux dans ces sites. A l'instar de St Augustin, seul le Telma fixe fonctionne, mais des sensibilisations ont été effectuées dans les périphériques comme le Fokontany de Sarodrano où il y n'y a pas de réseaux.

Concernant les facilités vécues, pour la majorité des interviewés, elles se résument à la gratuité des messages et à la participation effective des jeunes. La pérennisation du dispositif de la plateforme de discussion serait atteinte grâce à la sensibilisation et à la participation effective continues des jeunes.

## IV.6. La stratégie de diffusion des avis des jeunes est élaborée et mise en œuvre

**a. Elaboration et mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer**

Sur ce sujet, le coordonnateur de projet a précisé que la préparation des jeunes pour les activités de plaidoyer - lobbying- diffusion a été prévue au moment de la restitution.

Pour la phase projet, tous les interviewés sont unanimes quant à la méconnaissance de l'existence d'un plan d'action élaboré et validé. Il en est de même pour la mise en place du mécanisme de pérennisation de la plateforme de discussion. Enfin, l'ensemble des interviewés attendent impatiemment que la stratégie de diffusion et de lobbying soit mise en œuvre.

Selon 22% des jeunes, seuls les membres du Conseil Communal des Jeunes de Sambaina (CCJ) ont pu participer au processus d'élaboration et de diffusion de la stratégie des avis des jeunes.

La majorité des jeunes du Sud Ouest affirment n'être pas au courant du processus d'élaboration et la diffusion des avis des jeunes.

Pour la majorité des autorités locales qui ont été interviewées dans les deux zones (de test et de mise en œuvre), le projet est resté au stade de la formation des animateurs, de la campagne de sensibilisation et de la collecte des fiches d'inscription. Certaines autorités affirment que leur seule implication dans le projet se résume à valider l'ordre de mission des animateurs dans les fokontany. Les Maires n'ont reçu aucun feed-back ni de la part des responsables du projet ni de la part des jeunes inscrits. Ceci est pourtant une activité que le prestataire aurait dû effectuer.

**b. Les changements perçus**

Aucun changement n'a été observé par les jeunes à Sambaina. Le responsable a affirmé que les jeunes commencent à être plus motivés et fiers et ils ont besoin de plus de considération.

Dans la zone d'intervention, 75% des jeunes interrogées ne constatent aucun changement.

Les autorités de la phase mise en œuvre ont constaté des lacunes au niveau de la mise en œuvre du projet comme le problème de réseau, l'inexistence de mobiles ainsi que l'insuffisance de nombre de participants dans les zones d'intervention. Néanmoins, les animateurs locaux interviewés ont constaté à leur niveau, un renforcement de leur capacité en animation sur le terrain, une aisance dans leur relation avec les groupes cibles et un esprit créateur pour s'adapter aux réalités locales.

## IV.7. Les Effets UNDAF/CPAP

**a. La contribution desdits produits aux effets programme pays**

Selon les jeunes de Sambaina: Le pouvoir de s'exprimer et de parler de leurs souhaits pourrait être interprété comme le pouvoir de connaître les droits fondamentaux dans cette collecte des avis des jeunes.

Pour 50% des jeunes interviewés de la région Sud Ouest, lesdits produits contribuent aux effets programme pays.

**b. L'insertion du Projet dans le cadre des objectifs du système des Nations Unies et pays:**

Selon les responsables, l'insertion du Projet est réalisée par la prise en compte des idées des jeunes et leur concrétisation, à travers les thèmes proposés sur les droits de l'homme ou encore à travers les réalisations concrètes par rapport aux aspirations émises. Ces objectifs ne seraient pas atteints si d'autres moyens de diffusion des droits n'étaient pas déployés.

## IV.8. L'atteinte des objectifs

La tendance réside dans le fait que de nombreux jeunes dans les deux zones n'ont pas encore reçu de SMS sur les droits fondamentaux. L'objectif n'est pas atteint en terme de connaissance de droits fondamentaux parce qu'aucun SMS sur ce thème ne leur est pas parvenu.

Selon les jeunes qui ont déjà reçu ce SMS, les questions sur ce thème ne permettent pas de comprendre ni de jouir pleinement de ces droits.

## IV.9. Implication des groupes les plus vulnérables et jouissance de tous droits économiques, civils et politiques

Lorsque le Projet s'intéresse aux jeunes sans emploi, aux jeunes ruraux et lorsqu'il est au courant de leurs aspirations en les font participer à ses activités, de cette façon ils peuvent participer au développement de leur région et que le projet traduit en activités toutes les aspirations de toutes les catégories de personnes.

## IV.10. Impacts - Changements

**a. Les changements (ou signes précoce de changement) apportés par le projet**

Bien que les avis des jeunes ne soient pas diffusés, des changements ont quand même eu lieu à leur niveau, dont la solidarité, notamment leur implication massive dans la construction du bureau du fokontany de leur village, la mise en place d'associations.

Les animateurs sont devenus d'excellents mobilisateurs et les jeunes peuvent exprimer leurs avis et aspirations librement. En plus de la capacité à exprimer leurs idées, les jeunes peuvent contracter facilement des relations avec les autres personnes. Certains jeunes ont acquis plus d'assurance dans leur comportement

A Sambaina, les jeunes pensent que la participation des jeunes dans le projet constitue déjà un avantage pour eux. Le renforcement de capacité en tant qu'animateur, la capacité des jeunes de pouvoir exprimer ses avis et aspirations, tout cela est apprécié comme étant des acquis du projet.

**b. Quelles sont les perceptions des catégories ciblées à l'égard du projet ?**

Pour les jeunes de Sambaina, les efforts déployés par le Projet ne suffisent pas. En effet, 70% de enquêtés pensent que les thèmes doivent être améliorés dans leur nombre et dans leur reformulation. Aussi, un jeune sur cinq pense qu'il n'y a pas assez d'informations. Pour 10% d'entre eux, la population ciblée ne devrait pas se limiter aux jeunes ; le projet aurait dû s'adresser également aux adultes.

## IV.11. Durabilité – Replicabilité

**a. La Réplicabilité pour faire durer le processus mis en œuvre**

Pour les jeunes interviewés dans les deux phases, les aspirations seront effectivement réalisées :

- S'il n'y avait pas de problèmes de réseaux ;
- Si les initiateurs du projet arrivaient à régler les problèmes (problèmes de mise en œuvre) ;
- Si les jeunes pouvaient tirer des avantages (par rapport au manque de salle de classes) ;
- Si les sensibilisations continuaient.

**b. Les contextes facteurs favorables à la pérennisation :**

- La continuité du numéro vert ;
- L'engagement des jeunes inscrits à répondre aux sms ;
- Le fait que la commune perçoit des avantages constitue un facteur favorable.

La continuité des relations, l'existence d'une communication effective entre les responsables du Projet et les autres parties prenantes sont également importantes, puisque si le contrat est rompu il n'y aura pas de pérennisation.

**c. Paiement des envois des SMS**

La moitié des jeunes interviewés sont disposés à payer les envois des SMS à condition que les aspirations collectées soient réalisées concrètement, que des changements soient constatés ou que les coûts des SMS soient réduits.

Les jeunes sont prêts à payer si le projet vise un développement de leur région comme trouver une solution pour les jeunes sans emploi. En effet, ils ont tendance à vouloir rattacher les effets du projet à la résolution de leurs problèmes particuliers, dont l'emploi. En moyenne, ils sont disposés à payer 500 Ariary par semaine.

## IV.12. Les difficultés vécues au cours du projet : Les facteurs sociaux, politiques, économiques et institutionnels

**a. Les différents types de facteurs**

Dans le processus de réalisation des activités, la programmation a rencontré plusieurs difficultés d'ordre divers ; des résolutions et des décisions ont pu cependant se faire grâce à l'analyse apprentissage à laquelle l'équipe du projet s'était soumise, facilitant ainsi le déroulement de certain des activités.

Ainsi :

Le choix initial d'une plateforme USSD pour le recueil et l'envoi des SMS était plus complexe que prévu, ce qui a retardé la mise en place de l'infrastructure technologique

Il a fallu ainsi décider de commencer avec une plateforme simple et déjà maîtrisée ne créant pas trop de dépendance vis-à-vis des opérateurs (Serveur SMS) puis upgrader en SMPP par la suite. L'importance d'une démarche pragmatique et progressive est ainsi soulignée par cette expérience.

- La faiblesse du taux de participation lors de la phase-test à Sambaina : seulement 18% jeunes inscrits ont participé aux questions par SMS ; il a fallu se rendre à l'évidence, après analyse des éventuelles causes de cette défection qu'il est indispensable de simplifier les modalités de participation en supprimant tout le protocole d'identification. La leçon apprise dans cet état de fait et que les jeunes se désengagent ou sont indisponibles (changement de numéro de téléphone, perte de téléphone mobile…) lorsque l'écart temps entre le moment de l'inscription et le moment de collecte des avis est trop important ; ici il se chiffre à sept mois.
- Le retard de commencement de la collecte a été due à la difficulté de négociation avec les opérateurs téléphoniques : la conception première visait une collaboration collective de manière à avoir un interlocuteur unique et à uniformiser les offres ; la réalité a cependant montré que d'autres enjeux chez ces opérateurs obligent à contracter séparément au lieu de chercher un interlocuteur unique. De plus, ce cas a notamment montré que les procédures classiques de passation de marché du PNUD ne sont pas adaptées pour ces types de contrats. Finalement, il a fallu se résoudre à des contrats séparés.
- La faiblesse de l'implication des autorités locales et des services déconcentrés montre qu'un travail de lobbying permanent est toujours nécessaire car ces autorités peuvent comprendre l'enjeu du projet comme un avatar pour elles d'être jugées et peuvent même s'en inquiéter. Dans ce cas de figure, on ne peut s'attendre à un engagement significatif de leur part.
- Le retard du début des activités technologique du fait du retard pris dans le recrutement de l'informaticien. De fait, les procédures de recrutement devaient être simplifiées dans le cas de certaines compétences bien spécifiques et rares. La réduction des délais est donc la suite logique d'une meilleure organisation ou planification du processus de recrutement. De plus, la prestation du consultant n'a pas été effectuée selon les délais initialement prévus.
- Le retard du recrutement du prestataire pour la campagne d'inscription dû au montant trop élevé des offres financières reçues ; ce qui a nécessité une renégociation du nombre d'inscrits à 50000 au lieu de 100 000 initialement prévu. La conclusion a ainsi été tirée que la budgétisation d'une prestation nouvelle est complexe et les aléas entraînent des conséquences de retard impondérables.
- Un début de conflits larvés a montré que la communication et le relationnel entre les services déconcentrés et les autorités locales d'une part et le prestataire de services « étranger » à la région d'autre part, exigent un doigté professionnel chez le prestataire qui doit toujours se recadrer en rapport avec son contrat avec son commanditaire, le PNUD.
- Le choix des relais locaux par le prestataire : les tâtonnements dans l'approche ont engendré des retards et aussi des débuts d'inefficacité. En effet les coûts d'approche pour un relais local individuel est plus coûteux en temps et en argent que ceux à payer pour des associations. Des tâtonnements ont été effectués par le prestataire avant l'adoption de la formule adéquate.
- Le dépassement budgétaire a contraint à rechercher des solutions car dans ce projet pilote, certaines activités sont difficiles à prévoir et c'est seulement dans la réalisation que les coûts réels sont définis.

- La lenteur dans le traitement des dossiers au niveau administratif constitue et entraîne un glissement des échéanciers fixés par les PTA et PTO : cela constituait une des sources de retard dans la mise en œuvre du projet.

**b. Analyse des difficultés**

Le principal problème résidait dans le mode d'approche même des jeunes et des communautés lors de la phase de projet à Tuléar. En effet, le prestataire recruté à la suite d'un appel à proposition est issu d'Antananarivo pour effectuer la prestation de mobilisation, de sensibilisation et d'inscription des jeunes à Tuléar.

Le prestataire en question, le groupe Médiascope a, d'après son coordonnateur, essuyé plusieurs revers dans ses démarches, non seulement dans ses relations avec les « animateurs » recrutés et le mode de travail ainsi que les résultats acquis par ces deniers, mais également dans l'implication insuffisante des membres du comité multisectoriel qui devaient être partie prenante dans le processus.

S'il faut résumer les difficultés qui ont, par la suite, engendré des retards et réveillé des susceptibilités, on pourrait parler d'insuffisance:

- dans l'aptitude à s'adapter aux contextes (sociaux, relationnels ethniques) ;

- de volonté pragmatique de rechercher tous les moyens pour faire face aux différents problèmes.

L'équipe du projet, lors de ses missions de supervision des activités, a essayé de redresser la barre. Il a été suggéré au prestataire de changer le mode d'approche : au lieu de prendre des animateurs avec des motivations individuelles, pour qui les coûts d'approche sont plus élevés et l'engagement moindre, il fallait utiliser des contrats avec des associations, les églises, les scouts et autres réseaux de jeunes pour lesquels les motivations collectives priment avant les motivations individuelles.

Il fallait :

- Impliquer les communes et les fokontany, quitte à ce qu'ils soient aussi considérés comme contractant au même titre que les associations ;
- Renforcer et préciser l'approche des collectivités pour la phase « inscription » : mairies, fokontany, associations cultuelles, sportives et de développement ;
- Améliorer ses relations avec les membres du comité multisectoriel pour la jeunesse ;
- Elaborer une stratégie d'approche claire pour chaque zone (les alliances, les points d'inscription) ;
- Opérer une réorganisation interne qui présenterait une plus grande disponibilité de collaboration avec les structures locales en recrutant les jeunes locaux;

Les tâtonnements ainsi décrits ont causé des retards et des blocages dans l'organisation même des inscriptions.

## IV.13. Les contraintes dans la réalisation du projet

Les contraintes identifiées par les autorités locales de Sambaina sont notamment : le problème au niveau de la gestion du projet, le non respect du calendrier des activités comme la sensibilisation, le problème technique. En effet, l'envoi des SMS est souvent impossible et en dernier lieu les quatre thèmes ne sont pas tous envoyés (2 thèmes sur 4 ont été reçus).

Les contraintes identifiées par les jeunes de Sambaina sont constituées par lanon considération des réponses envoyées par SMS.

Le projet serait resté dans sa phase de démarrage, pourtant une infime partie des jeunes ont pu avancer que des changements ont été perçus, relativement au niveau de l'évolution de leur perspective. Ils apprennent à

discuter avec leurs pairs avec un esprit critique. Le projet, en incitant les jeunes à la réflexion, a réduit le nombre de larcins dans les fokontany et en offrant un espace de discussion, il a limité le problème de drogues ou autres difficultés.

L'échec de l'efficacité du projet réside dans le fait que le projet est resté à l'étape de l'inscription et de la participation à la réponse par SMS. Cependant, selon les interviewés de Sambaina et de Toliara, soit le laps de temps écoulé entre deux (2) SMS est très long, soit il est trop court. Ou encore, il existerait de jeunes non inscrits qui reçoivent des SMS. Toujours est-il que beaucoup de jeunes se sont inscrits mais n'ont pas participé au projet pour diverses raisons: ils ne pouvaient pas répondre aux SMS faute de réseau, ou pour d'autres raisons non expliquées, à l'instar des jeunes de Betioky, de Mahaboboka et de Saint Augustin et de Miary.

Les questions sont en général difficiles à comprendre (pour la phase projet, les questions sont rédigées en langue vezo et tous les jeunes ne sont pas tous des Vezo), de ce fait, elles sont difficiles à répondre. Par ailleurs, l'envoi des SMS est limité : les jeunes ne peuvent envoyer qu'un court message en une seule fois. Un autre constat porte sur le fait que les aspirations envoyées n'ont pas encore reçu de feed-back.

### IV.14. Appréciations du projet chez les personnes ressources et parties prenantes du projet

Les facteurs de blocage dans le processus du projet

- Retard de la programmation à cause de la validation des flyers, du questionnaire et des supports médiatiques

- Prestation de Médiascope : lourdeur des 2 prestations : enquête par sondage à partir du questionnaire et guide d'instruction élaboré par le consultant statisticien et sensibilisation pour les inscriptions

***Les intérrogations suscitées :***

- Le projet a certes permis l'entrainement à la méthode de travail pour la gestion de la collecte d'avis mais dans ce processus participatif où les réseaux des jeunes sont impliqués, est-ce qu'ils ont compris les enjeux ?
- Les aspects techniques concernant les types de questions posées ; le biais des réponses peut être rendu possible par la compréhension non suffisante des questions principales et des questions secondaires

En effet, l'expérience de Sambaina a montré que le Quiz avec plusieurs questions entraînait plus d'automatisation mais la pratique n'est pas maîtrisée par les jeunes

Mais lorsque les questions sont ouvertes, le traitement est diffcile.

- Est-ce que la collecte de SMS peut effectivement faire ressortir la synthèse des avis des jeunes ?
- Quelle qualité des réponses reçues sur 50 000 ou 20 000 opinions collectées ?
- La plaidoirie par le mobile est trop lourd pour un projet pilote : dix questions à poser, des observations trop nombreuses

Est-ce que ce n'est qu'un moyen ponctuel pour avoir les avis ?

### IV.15. Les acquis et les refléxions soutirées

Pour les Réseaux des jeunes à ANTANANARIVO, il y a déjà une capitalisation des relations pour le travail futur ;

- Il est nécessaire d'étudier l'accessibilité des Régions reculées de Madagascar pour la réception des données en temps réel et qui doivent être remises officiellement aux acteurs du niveau politique

Mais quelle prise en compte en attendre ?

La contribution retenue est la sensibilisation par les focus-groupes sur le terrain

L’approche : stratégie avancée, efficacité progressive à cause du niveau d’instruction des jeunes

- Etant donné que les lacunes de la communication ont des conséquences qui coûtent chers,

Telle idée de projet devrait se transformer en culture

EFFET UNDAF : demander les opinions des jeunes c’est déjà une forme du respect des Droits, c’est une occasion de s’exprimer ;

Le Droit est mal compris par les adultes et par les jeunes qui connaissent particulièrement le Droit aux loisirs.

# V. DEDUCTIONS ET CONCLUSIONS

Le Projet Gouvernance par la Mobile s'est avéré être un projet innovateur et ambitieux. Il s'agit d'une première expérience qui incite les jeunes à exprimer leurs opinions et prendre part au débat public à travers leur outil préféré du moment, le téléphone mobile. Le recours à cet outil de communication est effectif, quel que soit l'âge, le sexe, le lieu de résidence ou le niveau d'instruction. Selon la réflexion d'un membre de l'autorité locale « Le Projet est innovateur dans la mesure où le téléphone portable qui est en vogue au sein des jeunes, est utilisé pour promouvoir la gouvernance participative et est présenté comme pouvant constituer un outil à la prise de décision des autorités ».

La particularité du projet est reflétée par sa raison d'être qui voudrait conjuguer divertissement avec éducation, collecte d'avis et considération accrue chez les jeunes. Ceci afin d'inciter un changement positif de comportement et de responsabilisation chez ces derniers et qu'ils puissent participer à la prise de décision sur le développement de leur communauté et à terme, d'espérer voir leur avenir amélioré.

En effet, le projet mis en œuvre avait fait le choix de cibler les jeunes préalablement inscrits pour qu'ils puissent transmettre leurs avis et aspirations par SMS et que ces avis soient recueillis et traités. Cependant, si l'on examine le Projet au regard de tous ses facteurs d'exécution, il s'avère que :

- Le Projet Gouvernance par le Mobile, par le biais du téléphone, utilise un outil à la fois simple d'accès et potentiellement présent dans la vie quotidienne des jeunes, du moins apprécié par ces derniers, pour « émettre leurs avis et, pour les autorités, pour consulter cette catégorie d'administrés » ;
- L'initiative des jeunes à s'inscrire dans le projet prouve leur réelle volonté de participation au projet et à changer de comportement par rapport à leur prise de responsabilité et leur prise de conscience citoyennes. La capacité des animateurs locaux (point focal et animateurs natifs) à mobiliser les jeunes grâce à leur connaissance de la zone est également un facteur non négligeable dans la réalisation des premières étapes du projet.

Ce projet pionnier est un exemple pour la prise en compte des avis et des aspirations des jeunes et sur leur responsabilisation. La pertinence du choix du test est confirmée parce que Sambaina abrite beaucoup de jeunes, et comme « village du millénaire », a déjà fait l'objet de nombreuses sensibilisations. Le choix du lieu de la mise en œuvre du projet est également pertinent, car Toliara compte parmi les derniers en terme de développement, également dans la mesure où la conception du projet découle d'une étude qui, vraisemblablement, aurait fait mention du désir de résolution des problèmes d'emploi chez les jeunes.

Le changement déjà ressenti par les jeunes, à la suite de ces premières actions initiées, est une certaine prédisposition chez ces derniers à faire montre d'un esprit critique tout en voulant rester ouverts à la discussion. Le projet, en incitant les jeunes à la réflexion, a, disent leurs propres témoignages, réduit le nombre de menus larcins. Tout au moins, les jeunes sont contents de l'existence d'un projet qui voudrait se soucier de leurs aspirations et fait déjà naître une lueur d'espoir parmi eux.

L'existence de certains jeunes inscrits qui n'ont pas de téléphone ou qui ont perdu les leur mais veulent à tout prix exprimer leur avis, est également une preuve palpable de leur intérêt évident dans l'initiative. Les jeunes interviewés ont déclaré que le fait de s'exprimer est déjà un avantage pour eux, mais en général, le changement perceptible est l'évolution de la mentalité à travers la volonté de saisir cette opportunité de livrer leurs réflexions concernant leur avenir.

Au niveau technique, les moyens déployés ont été appropriés à une utilisation rationnelle de chaque activité. Au niveau de la continuité, le staff du projet s'est efforcé, par rapport à ses objectifs et les résultats escomptés, de surmonter les obstacles, et, au vu des réalités, en modifiant progressivement son approche et en tenant davantage compte de la réalité de ses groupes cibles.

Un impact non négligeable issu de cette sollicitation de leurs avis, ces jeunes ont pu tirer profit du projet car l'idée de créer des associations a germé à partir de leur participation au projet et de plus, ils ont pris l'habitude de se concerter afin de discuter sur les réponses à envoyer.

Par ailleurs, le projet a rencontré des réticences liées aux facteurs négatifs sur lesquels ces points de réalisation ont bloqué:

- Au regard de l'atteinte de ses résultats : pour la majorité des autorités locales qui ont été interviewées, le plan de mise en œuvre du projet a du mal à se mettre en place et est d'ailleurs inconnu sinon méconnu. De ce fait, il n'y a eu aucun changement constaté dans la réalité de vie des populations. Pour certaines autorités, l'objectif même du projet n'était pas clair et sa mise en œuvre est restée au stade de la formation et la collecte des fiches d'inscription. En effet, les phases d'envoi et de réception des SMS n'ont pas été uniformes. Les sites où les jeunes n'ont pas encore reçu de SMS sont restés dans l'attente des suites des fiches d'inscription.

- Les bénéficiaires du projet ont été confrontés à l'absence de réseau, à la non-réception de SMS, au problème de maîtrise de la technique d'envoi des messages et pour certain à l'illettrisme. Nous pouvons constater que l'atteinte des objectifs du projet est très mitigée au regard de ces réalités-là.

- Les conditions d'inscription et de remplissage des fiches n'ont pas été véritablement soignées par les émissaires du prestataire du projet. Beaucoup de personnes dont les noms sont inscrits, n'ont pas une connaissance, si minime soit-elle, des tenants et des aboutissants du projet.

- Le taux des jeunes travailleurs participant au projet est très bas. Ce sont les élèves des collèges et des lycées qui sont largement majoritaires dans la file d'inscription.

- Les avis et aspirations des jeunes ne sont pas encore été restitués à leur niveau et d'ailleurs, même si cela était fait, ils ne voient pas comment cela pourrait résoudre leurs problèmes, c'est-à-dire la réduction du taux de chômage très élevé dans la région, l'oisiveté et le manque de loisirs des jeunes.

- La compréhension de la mentalité locale constitue une barrière à l'encontre des animateurs extérieurs qui ne comprennent pas le dialecte local. Les jeunes préfèrent être sensibilisés par des animateurs locaux.

- Certaines autorités locales, dont celles de Mitsinjo, disent ignorer complètement l'existence du projet. Aucune visite n'a été effectuée chez le Maire, ni chez les autres autorités présentes pour faire connaître le projet et sa mise en place dans leur localité. Aucune collaboration n'a été sollicitée par le prestataire du projet au niveau des autorités. Aucun rapport ou feed-back n'est parvenu chez les autorités, d'où leur désintéressement au Projet.

- Concernant les thèmes proposés, les jeunes ne les connaissent pas car ils se sont juste inscrits, mais beaucoup n'ont pas encore eu de SMS, vu que dans certaines localités, il n'existe pas de réseau. Par ailleurs, certains jeunes trouvent que les questions ne correspondent pas à leur réalité.

- La contribution du projet au développement est assurée à condition que les jeunes aient du travail et que le projet contribue à la concrétisation des avis et aspirations des jeunes.

- Le projet peut contribuer au développement, mais le problème de réseaux a empêché les jeunes d'exprimer leurs idées par SMS. Les difficultés résident dans l'inexistence d'électricité qui provoque le manque d'ouverture d'esprit, car il n'y a aucun divertissement pour élargir les connaissances.

- Les jeunes sont fortement concernés par le manque d'activités de loisir et au travail. La création d'emploi est alors sollicitée pour qu'ils puissent subvenir aux besoins de leur famille.

- Les objectifs des Nations-Unies peuvent être atteints s'il y a des sensibilisations permanentes et que le projet peut apporter le développement au niveau du Fokontany en engendrant des emplois pour pallier aux vices auxquels les jeunes peuvent facilement s'adonner : la prostitution et la prise de drogue. Il peut aussi participer à la diminution de vandalisme s'Il contribue à améliorer le quotidien des populations. Ce qui serait alors favorable pour les jeunes c'est la concrétisation de leurs avis et leurs aspirations.

Le Projet Gouvernance par le Mobile est resté au stade de l'ambition (les autorités et les cibles ne sont pas mises au courant de la suite du Projet) dans l'utilisation des téléphones mobiles dans les domaines de l'éducation, la collecte et les échanges d'informations, dans les zones rurales et urbaines de la Région Sud Ouest.

Bien que les interviewés estiment que leur inscription, effectuée au préalable, était appropriée puisque beaucoup de jeunes y ont adhéré, la forte mobilisation n'a été effectuée qu'auprès de cibles limitées (écoles, institutions religieuses, place publique), ne drainant que des étudiants et des chômeurs ; les jeunes travailleurs se sont sentis sous-représentés dans le projet.

Les bénéficiaires que le projet a réussi à cibler ont également des intérêts immédiats : leur participation au projet constitue une opportunité pour leur permettre d'obtenir du travail, car en effet, problème majeur des jeunes dans la zone d'intervention du Projet est le problème d'emploi. Par ailleurs, la forte mobilisation des jeunes à s'inscrire a été la conséquence d'une imposition de la part des animateurs qui ont été payés au prorata du nombre d'inscriptions effectuées. Les animateurs formés par le prestataire du Projet se sont efforcés d'atteindre le maximum d'inscription par tous les moyens (report de l'inscription, paiement des animateurs par fiche d'inscription, …). Conséquence, pour toutes les parties prenantes sur le terrain (jeunes, autorités, responsables locaux) le projet se résume et est limité à la formation des animateurs et par l'existence de fiches d'inscription amassées. D'ailleurs, les résultats attendus du Projet ne leur ont jamais été présentés. Les avis des jeunes seraient recueillis et traités, mais n'ont jamais été ni restitués, ni diffusés.

L'attention portée aux jeunes par le biais du projet a amorcé une subtile évolution de leur mentalité, notamment, un début de respect des biens publics, un rapprochement avec les autorités et les responsables. Ce sont les jeunes animateurs qui ont surtout joui des fruits du Projet : renforcement de leur capacité grâce à la pratique sur le terrain, ils ont acquis une aisance dans la communication avec leurs pairs.

Dans le cadre du Projet, beaucoup de contraintes ont été rencontrées dans les zones d'intervention, notamment des problèmes qui ne sont pas surmontables à court terme, notamment l'analphabétisme : beaucoup de jeunes ne savent ni lire les SMS, ni les envoyer.

Il y a également :

- L'absence de réseau : beaucoup de localités sont dépourvues de réseaux, hypothéquant ainsi les activités du Projet.
- Le nombre de jeunes qui possèdent des portables est largement inférieur au nombre de jeunes qui n'en ont pas.
- La grande mobilité des jeunes : les jeunes migrent à Toliara pour étudier ou pour vaquer à d'autres occupations. Aucun jeune ne peut se fixer dans son village tant qu'ils n'y voient pas de lueur d'espoir pour son avenir.
- L'enclavement des localités: les jeunes ruraux sont éloignés de tout développement, même pour recharger leur téléphone, ils doivent se rendre là où l'électricité est disponible. Toujours est-il que le projet est pris dans un cycle continu: toujours former de nouveaux animateurs et

renouveler l'inscription de la population cible. Aucune relation permanente n'est tissée entre les responsables du projet et ses parties prenantes sur le terrain.

Comme le Projet met en œuvre ses activités d'une manière sporadique, les effets non attendus du projet sont en général le discrédit des animateurs sur le terrain qui ont été traités de manipulateurs et de menteurs, associés aux politiciens qui manipulent les électeurs. L'indifférence des autorités locales envers le projet est si grande et elles estiment qu'elles ont été occultées dans la mise en œuvre et ont été boudées par le projet.

Au vu de toutes ces considérations, les conditions sont favorables pour un après-projet si la sensibilisation de la population (autorité, parents, jeunes) est effectuée d'une manière continue pour toutes les catégories sociales et à tous les niveaux. Si le Projet a une volonté d'impliquer toutes les parties prenantes dans tout son processus. Le Projet devrait surtout penser à faire approprier le projet surtout par les autorités locales. La commune s'avère être l'entité la mieux placée à la base pour mettre en œuvre le projet au sein de ses administrés. Cette perspective de relais assurera la pérennité du projet car la commune peut représenter le projet et assurer ainsi sa présence dans ses zones d'intervention. L'intérêt principal de cette éventualité réside dans la facilité de la commune à pouvoir piloter toutes les activités associées à la gouvernance et dans sa capacité à pouvoir mobiliser les ressources humaines pour cela (animateurs, points focaux).

Le projet Gouvernance par le mobile devrait être un projet réussi, vu sa popularité auprès des jeunes et son caractère innovateur. Malheureusement, toutes ses parties prenantes sur le terrain auront surtout retenu jusqu'à présent, les manquements à ses attentes et la mise en œuvre discontinue. Tous les interviewés s'accordent à dire que le projet aurait été plus apprécié s'il y avait eu suffisamment d'étude de base et d'analyses approfondies des réalités et des éventualités sur le terrain.

D'une manière générale, aucun impact ne peut être mesuré sur la population cible, mais le projet devrait se rattraper puisque ses bénéficiaires sont toujours en attente de sa poursuite et, face à leur frustration, ils espèrent toujours jouir de ses résultats. Le projet devrait relever le défi et d'éviter de se faire enterrer comme ses semblables dans ce grand cimetière du Sud Ouest, puisque telle est la crainte avouée de nombreuses opinions exprimées.

Enfin, une grande majorité est consciente qu'un tel projet, si ambitieux ne peut réussir que s'il est bien appuyé financièrement et compter sur la réussite du partenariat avec toutes les entités concernées et ses parties prenantes.

# VI. RECOMMANDATIONS ET ORIENTATIONS

Au regard des conclusions de cette évaluation, il nous parait nécessaire de formuler les recommandations suivantes :

## VI.1. Aspect général

- Considérant que le concept du projet s'est avéré pertinent pour l'avenir des jeunes, les activités commencées devraient être poursuivies ;
- Renforcer la sensibilisation permanente de toutes les catégories de la population sur le concept du projet ( participer aux décisions sur le développement en exprimant ses opinions par le mobile) en incluant les adultes qui souhaitent aussi participer au projet et exprimer leurs avis sur les thèmes.

## VI.2. Organisation des animations pour la suite

- Recruter des points focaux/animateurs locaux dans les fokontany pour mettre en confiance la population cible et pour les sensibiliser dans les différentes étapes car les gens ne sont pas convaincus s'ils ne connaissent pas les animateurs ;
- Former des conseillers au niveau fokontany / Mairie pour apprendre aux jeunes la manipulation des téléphones mobiles ;
- Inciter la prise de responsabilité des jeunes locaux dans les sensibilisations par pair pour assurer l'effet d'entraînement au sein de tous les jeunes ;
- Assurer la participation des jeunes locaux à la gestion de ce projet ;
- Mettre en place un lieu où les bénéficiaires pourront solliciter des conseils et du suivi et où ils pourront s'échanger des idées entre eux.

## VI.3. Modalités d'envoi des SMS et d'autres moyens de recueil des avis

- Améliorer des modalités et conditions d'envoi des aspirations des jeunes par SMS, en expliquant plus les questions difficiles ;
- S'assurer que réseau téléphonique soit opérationnel sur les sites pour rendre possible la participation des bénéficiaires ;
- Insérer d'autres moyens comme les appels gratuits/bon marché pour ceux qui ne possèdent pas de téléphone ou qui ont perdu les leur ;
- Assurer le bon fonctionnement technique (numéro vert) afin que les jeunes puissent s'exprimer librement ;
- Mettre en place un appel direct pour les gens illettrés, et améliorer les conditions d'envois des SMS ;
- Accueillir les avis et aspirations des jeunes sans mobiles par le biais d'autres méthodes (focus group/boîte à idées) ;
- Les concepteurs du projet doivent varier les thèmes et en tenant compte de la réalité des localités respectives surtout en ce qui concerne le chômage.

## VI.4. Aspect stratégique

- Mettre en place un fonds alloué aux jeunes dont l'utilisation sera fonction des recommandations qu'ils vont émettre, ce serait sûrement un atout pour encourager la participation. ;
- Initier/Intensifier les actions d'alphabétisation des adultes et de scolarisation des enfants.
- Avec l'Office pour l'Education de Masse et du Civisme, OEMC, étudier les meilleurs procédés pour pouvoir optimiser les impacts des messages par le mobile, notamment par l'envoi itératif de SMS

relatifs au « savoir citoyen » dont connaissance du Droit, du Devoir, des Responsabilités et de la Culture.

- Favoriser la fréquence des exercices pratiques selon différentes thématiques, pas de manière ponctuelle mais continue, faire une approche par les Droits
- Mettre en place de réseaux, service amis des jeunes dans lesquels participeraient tous les intervenants qui oeuvrent avec les jeunes dans les communautés et ainsi intégrer tous les problèmes : VIH, WASH, AGR,E NVIRONNEMENT……
- Le Droit est mal compris par les adultes et par les jeunes qui connaissent particulièrement le Droit aux loisirs.

# VII. LES ENSEIGNEMENTS TIRES

Dans la perspective d'un projet similaire, il est utile de tirer des leçons appropriées qu'elles soient des points forts à retenir, des écueils à éviter.

## VII.1. Les points forts

### a. Adapter aux différents contextes cette initiative en faveur des jeunes en matière de gouvernance

L'importance accordée aux jeunes par le Projet a drainé une forte implication des jeunes pour ce projet innovateur qui a recours au mobile pour promouvoir la gouvernance participative et qui constitue un outil à la prise de décision pour les autorités. Le projet s'adresse aux jeunes et tient compte des intérêts et de la vision des jeunes pour que leur accès au débat national puisse être une normalité plutôt qu'une opportunité à saisir. En plus, le Projet offre à terme une structure qui pourrait être pérenne pour traiter les besoins réels des jeunes. Par ailleurs, les jeunes ont compris qu'il serait intéressant de reprendre cette idée de collecter les avis des jeunes, et de répliquer un tel projet qui s'intéresse uniquement aux jeunes.

### b. Accompagner le projet par un renforcement de capacité des mobilisateurs (points focaux, animateurs)

Cette organisation constitue un facteur de succès dans la mesure où les animateurs ont su déployer leur savoir faire et savoir être dans la mobilisation des jeunes.

### c. Accompagner les différentes étapes du projet par une solide campagne de sensibilisation

Le Projet ne s'est pas contenté de mobiliser les jeunes pour s'inscrire, mais il a jugé utile de le renforcer par une solide campagne de communication aux actions variées et de diverses formes, qui au final touchent toutes les catégories de personnes. Ces actions ont permis l'émergence d'un changement de comportement chez les jeunes qui n'ont plus peur d'affronter les autorités. De plus, l'on note une conscientisation chez les adultes qui, sans ces actions de sensibilisation, se sont sentis menacés d'être exclus des actions de développement.

### d. Le projet renforce l'expérience des fokontany/communes

L'implication des autorités locales (fokontany/commune) s'avère être une nécessité pour ces collectivités, parce que le projet les touche de près dans la mesure où les avis et aspirations des jeunes constituent un outil servant à la prise de décision des autorités. La majorité des fokontany et communes a été impliquée dans les activités du Projet.

## VII.2. Les points faibles

### a. Les écueils à éviter

Les échecs du projet résident en partie dans la non prise en compte des problèmes qui ont fortement pénalisé le projet à savoir le choix des zones d'intervention. Certaines localités en effet constituent un réel obstacle au projet, notamment les zones qui ne disposent pas d'électricité comme Mahaboboka, Ankililaoky, …. Les jeunes sont forcés de se rendre ailleurs rien que pour charger leur téléphone et selon certains interviewés, l'inexistence d'électricité provoque le manque d'ouverture d'esprit car il n'y a aucun divertissement pour élargir les "connaissances", Par ailleurs, dans ces zones, les jeunes sont en majorité illettrés.

### b. L'existence des réseaux de connexion dans les zones d'intervention comme condition de la possibilité des actions

Le projet n'a pas sa raison d'être s'il intervient dans une zone dépourvue de connexion puisque l'outil essentiel exploité est le mobile. Le projet a généré des frustrés dans ces zones puisqu'ils ont placé les jeunes devant un dilemme : l'inexistence de réseau ne leur permet pas de participer au projet et ils ne peuvent pas participer au projet s'ils ne sont pas inscrits. Pour assurer la pérennité des actions, l'existence d'un réseau est une condition importante.

**c. La déficience du système de suivi (local) du Projet**

Il a été constaté qu'aucun suivi n'a été effectué au niveau du projet dans ses zones d'intervention (cibles, commune, …), ce qui a entrainé beaucoup de lacunes dans sa mise en œuvre. Des missions de suivi étaient prévues mais ne pouvaient plus être réalisées, faute de financement. Le projet aurait pu ajuster certaines interventions : l'incompréhension des questions, la non-maîtrise des modalités d'envoi des SMS, le non implication des autorités locales, l'insuffisance des animateurs, la non responsabilisation des parties prenantes, l'adéquation des thèmes avec les bénéficiaires…

**d. La non implication de certaines parties prenantes**

Il est vrai que le projet (responsable/prestataire) a rendu visite aux autorités locales mais certains responsables affirment ne rien savoir du projet. Pour obtenir l'adhésion de tous, la consultation, la concertation, le feed-back/restitution, les rapportages périodiques devraient être à la base de la méthodologie adoptée par un tel projet qui est contraint d'impliquer beaucoup d'entités, une base qui promeut la crédibilité du projet vis à vis de ses cibles et partenaires. Tout ce qui est décidé doit refléter et prendre en compte toutes les idées des parties prenantes, et doivent être le résultat d'un consensus, vu que le projet n'est pas représenté sur place.

# ANNEXES

# ANNEXE I
# TERMES DE REFERENCES DE L'EVALUATION

**INDIVIDUAL CONSULTANT PROCUREMENT NOTICE**

***Consultants locaux chargés de réaliser une évaluation du***

***Projet « Gouvernance par le mobile »***

10.08.2011

**Pays : PNUD MADAGASCAR**

**Description : Recrutement d'1 Consultant national chargé de réaliser l'évaluation des résultats et effets**

**Titre du Projet : « Gouvernance par le mobile»**

**Durée de la mission : du 1er novembre au 4 décembre 2011 (y compris le voyage)**

**1. CONTEXTE**

Le PNUD et l'UNICEF ont obtenu une subvention du Thematic Trust Fund Democratic Gouvernance (TTFDG) pour la mise en œuvre du projet « Gouvernance par le Mobile ». Le projet a pour but de soutenir la participation des jeunes aux discussions concernant le développement à Madagascar aussi bien par le biais des outils de communications traditionnel notamment par la radio que par le biais des nouvelles technologies dont le téléphone portable. La récente croissance de l'usage des téléphones mobiles tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines nous permet à présent d'engager les jeunes de manière continue sur les thèmes qui leurs sont proches. En effet les enfants et les adolescents possèdent désormais un outil simple d'accès et présent dans leur vie de tous les jours pour exprimer leurs opinions et prendre part au débat public national. Par cet outil, ils se sentent habilités à participer dans la construction de leur pays.

Le Projet « Gouvernance par le Mobile » servira de projet pilote pouvant ouvrir la voie aux futurs projets des Nations Unies mettant à profit les téléphones mobiles dans les domaines de l'éducation, la collecte et les échanges d'informations, etc. Le projet est soutenu par la section communication pour les jeunes (division de la communication) de l'UNICEF New York.

Les résultats attendus du projet sont :

Résultat 1 : Les avis des jeunes sont recueillis et traités

Résultat 2 : Les avis des jeunes sur leur avenir sont largement diffusés et leurs préoccupations prises en compte dans les politiques de développement

En conformité avec la politique d'évaluation du PNUD, il est prévu une évaluation externe du projet à la fin de sa mise en œuvre, à des fins de redevabilité et d'apprentissage. Le PNUD recrute ainsi deux consultants nationaux pour réaliser ladite évaluation.

## 2. OBJECTIFS PRINCIPAUX, RESPONSABILITES ET DESCRIPTION MANDAT

### a) OBJECTIF GENERAL

Il s'agit d'une évaluation de projet inscrite au plan d'évaluation du bureau. En plus de la conformité à la politique de l'organisation qui rend obligatoire les évaluations prévues par un accord de participation aux coûts, l'objectif principal de la présente évaluation est d'accroître la redevabilité et l'apprentissage. Les résultats obtenus seront utilisés par les différentes parties prenantes (PNUD, UNICEF, INJ, Communes concernées, OEMC, Direction de l'animation communautaire, Direction de la promotion de la jeunesse, Conseil National de la Jeunesse, Réseaux de jeunes, etc.) à des fins de prise de décision en ce qui concerne l'après-projet. Les leçons apprises seront capitalisées également lors de la conception et la mise en œuvre de projets similaires.

### b) OBJECTIFS SPECIFIQUES

- Analyser les approches utilisées durant la vie du projet, depuis la conception et jusqu'à la clôture du projet ;
- Faire le point des réalisations, des effets et des changements obtenus grâce à l'appui du Projet Gouvernance par le Mobile au niveau central et dans chacune des 14 communes d'intervention : La commune rurale de Sambaina, la commune urbaine de Tuléar et les communes environnantes : Ankililaoky, Belalandy, St Augustin, Mitsinjo, Miary, Betsinjaka, Andranovory, Soalara Sud, Anakao, Sakaraha, Mahaboboka, Betioky.
- Evaluer le projet en termes de : Efficacité, Efficience, Opportunité, Durabilité et aperçu d'Impact
- Analyser les atouts et les contraintes ayant marqué la mise en œuvre du projet ;
- Faire ressortir les bonnes pratiques et les leçons à tirer ;
- Faire des recommandations et proposer des orientations claires pour le futur.

### c) RESULTATS SPECIFIQUES ATTENDUS

La présente évaluation doit concerner tous les aspects du projet et devra répondre aux principales interrogations suivantes :

1. Dans quelle mesure l'approche utilisée était-elle appropriée pour atteindre les objectifs du projet ?
2. Les changements opérés sur le projet étaient-ils justifiés ? Appropriés ? Et pourquoi ?
3. Dans quelles mesures le projet a réalisé les produits attendus de sa mise en œuvre ?
4. Dans quelles mesures lesdits produits ont contribué aux effets programme pays (CPAP) et UNDAF ?
5. Quels changements (ou signes précoce de changement) le projet a-t-il apporté dans la vie des bénéficiaires ?
6. Les résultats du projet ont-ils été obtenus à des coûts acceptables ?
7. Dans quelle mesure les résultats obtenus sont-ils pérennes ou peuvent-ils être pérennisés ?
8. Quels ont été les facteurs de succès, les bonnes pratiques et les leçons apprises ?
9. Quelles ont été les contraintes dans la mise en œuvre du projet, et les solutions apportées ?
10. Quels ont été les effets non attendus du projet ?

11. Quelles sont les recommandations et orientations pour l'après-projet, ainsi que pour la formulation et la mise en œuvre de projets similaires dans l'avenir ?

**d) METHODOLOGIE**

Elle devra comporter (1) une analyse des documents relatifs au projet (document de projet, plans de travail et rapports, …); (2) une indication précise des données à collecter et les outils qui seront utilisés, (3) des visites de terrain ; (4) des entretiens avec toutes les parties prenantes du projet, y compris les partenaires techniques locaux et les bénéficiaires. Chaque phase sera documentée et les conclusions serviront à alimenter le rapport d'évaluation.

Cette méthodologie fera l'objet de validation par un comité d'évaluation avant de passer aux prochaines étapes.

Les informations qualitatives et quantitatives devront provenir d'enquêtes réalisées auprès d'échantillons représentatifs des populations cibles et les parties prenantes du projet dont la liste doit être validée par le Comité de pilotage du projet. Le consultant devra mentionner dans la méthodologie proposée le système de collecte d'informations qu'il va mettre en œuvre pour la réalisation de la mission (recrutement d'enquêteurs éventuels, outils de collecte d'informations à utiliser, personnes à contacter, …). Il doit mettre en évidence par cela le lien entre la méthodologie de collecte de données et l'obtention des résultats attendus de la mission.

***Il est attendu des soumissionnaires qu'ils précisent en détail leur proposition de méthodologie, qui devra répondre aux critères de : pertinence des choix de populations retenues, d'efficacité ( en termes d'atteinte des objectifs spécifiques ci-dessus mentionnés), d'économie, de respect des délais contractuels et des normes et éthiques internationales en matière d'évaluation finale de projet.***

**d) LIVRABLES :**

1) Rapport préliminaire contenant la méthodologie, outils de collecte d'informations et rapport de formation éventuelle des enquêteurs;

2) Rapport intermédiaire contenant les résultats primaires des collectes d'informations avec leurs moyens de vérifications ;

3) Draft du rapport final de l'évaluation conforme aux objectifs spécifiques ;

4) Rapport final validé par le Comité d'évaluation.

**e) CRITERES DE QUALITE DES LIVRABLES**

| Description du service | Critères de qualité des livrables | Date |
|---|---|---|
| Méthodologie, outils de collecte d'informations et rapport de formation éventuelle des enquêteurs (modules de formation, la qualité des enquêteurs c'es-à dire | - Les outils proposés par le prestataire dans son offre pour la réalisation de la mission sont disponibles ;<br>- Les normes et éthiques internationales en matière d'évaluation de projet sont prises en compte dans la méthodologie ;<br>- Le rapport de formation éventuelle des enquêteurs contient : les modules de formation, la qualité des enquêteurs (niveau d'étude, genre) et les résultats de | **Fin de la Semaine 1** |

| | | |
|---|---|---|
| niveau d'étude et genre et les résultats de l'évaluation participative de la formation éventuelle) | l'évaluation participative de la formation ;<br>- La dimension genre est prise en compte dans la composition des équipes d'enquêteurs ;<br>- La pertinence des outils d'enquête et de la grille d'analyse proposés par le prestataire est établie. | |
| Rapport intermédiaire contenant les résultats primaires des collectes d'informations avec leurs moyens de vérifications | - L'échantillon est représentatif de la population cible ;<br>- Toutes les parties prenantes du projet sont consultées dans les collectes d'informations ;<br>- La conformité des données et informations collectées par les enquêteurs pour 10% des sites identifiés est vérifiée contradictoirement sur terrain par le consultant ;<br>- Les données et informations recueillies dans les fiches sont conformes à la réalité sur terrain, leur véracité est vérifiée et démontrée ;<br>- La chaîne de résultats qui ont mené la stratégie de l'initiative aux effets souhaités, les forces et faiblesses de l'approche sont analysées et démontrées ;<br>- Les atouts et contraintes de la stratégie de partenariat, notamment la participation et la contribution des partenaires en terme de ressources financières, en nature ou en leadership, dans l'atteinte des résultats, sont bien définis et ressortis ;<br>- Les recommandations pratiques et réalisables, soutenues par des faits avérés et reliés aux déductions et conclusions, ainsi que les enseignements tirés par rapport à la durabilité de l'initiative et le caractère approprié de la stratégie de sortie du projet, sont disponibles ;<br>- Le rapport de mission est délivré. | **Fin de la semaine 3** |
| Rapport final conforme aux objectifs spécifiques et validé par le Comité d'évaluation | - L'approche participative et l'implication des cibles dans la finalisation et la validation du rapport sont optimisées ;<br>- La méthodologie et les résultats de l'étude sont conformes aux objectifs spécifiques susmentionnés | **Fin de la semaine 4** |

**NB :** A l'issue de sa mission et/ou de chaque étape (le cas échéant), le prestataire doit fournir les différents rapports prévus (rapport préliminaire, intermédiaire, rapport final) suivant le modèle fourni par le projet.

**3. COMPETENCES ET QUALIFICATIONS REQUISES**

**Valeurs intrinsèques**

- Démontrer son intégrité en se conformant aux valeurs et aux normes morales de l'ONU,
- Favoriser la vision, la mission, et les buts stratégiques du PNUD,
- Démontrer sa capacité d'exercer dans un environnement ne tenant pas compte de la différence culturelle, de genre, de religion, de race, de nationalité et de sensibilité,

- Démontrer la rigueur dans le travail, une grande disponibilité, une aptitude au travail en équipe et un esprit d'initiative développé.

**Compétences fonctionnelles**

*Aptitudes opérationnelles*

- Bonne connaissance des réalités institutionnelles, sociales et culturelles des villes d'Antananarivo et Toliara,
- Une bonne expérience de l'utilisation d'approche participative,
- Bonnes qualifications en Informatique,
- Aisance dans la communication écrite et orale,
- Aptitude à établir des bonnes relations avec les partenaires et la population cible, et à produire des réponses rapides et adéquates.

**Qualifications**

- **Qualifications nécessaires (y compris connaissances spécialisées)**
  - Titulaire d'un diplôme master (BAC+5) en Sciences Sociales, Démographie, Statistique, Droits Humains ou domaines équivalents
  - Aptitude et expérience de travail en équipe et dans un environnement multiculturel
  - Excellentes capacités relationnelles avec divers interlocuteurs et public
  - Excellentes capacités rédactionnelles
  - Excellentes capacités d'analyse, de négociation, d'initiative, de communication
  - Maîtrise parfaite de logiciels bureautiques et d'analyse de données primaires.
- **Expériences professionnelles requises**
  - Au moins cinq (05) années d'expériences en matière d'évaluation de projet
  - Expériences de travail à Madagascar ou dans un autre pays africain francophone
  - Compétence en analyse et traitement de données qualitatives et quantitatives
  - Compétence en analyse de Genre

***NB : Indépendance de l'évaluation**:*

*Les personnes impliquées dans l'évaluation ne doivent pas faire partie des gens qui ont conçu, mis en œuvre ou suivis et ainsi que des bénéficiaires de ce projet.*

***1. Proposition :***

(i) Lettre de motivation et CV complet

(ii) Méthodologie pour conduire la mission

(iii) Références et contacts - minimum deux

***2. Offre financière (* voir tableau annexé à la page suivante)***

Les candidats répondant au profil seront soumis à une interview pour finaliser le processus de sélection après revue de leurs cv le cas échéant

## 5. Proposition financière pour la prestation de services.

**IMPORTANT :**

- **Seul ce format de tableau sera autorisé. Cette offre sera prise en considération comme indicative et fera l'objet de négociations.**
- **Les consultants proposeront leur offre tenant compte de tous les déplacements sur terrain et des délais d'élaboration et de soumission des rapports ;**
- **Les montants seront exprimés en ARIARY ;**
- **Le PNUD ne fournira aucun appui logistique dans l'exécution de cette mission, le consultant est appelé a prendre en considération tous les frais nécessaires pour la mener à bien et à les soumettre au PNUD dans le cadre de cette offre financière.**
- **La mission durera 4 semaines – Le consultant ne passera pas plus de 4 semaines sur les lieux de mission hors Antananarivo ;**
- **Les frais de mission des consultants et enquêteurs, ainsi que les frais de formation des enquêteurs seront payés de manière anticipative aux consultants.**
- **Les honoraires des enquêteurs seront libérés à la fin de la période d'enquête sur base de facture certifiée.**
- **Les honoraires des consultants seront remis au terme de la consultance sur base d'une facture certifiée et de la validation du rapport part le projet.**
- **Le soumissionnaire proposera une offre forfaitaire pour les 4 semaines de la mission et soumettra son offre selon le tableau suivant dans les limites du budget disponible :**

| Poste budgétaire | Prix Unitaire | Quantité | Total | Commentaire |
|---|---|---|---|---|
| Honoraires du Consultant | | Forfait **tout inclus*** pour les 4 semaines | | |
| Honoraires des enquêteurs | | Forfait **tout inclus** * pour deux semaines | | |
| Atelier de formation des enquêteurs | | Forfait tout inclus une journée | | |

*** comprenant tous les frais logistiques connexes nécessaires à l'exécution de la mission, y compris les frais de missions sur le terrain (transport, hébergement, frais de subsistance, duplication documents, photocopie, fournitures diverses.**

**Elaboré Serge Radert, Gestionnaire Projet :** _____

**Validé par D. Razafimanantsoa, TL/G :** _____

**Validé par Alpha Bah, Suivi-Evaluation :** _____

**Approuvé par Corneille Agossou, DRRP :** _____

# ANNEXE II
# CADRE DE RESULTATS ET RESSOURCES

CADRE DES RESULTATS ET RESSOURCES

| **Intended Outcome as stated in the Country Programme Results and Resource Framework** |
|---|
| Les droits fondamentaux des populations sont mieux connus, appliqués et exercés<br><br>Les usagers ont accès à des services publics de qualité et leur feed back sont pris en compte |

| **Outcome indicators as stated in the Country Programme Results and Resources Framework, including baseline and targets:** |
|---|
| Les droits fondamentaux des populations sont mieux connus, appliqués et exercés: [% des personnes des zones cibles au courant de leurs droits (20% d'accroissement, base 2007)]<br><br>Les usagers ont accès à des services publics de qualité et leur feed back sont pris en compte: (Taux de satisfaction des services, base 2006)] |
| **Applicable Strategic plan Service Line**: inclusive participation by fostering access to information and e-governance |
| **Partnership Strategy**: UN System coherence - Capacity development - Human Rights Based Approach |
| **Project title and ID (ATLAS Award ID):**<br><br>Gouvernance par le mobile: la sagesse de la population pour piloter son avenir (Mobile governance: the wisdom of the crowds to guide their future |

| INTENDED OUTPUTS | OUTPUT TARGETS FOR (YEARS) | INDICATIVE ACTIVITIES | RESPONSIBLE PARTIES | INPUTS |
|---|---|---|---|---|
| **Output 1**: Les avis des jeunes sont recueillis et traités<br><br>*Baseline : (à déterminer)*<br><br><u>Indicateurs</u> *:*<br>*-Base de données significative disponible*<br>*-Nombre de partenariats conclus*<br><u>Target</u> *:* | 1.1 Un espace de discussion et d'échanges pérenne utilisant les NTIC est ouvert<br><br>*Baseline : 0*<br>*Indicators :*<br>*-Réseau de connexion SMS-Mail opérationnel (2009)*<br>*- Administrateurs du réseau formés (2009)* | 1.1.1 Mettre en place et opérationnaliser les infrastructures nécessaires<br>*Identifier le matériel nécessaire*<br>*Acheter les équipements ITC*<br>*Installer et mettre en réseau le matériel*<br>1.1.2 Former les administrateurs du réseau<br>*Former les administrateurs*<br>*Faire le suivi des formations* | *PNUD*<br><br>*Fournisseur IT*<br><br>*IT Spécialiste UNICEF*<br><br>*Spécialiste UNICEF* | *Achat équipement IT 20.000(30.000 pour 2010)*<br>*Installation matériel 2.000*<br>*Mise en réseau 2009 : 3500*<br>*Mise en réseau 2010 : 3500*<br>*Local consultant : 2.000*<br>*Supplies : 1.000*<br>*Miscellaneous : 1.000* |

| INTENDED OUTPUTS | OUTPUT TARGETS FOR (YEARS) | INDICATIVE ACTIVITIES | RESPONSIBLE PARTIES | INPUTS |
|---|---|---|---|---|
| *-Toutes les catégories ciblées participent au projet*<br>*-50% des partenaires concernés par la jeunesse et l'e-gouvernance participent au projet* | *-Liaison avec les régions opérationnelle (2010)* | *1.1.3* Ouvrir le réseau aux gestionnaires et utilisateurs régionaux et communaux<br>*Former les gestionnaires et utilisateurs*<br>*Faire le suivi des formations* | | *Suivi des activités/ formation pour 2010 : 2.000* |
| | 1.2 Les priorités des jeunes déjà prises en compte dans les documents officiels sont capitalisées<br>*Indicators :*<br>*-Plan de mise en œuvre de projet validé* | 1.2.1 Recruter un consultant<br>Faire une synthèse des documents et informations existants<br>Préciser les cibles et le champ d'action du projet<br>Etablir un calendrier des actions à entreprendre | PNUD | *Consultant national :2.000*<br>*Dépenses diverses : 200* |
| | | 1.2.2 Organiser un atelier de validation de l'étude | *Consultant UNICEF* (2010) | *Consult internat : 15.000*<br>*Travel : 11.000*<br>*(2010)* |
| | 1.3 Les outils de collecte des avis sont élaborés et validés<br>*Indicators :*<br>*-Kit/document de participation* | 1.3.1 Concevoir les kits/documents de participation<br>1.3.2 Tester les kits/documents guides de participation<br>*Multiplier les kits/documents* | | *Consult internat : 7.000* |

| INTENDED OUTPUTS | OUTPUT TARGETS FOR (YEARS) | INDICATIVE ACTIVITIES | RESPONSIBLE PARTIES | INPUTS |
|---|---|---|---|---|
| | *disponible*<br><br>1.4 Les avis des jeunes sont consolidés<br>*Indicators :*<br>*-Catégories de jeunes au projet* | *Recruter le personnel en charge des tests*<br>*Transport du personnel de test*<br>*1.3.3 Finaliser et valider les kits/documents de participation*<br>1.4.1 Organiser une campagne d'information et de sensibilisation des jeunes sur l'importance de leur participation<br>1.4.2 Constituer une équipe de traitement des informations<br>1.4.3 Recueillir et traiter les informations<br>1.4.4 Elaborer un document consolidé sur les avis des jeunes | *Consultant UNICEF*<br>*Spécialiste en mobilisation et communication( 2010)*<br><br>*INJ* | *Travel : 13.000*<br>*Dépenses diverses : 900*<br>*Local consultants : 2.000*<br>*AV&Print Prod :2.000*<br>*Local consultant :2.000*<br>*Travel :3.000*<br>*Rent&Maint :1.000*<br>*Miscellaneous :500*<br>*Consul national :15.000*<br>*Travel :6.000*<br>*Dépenses diverses :900*<br>*AV&Print Prod :2.000*<br>*Rent&Maint :1.000*<br>*Miscellaneous :500*<br>*Campagne de sensibilisation :10. 200 (2009), 5.300 (2010)*<br>*Campagne de sensibilisation :15. 000*<br>*Consultants* |

| INTENDED OUTPUTS | OUTPUT TARGETS FOR (YEARS) | INDICATIVE ACTIVITIES | RESPONSIBLE PARTIES | INPUTS |
|---|---|---|---|---|
| | | 1.4.5 Organiser une campagne de restitution auprès des jeunes | | *nationaux :2.400 (2009) et4.800 (2010)*<br>*Consultants nationaux :4.800 (2010)*<br>*Dépense diverse :1.000*<br>*(500 pour 2009 et 500 pour2010)* |
| | | 1.5.1 Evaluer le coût du dispositif et élaborer un plan de pérennisation<br>1.5.2 Identifier une structure capable de porter le dispositif | | *Dépense diverse :1.000*<br>*Miscellaneous :1.000* |
| | 1.5 Un dispositif de pérennisation de l'espace de discussion est mise en place<br>*Indicators :*<br>*-Volume de financement acquis pour la suite du projet (2010)* | 1.5.3 Faire le plaidoyer auprès des autorités et partenaires<br>*Elaborer un document de plaidoyer pour les partenaires*<br>*Mener une campagne de mobilisation de ressources et de plaidoyer*<br>*Etendre les activités de sensibilisation et de mobilisation dans les régions*<br>1.5.4 Négocier la convention avec la structure devant héberger le dispositif<br>1.5.5 Suivre et évaluer le dispositif mis en place | *PNUD* | *Local consultant : 6.000 (2009) et 12.000 (2010)*<br>*Rent&Mat : 1.000*<br>*Travel :2.000*<br>*Rent&Mat : 1.000*<br>*Miscellaneous :1.000*<br>*Rent&Mat : 1.000*<br>*Travel :2.000*<br>*Rent&Mat : 1.000*<br>*Miscellaneous :1.000*<br>*(2010)* |

| INTENDED OUTPUTS | OUTPUT TARGETS FOR (YEARS) | INDICATIVE ACTIVITIES | RESPONSIBLE PARTIES | INPUTS |
|---|---|---|---|---|
| **Output 2 :** Les avis des jeunes sur leur avenir sont diffusés et leurs préoccupations prises en compte dans les politiques de développement<br><br>*Baseline :0*<br>*Indicators :*<br>*-Programme de gouvernement incluant les avis des jeunes (2009)*<br><br>*Targets :*<br>*-Document validé et diffusé (2009)*<br>*6Plan pluriannuel de mise en œuvre financé* | Targets (2009)<br>2.1 : La stratégie de diffusion des avis des jeunes est élaborée et mise en œuvre<br><br>*Indicators :*<br>*Nombre d'institutions et organismes saisis*<br><br>2.2. :L'efficacité de la stratégie de | 2.1.1 Recruter un consultant pour élaborer la stratégie<br>2.1.2 Valider la stratégie<br><br>2.1.3 Organiser une campagne de plaidoyer au niveau des institutions étatiques<br>2.1.4 Diffuser le document consolidé auprès des institutions étatiques, instances régionales et internationales<br>2.1.5 Organiser des rencontres périodiques avec les autorités sur des sujets concernant la jeunesse<br><br>2.2.1 Mettre en place un système d'identification des sujets concernant la jeunesse dans la Politique générale de | *PNUD*<br><br>*INJ* | *Hospitality :3.000*<br>*Travel :2.000*<br>*Rent&Mat :1.500*<br>*Miscellaneous :1.000*<br>*AV&PrintProd:1.000*<br><br>*Supplies:400*<br><br>*Supplies:800*<br><br>*Rent&Mat:2.000* |

| INTENDED OUTPUTS | OUTPUT TARGETS FOR (YEARS) | INDICATIVE ACTIVITIES | RESPONSIBLE PARTIES | INPUTS |
|---|---|---|---|---|
| | diffusion est évaluée<br>*Indicators :*<br>-% budget alloué à la jeunesse dans la loi des finances (2010) | l'Etat PGE) et la Loi des finances<br>2.2.2 Faire le suivi de l'intégration/ la prise en charge des avis des jeunes | *PNUD* | *Comm&AV:1.000( 2010)* |
| **Output 3 :** Le projet est géré efficacement<br>*Baseline :0*<br>*Indicators :*<br>*-Taux d'exécution des activités*<br>*-Taux de réalisation financière du projet*<br>*Targets :*<br>*-100% des activités*<br>*-100% de réalisation financière* | Targets (2009-2010)<br>3.1 : l'équipe de gestion de projet est opérationnelle<br>3.2 : les activités prévues sont réalisées à temps et communiquées (2009-2010) | 3.1.1 Recruter le personnel de gestion<br>*01 gestionnaire de projet*<br>*01 assistant administratif & financier*<br>3.1.2 Equiper le personnel de gestion<br>3.1.3 Former le personnel sur les procédures administratives et financières<br>3.2.1 Produire les rapports programmatiques<br>3.2.2 Effectuer des missions de suivi sur terrain<br>3.2.3 Produire les rapports périodiques et documents financiers prévus<br>3.2.4 Rendre compte périodiquement de l'avancement du projet | *PNUD*<br>*Equipe de gestion de projet* | *Personnel de projet pour 2009 : 11.500*<br>*Pour 2010 :21.000*<br>*Equipement du personnel :2.000*<br>*Fournitures diverses :*<br>*Pour 2009 : 2.500*<br>*Fournitures diverses :*<br>*5.000(2010)*<br>*Pour 2010 : 2.000*<br>*Mission de suivi*<br>*Pour 2009 : 3.000*<br>*Pour 2010 : 3.000*<br>*GMS :13.000*<br>*Mission de suivi*<br>*6.000* |

| INTENDED OUTPUTS | OUTPUT TARGETS FOR (YEARS) | INDICATIVE ACTIVITIES | RESPONSIBLE PARTIES | INPUTS |
|---|---|---|---|---|
| | | | | *GMS :13.000*<br>*(2010)* |

# ANNEXE III
# LISTE DES INFORMATEURS-CLES RENCONTRES
# (Responsables à Antananarivo)

LISTE DES INFORMATEURS-CLES RENCONTRES A ANTANANARIVO :

- Monsieur RADERT Serge, Gestionnaire du Projet « Gouvernance par le Mobile » -PNUD

- Monsieur RAJAOBELINA Jimmy, Statisticien, Consultant chargé de la collecte des opinions des jeunes sans mobile

- Monsieur RAKOTOARINALA Rado, Expert-Coach IPLDV

- Monsieur Alain Jacky, Directeur INJ, Ministère de la Jeunesse et des Loisirs

- Monsieur RAKOTOBE Gilles, UNICEF

- Monsieur RANDRIANANDRASANA Jean-Baptiste, Office d'Education de Masse et du Civisme, MEN

- Monsieur RAKOTONDRABE Yvon Faliniony, Président du Conseil National des jeunes(CNJ)

- Monsieur RASOAMAHARO Eddy, Responsable de la Communication et de la Mobilisation du Projet « Gouvernance par le Mobile » -PNUD

-Monsieur Mamy, Coordonnateur Médiascope

- Madame TIFANA, Directeur de la Promotion de la Jeunesse, Ministère de la Jeunesse et des Loisirs

# ANNEXE IV
# OUTILS DE COLLECTE DE DONNEES

## GUIDE D'ENTRETIEN ET QUESTIONNAIRE
## (En Français et en Malgache)

**GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES PERSONNES CIBLES**

Nom :

Prénom :

Age :

Activité :

Numéro téléphone :

District :

Commune :

Concernant les questions posées aux intervenants

1) Quelles ont été les questions qui vous ont été posées ? Pouvez-vous donner quelques exemples ?
   *Inona avy ireo fanontaniana napetraka taminao ? Afaka manome ohatra ve ianao?*
2) Selon vous, pouvez-vous expliquez en quoi les questions sont nécessaires ?
   *Araka ny hevitrao, inona no ilana ireny fanontaniana ireny?*
3) Depuis quand vous participez à ce projet ?
   *Oviana ianao no nandray anjara tamin'ity tetik'asa?*
4) Depuis ce temps, combien de questions vous ont été posées ?
   *Nandritr'izay fotoana izay firy ny fanontaniana napetraka taminao ?*
5) Etait-il intéressant de répondre à ces questions ?
   *Nahaliana anao ve ireo fanontaniana ireo ?*
6) Si oui pourquoi ?
   *Raha eny, nahoana ?*
   Si non pourquoi ?
   *Raha tsia, nahoana ?*
7) Est-ce que vous avez pu répondre à toutes les questions qui vous ont été posées ?
   Oui
   Non
   *Voavalinao daholo ve ireo fanontaniana napetraka taminao?*
   *Eny*
   *Tsia*
8) Quels étaient les sujets qui vous a le plus intéressé ? Pourquoi ?

*Inona ny loha-hevitra nahaliana anao ? Nahoana?*

9) Quels ont été les obstacles qui vous ont empêché de répondre aux questions?
   *Inona ny sakana tsy nahafahanao namaly ny fanontaniana napetraka?*

<u>Concernant les questions sur les dispositifs utilisés</u>

1) Avez-vous déjà l'habitude d'utiliser le SMS avant ce projet ?
   Oui
   Non
   *Efa zatra nampiasa SMS ve ianao talohan'ity tetik'asa ity ?*
   *Eny*
   *Tsia*
2) Selon vous, le dispositif utilisé est-il le plus adapté pour avoir les idées des jeunes ?
   Si oui pourquoi ?
   Si non pourquoi ?
   *Araka ny hevitrao, ahazoana ny hevitrin'ny tanora ve ny tolotra nampiasana ?*
   *Raha eny nahoana ?*
   *Raha tsia nahoana ?*

<u>Concernant l'impact du projet</u>

1) Quels ont été les impacts de ce projet pour vous?
   *Inona avy ireo fiantraikan'ilay tetik'asa taminao manokana?*
2) Pourrait-il y avoir des impacts sur la communauté ou pour le pays?
   Si oui sous quels aspects ?
   Si non pourquoi ?
   *Mety misy fiantraikany eo amin'ny fiaraha-monina na eo amin'ny firenena ve ity tetik'asa ity ?*
   *Raha eny amin'ny lafiny inona ?*
   *Raha tsia nahoana ?*

## GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES AUTORITES LOCALES

Nom :

Age :

Activité :

Responsabilité :

Concernant les questions posées aux intervenants

1) Connaissez-vous l'existence du projet sur la gouvernance par le mobile initié par le PNUD ?
   *Fantatrao ve ny fisian'ny tetik'asa « gouvernance par le mobile » izay nataon'ny PNUD ?*
2) Quels ont été les critères de sélections des jeunes participants au projet ?
   *Inona avy ireo maso-tsivana nisafidianana ireo mpandray anjara ?*
3) Connaissez-vous les questions qui ont été posées aux jeunes ?
   *Fantatrao ve ireo fanontaniana napetraka tamin'izy ireo?*
4) Pouvez-vous expliquez en quoi ces questions sont nécessaires ?
   *Araka ny hevitrao, inona no ilana ireny fanontaniana ireny?*
5) Selon vous, les participants ont-ils pu répondre aux questions posées ?
   Oui/Non
   *Voavalin'izy ireo daholo ve ireo fanontaniana napetraka taminy?*
   *Eny/Tsia*
6) Quels étaient les sujets qui les ont plus intéressés ? Pourquoi ?
   *Inona ny loha-hevitra nahaliana azy ireo? Nahoana?*
7) Quels auraient été les obstacles qui les ont empêchés de répondre aux questions?
   Inona ny sakana tsy nahafahany namaly ny fanontaniana napetraka?

Concernant l'impact du projet

8) Le projet pourrait-il avoir des impacts dans votre localité ou pour le pays?
   Si oui sous quels aspects ?
   Si non pourquoi ?
   *Mety misy fiantraikany eo amin'ny faritra iadidinao na eo amin'ny firenena ve ity tetik'asa ity ?*
   *Raha eny amin'ny lafiny inona ?*
   *Raha tsia nahoana ?*

## GUIDE POUR LE FOCUS GROUP

Concernant les questions posées aux intervenants

1) Savez-vous pourquoi vous avez été choisi pour participer à ce projet ?

*Fantatrareo ve ny antony nisafidianana anareo andray anjara amin'ity tetik'asa ity?*

2) Quelles ont été les questions qui vous ont été posées ? Pouvez-vous donner quelques exemples ?

*Inona avy ireo fanontaniana napetraka taminao ? Afaka manome ohatra ve ianao?*

3) Selon vous, pouvez-vous expliquez en quoi les questions sont nécessaires ?

*Araka ny hevitrareo, inona no ilana ireny fanontaniana ireny?*

4) Etait-il intéressant de répondre à ces questions ?

*Nahaliana anareo ve ireo fanontaniana ireo ?*

5) Est-ce que vous avez pu répondre à toutes les questions qui vous ont été posées ?

*Voavalinareo daholo ve ireo fanontaniana napetraka taminareo?*

6) Quels étaient les sujets qui vous a le plus intéressé ? Pourquoi ?

*Inona ny loha-hevitra nahaliana anareo ? Nahoana?*

7) Quels ont été les obstacles qui vous ont empêché de répondre aux questions?

*Inona ny sakana tsy nahafahanareo namaly ny fanontaniana napetraka?*

Concernant les questions sur les dispositifs utilisés

8) Selon vous, le dispositif utilisé est-il le plus adapté pour avoir les idées des jeunes ?

Si oui pourquoi ?/ Si non pourquoi ?

*Araka ny hevitrareo, ahazoana ny hevitrin'ny tanora ve ny tolotra nampiasana ?*

*Raha eny nahoana ?/Raha tsia nahoana ?*

Concernant l'impact du projet

3) Quels ont été les impacts de ce projet pour vous?

*Inona avy ireo fiantraikan'ilay tetik'asa taminareo manokana?*

4) Pourrait-il y avoir des impacts sur la communauté ou pour le pays?

Si oui sous quels aspects ?

Si non pourquoi ?

*Mety misy fiantraikany eo amin'ny fiarahamonina na eo amin'ny firenena ve ity tetik'asa ity ?*

*Raha eny amin'ny lafiny inona Raha tsia nahoana*

# ANNEXE V :

# LISTES DES PERSONNES EN INTERVIEWS INDIVIDUELLES ET FOCUS GROUP (SAMBAINA et SUD OUEST)

## FOCUS GROUP

## AUTORITES LOCALES

| N° | NOMS ET PRENOMS | FONCTIONS |
|---|---|---|
| 1 | Randriamiarana Arsène | Maire |
| 2 | Rakotovao Daniel | Adjoint au Maire |
| 3 | Razafindrabe Félix | Conseiller Communal |
| 4 | Mampionona Tahianjanahary Onintsoa | Adjoint au Maire au Développement |
| 5 | Tovoherimanana Mbolatiana | Secrétaire Etat Civil |
| 6 | Ravo Iharimino | Agent Technique |
| 7 | Rasoamampionona Voahirana | Secrétaire Etat Civil |

**ENTRETIEN AVEC QUESTIONNAIRE DES RESPONSABLES LOCAUX**

**Noms des personnes enquêtées**

1- RAVOLOLONIAINA Hélène Eugénie, Féminin, Sage-femme Responsable Santé Maternelle et Infantile, Présidente du Conseil Communal
2- MAMPIONONA TAHIANJANAHARY Onintsoa, Adjoint au Maire, Chargée du Développement
3- RAZANADRAZAFY Bakolalao Fidiarisoa , Présidente du Fokontany Mandimbisoa

**LA POPULATION ENQUETEE LORS DES INTERVIEWS INDIVIDUELLES : SAMBAINA**

| | NOMS | SEXE | AGE | ACTIVITES | FOKONTANY |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | RAKOTOMALALA Solofonirina | Féminin | 22 | Maitre FRAM CCJ/JPE | Ambatomafana |
| 2 | RANDRIANAJFIARISOA Mirindra | Féminin | 17 | Etudiante | Sambaina ambany |
| 3 | RANDRIAMPARANY | Masculin | 25 | Etudiant/Animateur | Sambaina ambany |
| 4 | RAZAFIARISON Harisoa Miora | Masculin | 22 | Etudiant | Mandimbisoa |
| 5 | RAKOTONDRAMANANA Holiniaina Nomenjanahary | Féminin | 28 | Agricultrice | Mandimbisoa |
| 6 | RALIARIMANANA Nomen,janahary Dinaniaina | Féminin | 25 | Couturière | Mandimbisoa |
| 7 | RAHARIMALALA Lalaina | Féminin | 26 | Commerçante | Mandimbisoa |
| 8 | RVAOMANARIVO Lalasoa Narindra | Féminin | 24 | Agricultrice | Mandimbisoa |
| 9 | RASOAMBOLANIRINA Harisoa | Féminin | 19 | Etudiante | Mandimbisoa |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 10 | RANDRIAMANARIVO Jeanot | Masculin | 26 | Agriculteur | Mandimbisoa |
| 11 | RANDRIAMAMPIONONA Jean Landrie | Masculin | 21 | Etudiant | Mandimbisoa |
| 12 | RAVO Iharimino | Masculin | 25 | Agent technique communal | Ankadimanga |
| 13 | MBOLATIANA Tovoherimanana | Féminin | 30 | Secrétaire Etat Civil | Sambaina Ambony |
| 14 | RAHOLIARIAMANANA Saholy | Féminin | 22 | Etudiante en coiffure | Mandimbisoa |
| 15 | RAKOTOMAVO Hajatiana | Masculin | 21 | Etudiant | Mandimbisoa |
| 16 | RANIVOARIVELO Lalaina | Féminin | 22 | Etudiante | Sambaina ambany |
| 17 | RANDRIANARISOA Andry Nantenaina | Masculin | 20 | Etudiant | Marovohitra |
| 18 | RAHARIMALALA Tanjona | Féminin | 24 | Sans emploi | Sambaina ambony |
| 19 | RANDRIAMIADANTSOA Ravaka | Féminin | 18 | Etudiante | Ampanefy |
| 20 | RAKOTOMALALA Njarasoa Zinah | Feminin | 21 | Sans emploi | Ampanefy |
| 21 | RAHAN TASOA Aurélie | Féminin | 23 | Agricultrice, mariée | Mandimbisoa |
| 22 | RAHARINIRINA Haingo Malala | Feminin | 29 | agricultrice | Mandimbisoa |
| 23 | RASOARISOA Edwige | Féminin | 34 | Agricultrice | Mandimbisoa |
| 24 | RABEHARIZAFY Mamy Heritiana | Masculin | 22 | Elève | Sambaina ambany |
| 25 | ANDRIANAVALONA Mirana | Féminin | 23 | Etudiante | Sambaina ambany |
| 26 | ANDRIANAIVO Nampoina Rinjanavalona | Féminin | 20 | Etudiante | Marovohitra |
| 27 | RAHANTAMALALA Mbolatiana | Féminin | 20 | Couturière, membre JPE | Ampanefy |
| 28 | RANDRIAMIADANTSOA Solo Haingotiana | Féminin | 20 | Institutrice FRAM, ancienne animatrice CCJ | Ampanefy |
| 29 | RAKOTOMALALA Jérémie Donatien | Masculin | 18 | Elève | Ampanefy |
| 30 | RAMANANDRAIBE Herijaona | Masculin | 35 | Mécanicien | Mandimbisoa |
| 31 | RAHARINJATOVO Hanta | Féminin | 19 | Sans emploi | Mandimbisoa |
| 32 | RAVOLOLONJANAHARY Haingolalaina | Féminin | 19 | Etudiante | Mandimbisoa |

| | |
|---|---|
| **LES FOKONTANY VISITES** | AMBATOMAFANA |
| | SAMBAINA AMBANY |
| | SAMBAINA AMBONY |
| | MANDIMBISOA |
| | ANKADIMANGA |
| | MAROVOHITRA |
| | AMPANEFY |

LISTES DES INDIVIDUS EN INTERVIEWS INDIVIDUELLES (SUD OUEST)

| | NOMS | SEXE | AGE | ACTIVITES | FOKONTANY |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | NOMENJANAHARY Tovomanantsoa | Masculin | 18 | Elève | ANKILILAOKA |
| 2 | RASOLOFOSON Michel Eric | Masculin | 18 | Elève | ANKILILAOKA |
| 3 | RASOLOFOSON Thierry Gladys | Masculin | 17 | Elève | ANKILILAOKA |
| 4 | AIME JAONARISON Manjo | Masculin | 15 | Elève | ANKILILAOKA |
| 5 | RAVOADY Emerick Alain | Masculin | 15 | Elève | ANKILILAOKA |
| 6 | ERIC VICTOR | Masculin | 17 | Elève | ANKILILAOKA |
| 7 | Rostin ZAFIMAHALY | Masculin | 19 | Elève | ANKILILAOKA |
| 8 | RABARINIASY Masindahy Ignace | Masculin | 19 | Elève | ANKILILAOKA |
| 9 | Tahiana ARISON | Masculin | 19 | Elève | ANKILILAOKA |
| 10 | Valisoa ALAIN | Masculin | 20 | Elève | ANKILILAOKA |
| 11 | RATOJONANTENAINA Berthas Horay Jackson | Masculin | 18 | Elève | ANKILILAOKA |
| 12 | RABENANDRASANA Jean Yvon | Masculin | 18 | Elève | ANKILILAOKA |
| 13 | NANTENAINA Stephan | Masculin | 15 | Elève | ANKILILAOKA |
| 14 | RASITRANDRAINY Gaston Aurélien | Masculin | 14 | Elève | ANKILILAOKA |
| 15 | RASOANANTENAINA | Féminin | 17 | Elève | ANKILILAOKA |
| 16 | Ramarson Jean Jacques | Masculin | 27 | Sans emploi | Ambaratafaly |
| 17 | Ravelomanantena | Masculin | 22 | Sans emploi | Ambaratafaly |
| 18 | Samb Justin | Masculin | 18 | Elève | Ambaratafaly |
| 19 | Josephine | Feminin | 25 | Sans emploi | Ambaratafaly |
| 20 | Sama Faizy | Feminin | 19 | Elève | Ambaratafaly |
| 21 | Louise | Feminin | 19 | Elève | Ambaratafaly |
| 22 | MAMISOA | Feminin | 12 | Elève | Ambaratafaly |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 23 | Nodie Peila | Feminin | 16 | Elève | Ambaratafaly |
| 24 | Isabelle | Feminin | 18 | Elève | Ankiklilaoka |
| 25 | Flaurie | Feminin | 19 | Elève | Ankiklilaoka |
| 26 | Farida | Feminin | 14 | Elève | Ankiklilaoka |
| 27 | Avilahy | Masculin | 18 | Elève | Ankiklilaoka |
| 28 | Dolin | Masculin | 18 | Elève | Ankiklilaoka |
| 29 | Alexendre Behandry | Masculin | 20 | Elève | Ankiklilaoka |
| 30 | Fanampy | Masculin | 22 | Elève | Ankiklilaoka |
| 31 | ABDALIAH Frisca Mariame | Féminin | 14 | Elève | Mangily |
| 32 | VALERIE BERTHINE | Féminin | 14 | Elève | Mangily |
| 33 | Jemele MANDATSA | Masculin | 33 | Pêcheur | Ambalaboy |
| 34 | RAHARIMALALA Vololona Eliza | Féminin | 15 | Elève | Mangily |
| 35 | LALANIRINA Narcissia | Féminin | 16 | Elève | Mangily |
| 36 | BAKOLY JULIETTE | Féminin | 16 | Elève | Mangily |
| 37 | RAZANAMIARINA Alphonsine | Féminin | 16 | Elève | Mangily |
| 38 | OLGA | Féminin | 14 | Elève | Mangily |
| 39 | ANNE-MARIE FROZA MARCHA | Féminin | 14 | Elève | Mangily |
| 40 | NOELINE | Féminin | 20 | Elève | Mangily |
| 41 | HASINIAINA Julia | Féminin | 16 | Elève | Mangily |
| 42 | Fabiola Soa Daniela | Féminin | 14 | Elève | Mangily |
| 43 | AVOSOA Malalah | Féminin | 20 | Elève | Mangily |
| 44 | VILA Tovoson Russell | Masculin | 30 | Pêcheur | Ambalaboy |
| 45 | FARALAHY Léon | Masculin | 32 | Pêcheur | Ambalaboy |
| 46 | ROSEMINE Elie | Féminin | 17 | Elève | Ambalaboy |
| 47 | RAZANATIANA Claudia | Féminin | 22 | Sans emploi | Beravy |
| 48 | VAZIARISOA Faranirina | Féminin | 25 | Mère au foyer | Mangily |
| 49 | VAZIARISOA Jocellyne | Féminin | 23 | Etudiant(e)e | Mangily |
| 50 | VAZIARISOA Lydia | Féminin | 21 | Etudiant(e)e | Mangily |
| 51 | Alphonse | Masculin | 18 | Sans emploi | Mangily |
| 52 | Jodahy Rozé | Masculin | 23 | Elève | Mangily |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 53 | Rendiniky | Feminin | 20 | Sans emploi | Mangily |
| 54 | Ravavy | Feminin | 19 | Elève | Mangily |
| 55 | Monah Zemeany | Feminin | 19 | Elève | Mangily |
| 56 | Monona Nezy | Feminin | 28 | Sans emploi | Mangily |
| 57 | Hary Nasoavina | Masculin | 19 | Elève | Mangily |
| 58 | Intemat Jannot | Masculin | 25 | Sans emploi | Mangily |
| 59 | Bejoro Garnie | Masculin | 21 | Sans emploi | Mangily |
| 60 | Difficile | Masculin | 32 | Sans emploi | Mangily |
| 61 | NOMENJANAHARY Geneviève | Féminin | 22 | Secrétaire d'Etat Civil, Animatrice | Belalanda |
| 62 | NOMENJANAHARY Hortense | Féminin | 18 | Commerçante | Belalanda |
| 63 | Karoliny | Feminin | 21 | Sans emploi | Songeritelo |
| 64 | Fanja | Feminin | 19 | Sans emploi | Songeritelo |
| 65 | Fija | Feminin | 16 | Sans emploi | Songeritelo |
| 66 | Zeze | Feminin | 31 | Sans emploi | Songeritelo |
| 67 | Ndondola | Masculin | 15 | Sans emploi | Songeritelo |
| 68 | Renjara | Masculin | 19 | Sans emploi | Songeritelo |
| 69 | Dada | Masculin | 20 | Sans emploi | Songeritelo |
| 70 | Zafeanake Klovisy | Masculin | 18 | Sans emploi | Songeritelo |
| 71 | Koari | Masculin | 17 | Sans emploi | Songeritelo |
| 72 | Zakaky | Masculin | 15 | Sans emploi | Songeritelo |
| 73 | Roze | Masculin | 19 | Sans emploi | Songeritelo |
| 74 | Niriko Henintsoa | Feminin | 14 | Elève | Ambondrolava |
| 75 | Solofo Niriko Balsame | Feminin | 15 | Elève | Ambondrolava |
| 76 | Rejela J.J. | Masculin | 16 | Sans emploi | Belalanda |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 77 | Bezandry Léonard | Masculin | 35 | Sans emploi | Belalanda |
| 78 | Claude | Masculin | 35 | Sans emploi | Songeritelo |
| 79 | Tsilevo Rako Mahavaliky | Masculin | 33 | Sans emploi | Songeritelo |
| 80 | Alimba Kolody | Masculin | 30 | Sans emploi | Songeritelo |
| 81 | Remi Rainibao | Masculin | 20 | Elève | Songeritelo |
| 82 | Forassy | Masculin | 22 | Elève | Songeritelo |
| 83 | Rejola | Feminin | 19 | Elève | Songeritelo |
| 84 | Henriette Margueritte | Feminin | 35 | Sans emploi | Songeritelo |
| 85 | Zemeny | Feminin | 27 | Sans emploi | Belitsaky Tanambao |
| 86 | Lalaina | Feminin | 17 | Sans emploi | Belitsaky Tanambao |
| 87 | Christian | Masculin | 25 | Sans emploi | Belitsaky Tanambao |
| 88 | Andrianjaka | Masculin | 21 | Sans emploi | Belitsaky Tanambao |
| 89 | ELIZA HELINA | Féminin | 17 | Sans emploi | Tsingeritelo |
| 90 | Gauthier FANINTONA | Masculin | 28 | Sans emploi | Tsingeritelo |
| 91 | TSARAMILA Jean Frédéric | Masculin | 23 | Pêcheur | Tsingeritelo |
| 92 | ARIETTE MARGUERITE | Féminin | 23 | Sans emploi | Tsingeritelo |
| 93 | RAHEZAKA Francis | Masculin | 27 | Etudiant(e) | MIARY |
| 94 | JAOMAURICE | Masculin | 29 | Etudiant(e) | MIARY |
| 95 | TSIFOINY Noël | Masculin | 25 | Vaccinateur en élévage | MIARY |
| 96 | NGAROKE Anilison | Masculin | 25 | Instituteur | MIARY |
| 97 | Tahindraza Christopher RAVELOJAONA | Masculin | 32 | Cultivateur | MIARY |
| 98 | Mboizy | Feminin | 24 | Sans emploi | Miary Ambohibolo |
| 99 | Nantenaina | Feminin | 29 | Sans emploi | Miary Tanambao |
| 100 | olidin | Feminin | 25 | Avec emploi | Miary Anjamasy |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 101 | Andriarivoarisoa Nanirlah | Masculin | 19 | Avec emploi | Miary Betsileo |
| 102 | Dodiament | Masculin | 15 | Elève | Ambohibola |
| 103 | RAZAFINDRAIBE Oly | Feminin | 29 | Avec emploi | Befanamy |
| 104 | Razanaka Nomeny | Feminin | 19 | Elève | Befanamy |
| 105 | SOLONIAINA Zaivelo | Feminin | 35 | Avec emploi | MIARY BETSILEO |
| 106 | SOLOMAMPIONONA FIDY Olga | Feminin | 19 | Sans emploi | MIARY BETSILEO |
| 107 | ZANAFARA Marie Sevenevick | Feminin | 14 | Elève | MIARY AMBOHIKOLA |
| 108 | MAHATRANGA Silamo | Masculin | 28 | Elève | Miary Betsileo |
| 109 | TSIFERANA MIRANA | Feminin | 22 | Sans emploi | ANKARERA |
| 110 | HARISOA BEZA | Masculin | 34 | Sans emploi | ANDAKARERA |
| 111 | ANDRIATSIHAFA Tovoniaina Olivier | Masculin | 18 | Elève | MIARY |
| 112 | Nambinina | Masculin | 26 | Avec emploi | Betsileo |
| 113 | Shaft Yong | Masculin | 23 | Elève | Tanambao |
| 114 | Didiasy Nouvelle | Masculin | 15 | Elève | Ambohibola |
| 115 | Fisora Gabriella | Masculin | 19 | Elève | Miary Betsileo |
| 116 | Houssen Zaïda | Masculin | 32 | Avec emploi | Miary Fenoagnivo |
| 117 | Rija | Masculin | 24 | Sans emploi | Miary Ville |
| 118 | Samonina | Masculin | 19 | Sans emploi | Miary Betsileo |
| 119 | Fitahia | Masculin | 26 | Sans emploi | Miary Tanambao |
| 120 | Solofo | Masculin | 29 | Sans emploi | Miary Ville |
| 121 | Christopher | Masculin | 35 | Sans emploi | Miary Betsileo |
| 122 | Ravelojaona | Masculin | 32 | Sans emploi | Miary Betsileo |
| 123 | RAMAMONJISOA Jean Paul | Masculin | 17 | Elève | Mitsinjo |
| 124 | RANDRIAMIADANA Jean Ferlin | Masculin | 18 | Etudiant(e) | Befamby |
| 125 | RAZAFIMANDAHY Justin | Masculin | 16 | Elève | Befamby |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Bonaparte | | | | |
| 126 | LAHIMANDIMBISON Jean André | Masculin | 17 | Elève | Malatsinavo |
| 127 | ANDRIANTSILAVO Paul | Masculin | 20 | Elève | Andalavy |
| 128 | MAHAFILA Jeannot | Masculin | 18 | Elève | Mitsinjo |
| 129 | NIRIKO Roger Barthel | Masculin | 17 | Elève | Mitsinjo |
| 130 | BERNIE | Masculin | 22 | Etudiant(e) | Mitsinjo |
| 131 | TSILAVO Herison Philibert Sina | Masculin | 17 | Elève | Mitsinjo |
| 132 | PIEMBY Joseph Calvin | Masculin | 18 | Elève | Mitsinjo |
| 133 | Lucien Jean TAVILAHY | Masculin | 17 | Elève | Mitsinjo |
| 134 | RANDRIANASOLO Anatole Judy | Masculin | 18 | Elève | Mitsinjo |
| 135 | ANDRIANINDAHY Mijoro Macrinet Ialison | Masculin | 24 | Etudiant(e) | Mitsinjo |
| 136 | ZAFIMANDIMBY Elinah Christine | Féminin | 16 | Elève | Mitsinjo |
| 137 | ANDRIANJAFIZAMA Bel Giovanni | Masculin | 24 | Elève | Mitsinjo |
| 138 | ANDRIANANTENAINA Max Bonnaventure | Masculin | 20 | Elève | Mitsinjo |
| 139 | NESTOR | Masculin | 23 | Elève | MANINDAY |
| 140 | JEANNE VERDICE SOLOMONE | Feminin | 23 | Elève | AMPASINABO |
| 141 | SAOTRA SYLVIA | Feminin | 23 | Elève | AMPASINABO |
| 142 | Jean Yves | Masculin | 32 | Sans emploi | Andaboly |
| 143 | Caroline | Feminin | 17 | Elève | Andaboly |
| 144 | Nomenjanahary N.Rossetta | Feminin | 20 | Elève | Ampasinabo |
| 145 | Mandigny Harson Cassmir | Masculin | 19 | Elève | Andamasiny |
| 146 | Hermane | Masculin | 24 | Sans emploi | Mitsinjo |
| 147 | Rakotovao Alexandre | Masculin | 27 | Sans emploi | Andamasiny |
| 148 | Soaïba | Feminin | 16 | Elève | Befanamy |
| 149 | Lucien Tavilahy | Masculin | 14 | Elève | Belemboka |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 150 | Angela | Feminin | 15 | Elève | Belemboka |
| 151 | Hariniaina Dalila | Masculin | 17 | Elève | Ampasinabo |
| 152 | Raharimalala | Feminin | 14 | Elève | Ampasinabo |
| 153 | ZOEMAFY Masorah Hikoboazy | Masculin | 19 | Elève au Lycée Technique | Andakoro |
| 154 | RASOAFIAVY Marie Léa | Féminin | 21 | Elève au Lycée | Andakoro |
| 155 | BOTOTSAKO Mampiray Haingoniaina Elysa | Féminin | 17 | Elève au Lycée Laurent Botokeky | Andakoro |
| 156 | MIANDRISOA Prosper Sharon | Masculin | 24 | Etudiant(e) Université Manday | Andakoro |
| 157 | RAZAFISOA Seheno Daniela | Féminin | 17 | Elève au Lycée Technique | Andakoro |
| 158 | RANDRIANANTENAINA Claude | Masculin | 17 | Elève au Lycée Orthodoxe | Betela |
| 159 | RAZAFIARISOA Marie Rose | Féminin | 22 | Etudiant(e) à l'Université Manday | Betela |
| 160 | DIASY Florence | Féminin | 19 | Elève | Betsinjaka |
| 161 | HENRIETTE Tirinosy | Féminin | 35 | Sans emploi | Betsinjaka |
| 162 | MIRARISOA Aimée Jorence | Feminin | 16 | Elève | TOBY BETELA |
| 163 | CELIA Delphine | Feminin | 19 | Elève | TOBY BETELA |
| 164 | RALAHISAMBA Elson Nanahary | Masculin | 24 | Elève | ANDRANOMENA |
| 165 | VORIDAOTSE Maha Jean Arser | Masculin | 18 | Sans emploi | ANAKAIASY |
| 166 | RIJAFENOAINA Joseph | Masculin | 24 | Elève | ANDRANOMENA |
| 167 | Hantanirina | Feminin | 24 | Sans emploi | Andakoro |
| 168 | Clairance | Feminin | 17 | Sans emploi | Andakoro |
| 169 | Nantenaina | Feminin | 23 | Sans emploi | Antsihanaka |
| 170 | Rapoli | Feminin | 25 | Sans emploi | Ankilimarovohatse |
| 171 | Ampela | Feminin | 27 | Sans emploi | Ankilimarovohatse |
| 172 | Avisoa | Feminin | 28 | Sans emploi | Ankilimarovohatse |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 173 | MASITATA | Feminin | 30 | Elève | Ankilimarovohatse |
| 174 | Colle | Masculin | 19 | Elève | Ankilimarovohatse |
| 175 | Perline | Feminin | 17 | Elève | Motombe |
| 176 | Dalia | Feminin | 17 | Elève | Motombe |
| 177 | RAKOTO | Masculin | 25 | Elève | Ankilimarovohatse |
| 178 | Hortencia | Feminin | 15 | Elève | Ankilimarovohatse |
| 179 | Jacqueline | Feminin | 15 | Elève | Ankilimarovohatse |
| 180 | Carna | Masculin | 15 | Elève | Ankilimarovohatse |
| 181 | Mimasoa | Feminin | 16 | Elève | Antanimikodoy |
| 182 | BEVELO | Masculin | 28 | Sans emploi | Ankilimarovohatse |
| 183 | TSIKY ANDREAS | Féminin | 15 | Elève | Sanfily |
| 184 | ANTOINE THEOPHILE | Masculin | 17 | Elève | Sanfily |
| 185 | RASOANAMBININA Solange | Féminin | 16 | Elève | Mahavatsy II |
| 186 | RASOANAMBININA Maminiaina Anita Passagine | Féminin | 17 | Elève | Mahavatsy II |
| 187 | RANDRIANANTENAINA Vonjinjanahary | Masculin | 23 | Etudiant(e) | Mahavatsy II |
| 188 | RATOVONIAINA Jacky | Masculin | 20 | Elève | Ampasikibo |
| 189 | Sylvano Patrice PLACIDE | Masculin | 22 | Sans emploi | Ampasikibo |
| 190 | RASOANANTENAINA Lucienne | Féminin | 20 | Elève | Amborogony |
| 191 | TONDRA Mesmine Alvide | Féminin | 23 | Animatrice radio Bel Avenir | Mahavatsy I |
| 192 | NOMENJANAHARY François Prospérant | Masculin | 19 | Elève | Amborongony |
| 193 | NOMENJANAHARY Ando Patrick | Masculin | 15 | Elève | Amborongony |
| 194 | RAMALANJAONA Santos Fils | Masculin | 22 | Collecteur | Sans fil |
| 195 | HOAMBY Arielle Inès | Féminin | 19 | Elève | Ampasikibo |
| 196 | RAZANAMALALA Lydie Natacha | Féminin | 18 | Elève | Andaboly |
| 197 | RAZAKARIVELO Michèle Marie Anna | Féminin | 19 | Elève | Tsimenatse I |
| 198 | RAVAOMIORINDRAZA Grenodine | Féminin | 15 | Elève | Ampasikibo |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 199 | RAVOLOLONIRINA Emma Edwige III | Féminin | 19 | Elève | Ampasikibo |
| 200 | ADELINE Germaine | Féminin | 17 | Elève | Soanafindra |
| 201 | LANTONIRINA Hery | Féminin | 24 | Réceptionniste, Animatrice Gouvernance par le mobile | Mahavatsy II |
| 202 | Justin | Masculin | 19 | Elève (CEG Mahavatse II) | |
| 203 | FARAMALALA Ginah Laurencia | Féminin | 17 | Etudiant(e)e | Andabizy |
| 204 | MICKAEL Colombo | Masculin | 29 | Businessman | Andabizy |
| 205 | NOELLA | Féminin | 22 | Etudiant(e)e (Université Manday) | |
| 206 | JACQUOT | Masculin | 20 | Etudiant(e) (Université Manday) | Tanambao |
| 207 | MARCELLIA Andrianomentsoa Solonirina | Féminin | 16 | Elève (La Poussinière) | Tanambao |
| 208 | KEMBA Vola Françoise | Féminin | 14 | Elève (La Poussinière) | Tanambao |
| 209 | RAMAROLAHY Fidèle | Masculin | 15 | Elève (Lycée Privé Les Roitelets) | Tsenengea |
| 210 | MAMPIHERY Victor | Masculin | 16 | Elève (Lycée Privé Les Roitelets) | Tsenengea |
| 211 | TINARD | Masculin | 17 | Elève (Lycée Privé Les Roitelets) | Tsenengea |
| 212 | LUCAS Freddy | Masculin | 18 | Elève (Lycée Privé Les Roitelets) | Tsenengea |
| 213 | RAHARINOMENJAHARY Chantal | Féminin | 18 | Elève (Lycée Laurent Botokeky) | |
| 214 | RATOENANAHARY Fabrice Makatiry | Masculin | 23 | SEMA | Tsianaloka |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 215 | RAKOTONIRINA Stanislas | Masculin | 29 | Animateur | Champ de Foire |
| 216 | BRANDO Zafimandimby | Masculin | 18 | Elève (Lycée Laurent Botokeky) | Champ de Foire |
| 217 | RANDRIANOELISON Eugénio | Masculin | 17 | Etudiant(e) | BETIOKY |
| 218 | VAHINISOA Antonio | Masculin | 20 | Etudiant(e) | Betioky Centre |
| 219 | LUDDO CHRISTIAN | Masculin | 24 | Etudiant(e) | Betioky Centre |
| 220 | SAHAZA Prizi | Féminin | 20 | Etudiant(e) | Betioky Centre |
| 221 | RANDRIANJANAKA Nich Freeman Gabriel | Féminin | 22 | Etudiant(e) | Besely |
| 222 | NOELISON Jachad Armel | Féminin | 17 | Etudiant(e) | Besely |
| 223 | RAMANAKORAISINA Hanitra Fabiolah | Féminin | 20 | Commerçante | Besely |
| 224 | SOATAHY Elpriscilla Ralainirina | Féminin | 22 | Etudiant(e) | Besely |
| 225 | RANDRIANIRINA Jose Marco | Masculin | 19 | Etudiant(e) | Betioky |
| 226 | ZAFIMBOLATIANA Nomenjanahary Jocelyn | Masculin | 24 | Etudiant(e) | Betioky |
| 227 | IARIVONY Prisca | Féminin | 20 | Etudiant(e) | Betioky |
| 228 | RALALANIRINA Francia | Féminin | 19 | Etudiant(e) | Betioky |
| 229 | SAMBOARIVELO Noelson | Masculin | 21 | Etudiant(e) | Betioky |
| 230 | RIVOMANA Simon | Masculin | 27 | Sans emploi | Betioky centre |
| 231 | Jean Luc | Masculin | 23 | Sans emploi | Betioky centre |
| 232 | Njaka F | Masculin | 25 | Sans emploi | Betioky centre |
| 233 | PIPO Alin | Masculin | 23 | Sans emploi | Betioky centre |
| 234 | Zaka Bertrant | Masculin | 28 | Sans emploi | Betioky centre |
| 235 | Soatata | Masculin | 18 | Sans emploi | Betioky centre |
| 236 | Daurice Andreace | Masculin | 30 | Sans emploi | Betioky centre |
| 237 | Ferlin | Masculin | 24 | Sans emploi | Betioky centre |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 238 | Ramarosoa Gent | Masculin | 32 | Sans emploi | Betioky centre |
| 239 | Bargasy Realy | Masculin | 28 | Sans emploi | Betioky centre |
| 240 | Donné | Masculin | 28 | Sans emploi | Betioky centre |
| 241 | ABDON | Masculin | 19 | Sans emploi | Betioky centre |
| 242 | Nirina H | Masculin | 21 | Sans emploi | Betioky centre |
| 243 | Dany | Masculin | 33 | Avec emploi | Betioky centre |
| 244 | Meme | Masculin | 32 | Avec emploi | Betioky centre |
| 245 | Ramamonjy Ehotrine | Masculin | 35 | Avec emploi | Betioky centre |
| 246 | Kathemambra | Masculin | 32 | Avec emploi | Betioky centre |
| 247 | Rakotonirina Lydo | Masculin | 22 | Etudiant(e) | Mahaboboka |
| 248 | Razafimandimby Emily | Féminin | 20 | Etudiant(e)e | Mahaboboka |
| 249 | Tohandrazamandimby Ernest | Masculin | 20 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 250 | François Christian | Masculin | 24 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 251 | Mme Augustine | Féminin | 28 | Agricultrice | Mahaboboka |
| 252 | Limbindrazay Tsifoy | Masculin | 20 | Etudiant(e) | Mahaboboka |
| 253 | Ramampiherika Tsiareza | Masculin | 26 | Commerçant | Mahaboboka |
| 254 | Bemahafaly | Masculin | 25 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 255 | Lazandray justin | Masculin | 23 | Agriculteur | Mahaboboka |
| 256 | Rakotoarisoa Hobiniaina Marie Eline | Feminin | 18 | Elève | Mahaboboka |
| 257 | Arnold | Masculin | 17 | Elève | Mahaboboka |
| 258 | Rakotondravelo Solod=fosoa O. | Feminin | 18 | Elève | Mahaboboka |
| 259 | Lalaina Harisoa Zerimena Ela | Feminin | 14 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 260 | Tovana | Feminin | 17 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 261 | Randrianasolo | Feminin | 17 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 262 | Lolila | Feminin | 25 | Sans emploi | Mahaboboka |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 263 | Dien | Feminin | 24 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 264 | Dety | Feminin | 20 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 265 | Mémé | Feminin | 32 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 266 | Loloh | Feminin | 23 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 267 | Patrick | Feminin | 17 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 268 | Kambson | Masculin | 30 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 269 | Tongavelo Herindraza J. | Masculin | 20 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 270 | Soloniaina Jena F. | Masculin | 34 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 271 | Zezeka | Masculin | 32 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 272 | Pière | Masculin | 34 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 273 | Popie | Masculin | 32 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 274 | Clarrisse | Feminin | 28 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 275 | Tsiky | Masculin | 20 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 276 | Manja | Masculin | 20 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 277 | Razanamalala Onjanomena | Féminin | 19 | Sans emploi | SAKARAHA |
| 278 | Rasoanantenaina Clotilde | Féminin | 31 | Avec emploi | SAKARAHA |
| 279 | Marie Odette | Féminin | 23 | Avec emploi | SAKARAHA |
| 280 | Rasoanirina Nastasia | Féminin | 22 | Avec emploi | SAKARAHA |
| 281 | Mampisaraka Clo Herman | Masculin | 22 | Sans emploi | SAKARAHA |
| 282 | Nomenjanahary Helene | Féminin | 27 | Sans emploi | SAKARAHA |
| 283 | Jasque Newton | Masculin | 28 | Sans emploi | SAKARAHA |
| 284 | Gaspard Michel | Masculin | 32 | Sans emploi | SAKARAHA |
| 285 | Andriamampiovanarivo | Masculin | 16 | Elève | SAKARAHA |
| 286 | Pierrot Nelastin | Masculin | 15 | Elève | SAKARAHA |
| 287 | Delphine | Féminin | 28 | Elève | SAKARAHA |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 288 | Rafanomezantsoa | Masculin | 23 | Sans emploi | SAKARAHA |
| 289 | Mandroraza Erifiankina | Masculin | 16 | Elève | SAKARAHA |
| 290 | Mandrara Falco | Masculin | 25 | Avec emploi | SAKARAHA |
| 291 | Mahalina Nasa | Féminin | 16 | Elève | SAKARAHA |
| 292 | Roselina | Feminin | 18 | Elève | Soarano |
| 293 | Ravitsoa | Feminin | 35 | Avec emploi | Ambony Andrefana |
| 294 | Angelo | Masculin | 18 | Elève | Amboasary |
| 295 | Andry | Masculin | 15 | Elève | Amboasary |
| 296 | Zafy | Masculin | 25 | Avec emploi | Andasy |
| 297 | Edonné Mandinesoa | Masculin | 16 | Elève | Soarano |
| 298 | Romana Razily | Masculin | 35 | Avec emploi | Soaranao |
| 299 | Avitiny | Feminin | 35 | Avec emploi | Soarano |
| 300 | Lihno | Feminin | 14 | Elève | Betela |
| 301 | Lahimana | Masculin | 35 | Sans emploi | Betela |
| 302 | Diana | Feminin | 15 | Elève | Soarano |
| 303 | Manahira Lala | Masculin | 18 | Elève | Soarano |
| 304 | Kris | Feminin | 17 | Elève | Andasy |
| 305 | Bantza | Feminin | 35 | Avec emploi | Soarano |
| 306 | Fabrice | Masculin | 17 | Elève | Sakaraha Bas |
| 307 | Auguste | Masculin | 27 | Sans emploi | Saint - Augustin |
| 308 | Eddy | Masculin | 23 | Elève | Saint - Augustin |
| 309 | FANIVO | Masculin | 30 | Sans emploi | Saint - Augustin |
| 310 | Lova | Masculin | 27 | Sans emploi | Saint - Augustin |
| 311 | Noelson | Masculin | 19 | Sans emploi | Saint - Augustin |
| 312 | Clara | Feminin | 20 | Elève | Saint - Augustin |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 313 | Kala | Feminin | 24 | Elève | Saint - Augustin |
| 314 | Davida | Masculin | 23 | Elève | Saint - Augustin |
| 315 | LAMBERT | Masculin | 28 | Avec emploi | Saint - Augustin |
| 316 | Jean Baptiste | Masculin | 29 | Avec emploi | Saint - Augustin |
| 317 | NARISISY | Masculin | 27 | Elève | Saint Augustin |
| 318 | PIERRE | Masculin | 26 | Elève | Saint Augustin |
| 319 | DENISE | Feminin | 34 | Avec emploi | Saint Augustin |
| 320 | SOANOMENY | Feminin | 22 | Elève | Saint Augustin |
| 321 | SALIMA | Feminin | 30 | Avec emploi | Saint Augustin |
| 322 | DENISE | Feminin | 16 | Elève | Saint Augustin |
| 323 | DESIRE | Masculin | 22 | Elève | Saint Augustin |
| 324 | FLORA | Feminin | 25 | Sans emploi | Saint Augustin |
| 325 | HAINGO | Feminin | 20 | Sans emploi | Saint Augustin |
| 326 | OLGA | Feminin | 22 | Sans emploi | Saint Augustin |
| 327 | CLARISSE | Feminin | 16 | Avec emploi | Saint Augustin |
| 328 | BRISITTE | Feminin | 16 | Sans emploi | Saint Augustin |
| 329 | RIVO | Masculin | 18 | Sans emploi | Saint Augustin |
| 330 | VENANCE | Masculin | 22 | Sans emploi | Saint Augustin |
| 331 | DADININA | Feminin | 24 | Sans emploi | Saint Augustin |
| 332 | DINA | Feminin | 27 | Avec emploi | Saint Augustin |
| 333 | BEHAJA | Masculin | 20 | Sans emploi | Saint Augustin |
| 334 | OLIVIER | Masculin | 19 | Sans emploi | Saint Augustin |
| 335 | TINY Fomenjanahary | Feminin | 16 | Sans emploi | Saint Augustin |
| 336 | TIANA | Feminin | 23 | Elève | Saint Augustin |
| 337 | Ravaoarisolo Rose Eliane | Feminin | 17 | Elève | Andranovory |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 338 | Tirisoa | Feminin | 28 | Sans emploi | Andranovory |
| 339 | Solo Tarazara Lanto | Feminin | 32 | Avec emploi | Andranovory |
| 340 | SALINY | Feminin | 30 | Avec emploi | Andranovory |
| 341 | Tavizy | Feminin | 20 | Etudiant(e) | Andranovory |
| 342 | Nambiny | Feminin | 21 | Etudiant(e) | Andranovory |
| 343 | Razanamalala | Feminin | 23 | Etudiant(e) | Andranovory |
| 344 | Hanitra NOMENJANAHARY | Feminin | 22 | Etudiant(e) | Andranovory |
| 345 | Sainte Flora | Feminin | 16 | Elève | Andranovory |
| 346 | Alexandrine | Feminin | 28 | Sans emploi | Andranovory |
| 347 | DELY | Feminin | 30 | Sans emploi | Andranovory |
| 348 | Collette | Feminin | 29 | Sans emploi | Andranovory |
| 349 | Olivia | Feminin | 25 | Sans emploi | Andranovory |
| 350 | Edmindine | Feminin | 25 | Sans emploi | Andranovory |
| 351 | Hanitriniaina | Feminin | 25 | Sans emploi | Andranovory |
| 352 | Harinantenaina | Feminin | 24 | Sans emploi | Andranovory |
| 353 | Rabialalaina | Feminin | 23 | Sans emploi | Andranovory |
| 354 | Tsiambany Stephan | Masculin | 16 | Elève | Andranovory |
| 355 | Antoine Tsisaky | Masculin | 14 | Avec emploi | Andranovory |
| 356 | Nambinintsoa | Masculin | 16 | Avec emploi | Andranovory |
| 357 | Bevoerany | Masculin | 33 | Avec emploi | Andranovory |
| 358 | TODISOM Gerardangelot | Masculin | 15 | Elève | Andranovory |
| 359 | ELIANE | Feminin | 30 | Sans emploi | Andranovory |
| 360 | Rasabotsilahy Aimé Bonné | Masculin | 26 | Sans emploi | Andranovory |
| 361 | Ravaonandrasana Emilienne | Feminin | 29 | Sans emploi | Andranovory |
| 362 | Marina Georgette | Feminin | 29 | Sans emploi | Andranovory |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 363 | Olga Justine | Feminin | 25 | Sans emploi | Andranovory |
| 364 | Hermeny Menjosia | Feminin | 34 | Sans emploi | Andranovory |
| 365 | Rose Elina | Feminin | 20 | Sans emploi | Andranovory |
| 366 | Christodine Fredline R. | Feminin | 32 | Avec emploi | Andranovory |

**FOCUS JEUNES** (SUD OUEST)

| | **NOMS** | **SEXE** | **AGE** | **ACTIVITES** | **FOKONTANY** |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | ANDRIANIAINA Astino | Masculin | 17 | Elève | ANKILILAOKA |
| 2 | ROMARIC Urbain Herman | Masculin | 22 | Etudiant(e) | ANKILILAOKA |
| 3 | LAVOISIER Fidison | Masculin | 17 | Elève | ANKILILAOKA |
| 4 | RANDRIAMISAINA Geraldo Blaise Elysée | Masculin | 17 | Elève | ANKILILAOKA |
| 5 | MANDIMBISOA Yolande | Féminin | 18 | Elève | ANKILILAOKA |
| 6 | RAHELIARISOA Olivia | Féminin | 18 | Elève | ANKILILAOKA |
| 7 | RASOANANTENAINA Julienne | Féminin | 16 | Elève | ANKILILAOKA |
| 8 | VIERGE Hita | Feminin | 20 | Sans emploi | ANKILILAOKA |
| 9 | RASOANANDRASANA Esther | Feminin | 18 | Sans emploi | ANKILILAOKA |
| 10 | RAZAFIMAHATRATRA Armand jose | Masculin | 34 | Sans emploi | ANKILILAOKA |
| 11 | TOUSSAINT | Masculin | 21 | Sans emploi | Mangily |
| 12 | ANTAVISOA Joseph | Masculin | 26 | Commerçant | Mangily |
| 13 | GERMAINE Joséphine | Féminin | 18 | Etudiant(e) | Mangily |
| 14 | RASOA Françoise | Féminin | 30 | Commerçante | Mangily |
| 15 | BENOIT Edmond | Masculin | 26 | Sans emploi | Mangily |
| 16 | FRAMBELINY Eléonore | Féminin | 31 | Sans emploi | Mangily |
| 17 | SAMUELINE | Féminin | 25 | Animatrice | Mangily |
| 18 | TOUSSAINT | Masculin | 21 | Sans emploi | Mangily |
| 19 | ANTAVISOA Joseph | Masculin | 26 | Commerçant | Mangily |
| 20 | Fanja Mahefa | Feminin | 26 | Sans emploi | Mangily |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 21 | RAVAONIRINA Pauline | Féminin | 16 | Elève | Belalanda |
| 22 | CLAUDIA Laurette | Féminin | 14 | Elève | Belalanda |
| 23 | OLIVIA | Féminin | 14 | Elève | Belalanda |
| 24 | VITASOA Rostand | Masculin | 16 | Elève | Belalanda |
| 25 | RAFANOMEZANTSOA Joseph | Masculin | 14 | Elève | Belalanda |
| 26 | ALBERT Gervais | Masculin | 16 | Elève | Belalanda |
| 27 | RASOARIBODO Florence | Feminin | 20 | Sans emploi | Belalanda |
| 28 | François Yvas | Masculin | 33 | Sans emploi | Belalanda |
| 29 | Yolande Joceline | Feminin | 23 | Sans emploi | Belalanda |
| 30 | Evariste | Masculin | 21 | Sans emploi | Belalanda |
| 31 | RANDRIANASOLO André | Masculin | 23 | Pêcheur | St Augustin |
| 32 | RATOVONDRAY Moïse | Masculin | 18 | Guide touristique | St Augustin |
| 33 | VASALAHY Branchbon Tiarson | Masculin | 24 | Etudiant(e) | St Augustin |
| 34 | RAZANANJANAHARY Frédéric Tsirafes | Masculin | 25 | Pêcheur | St Augustin |
| 35 | BESOFARANY Briany Kapitaly | Masculin | 30 | Pêcheur | St Augustin |
| 36 | RABENANDRASANA Martin | Masculin | 26 | Pêcheur | St Augustin |
| 37 | RAZAFIANAKA RANDRIANARISON Augustin | Masculin | 28 | Point focal | St Augustin |
| 38 | RAKOTOMALALA Herman | Masculin | 27 | Spécialiste en Organisation paysanne | St Augustin |
| 39 | NETY | Feminin | 30 | Avec emploi | St Augustin |
| 40 | REPINA | Feminin | 18 | Avec emploi | St Augustin |
| 41 | ANDRIANANDRASANA Jacques Constant | Masculin | 21 | Elève | Amborogony |
| 42 | RAKOTOMALALA Mamy Elie | Masculin | 16 | Elève | Amborogony |
| 43 | RAZANADRAINY Realy Rarclos Kinder | Masculin | 21 | Etudiant(e) | Amborogony |
| 44 | BRUNELLE Annick Noella | Féminin | 23 | Etudiant(e) | Amborogony |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 45 | TSIRONA Hasina Louisette | Féminin | 21 | Elève | Amborogony |
| 46 | MASINDAZA Harison | Masculin | 24 | Etudiant(e) | Amborogony |
| 47 | TODISOA Jean Ministe | Masculin | 19 | Elève | Amborogony |
| 48 | Jolie | Feminin | 32 | Avec emploi | Amborogony |
| 49 | Mampionona Jean | Masculin | 17 | Avec emploi | Amborogony |
| 50 | Haingo | Feminin | 21 | Sans emploi | Amborogony |
| 51 | NOMENJANAHARY floridette Natacha | Féminin | 20 | Sans emploi | Betioky |
| 52 | RAMASINANDRO nomenjanahary | Masculin | 20 | Sans emploi | Betioky |
| 53 | OLIVA SAMBANY Claudette | Féminin | 22 | Sans emploi | Betioky |
| 54 | RANDRIAMAHERY nambinina severin | Masculin | 19 | Elève | Betioky |
| 55 | EFARALAHY Etandra | Masculin | 22 | Sans emploi | Betioky |
| 56 | SOLOFONJANAHARY tantely | Féminin | 18 | Etudiant(e) | Betioky |
| 57 | Marelonoro | Feminin | 35 | Sans emploi | Betioky |
| 58 | Kolomina | Feminin | 35 | Sans emploi | Betioky |
| 59 | Adrienne | Feminin | 34 | Sans emploi | Betioky |
| 60 | Olga | Feminin | 30 | Sans emploi | Betioky |
| 61 | Marie Claire | Féminin | 24 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 62 | Fanjara Sylvie | Féminin | 20 | Cultivateur (trice) | Mahaboboka |
| 63 | Razanatsimba Herimalala | Féminin | 19 | Cultivateur (trice) | Mahaboboka |
| 64 | Zafinirina J. | Masculin | 20 | Cultivateur (trice) | Mahaboboka |
| 65 | Raherimalala Maminirina | Masculin | 21 | Etudiant(e) | Mahaboboka |
| 66 | Rakotoarimanana Raoelison | Masculin | 23 | Cultivateur (trice) | Mahaboboka |
| 67 | Fanjoa André | Féminin | 23 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 68 | Christine | Feminin | 22 | Sans emploi | Mahaboboka |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 69 | Noèline | Feminin | 35 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 70 | Augustine | Feminin | 31 | Sans emploi | Mahaboboka |
| 71 | Larrisa | Feminin | 16 | Elève | Sakaraha |
| 72 | Din | Masculin | 17 | Elève | Sakaraha |
| 73 | Landa | Masculin | 29 | Avec emploi | Sakaraha |
| 74 | Miora | Feminin | 24 | Avec emploi | Sakaraha |
| 75 | Rosia | Feminin | 26 | Avec emploi | Sakaraha |
| 76 | Harena | Masculin | 23 | Elève | Sakaraha |
| 77 | Woren | Masculin | 21 | Elève | Sakaraha |
| 78 | Naly | Feminin | 27 | Avec emploi | Sakaraha |
| 79 | Narah | Feminin | 27 | Avec emploi | Sakaraha |
| 80 | Noré | Feminin | 27 | Avec emploi | Sakahara |
| 81 | Fiankina | Masculin | 31 | Avec emploi | Andranovory |
| 82 | Longoavy | Masculin | 16 | Avec emploi | Andranovory |
| 83 | Narcisse | Masculin | 27 | Avec emploi | Andranovory |
| 84 | Alphonse | Masculin | 24 | Avec emploi | Andranovory |
| 85 | SAHAZA Louis Gabriel | Masculin | 35 | Sans emploi | ANDRANOVORY |
| 86 | MONJAKELY Louis François | Masculin | 19 | Elève | ANDRANOVORY |
| 87 | GEORGETTE Vaovolo | Feminin | 20 | Sans emploi | ANDRANOVORY |
| 88 | Fidisoa Soatafa | Masculin | 16 | Elève | Andranovory |
| 89 | Ylarson Takiva Rekcy | Masculin | 27 | Sans emploi | Andranovory |
| 90 | DIMBY Dofy Mahaleo Rolland | Masculin | 17 | Elève | Andranvory |
| 91 | HELISOA SIZA | Feminin | 23 | Sans emploi | BETSINJAKA |
| 92 | RAITRAMBININTSOA A.N.V. | Masculin | 18 | Elève | BETSINJAKA |
| 93 | RAVAOHITA JOCELYNE | Feminin | 25 | Sans emploi | BETSINJAKA |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 94 | BELAGERA | Masculin | 24 | Sans emploi | BETSINJAKA |
| 95 | RAHANTANIRINA FANJANIAIKO LARISSA | Feminin | 21 | Sans emploi | BETSINJAKA |
| 96 | NORBERT | Masculin | 29 | Sans emploi | BETSINJAKA |
| 97 | RAOUL NIRINA FANJANIAINA MICHEL | Masculin | 16 | Elève | BETSINJAKA |
| 98 | Odette TOVONDRAVAO | Feminin | 18 | Sans emploi | Betsinjaka |
| 99 | TODINIRINA Raharison Xavier Simon | Masculin | 18 | Elève | BETSINJAKA |
| 100 | LOUISIANE Gabrielle | Feminin | 25 | Elève | BETSINJAKA |
| 101 | PAPISOA Soanala | Feminin | 14 | Elève | Miary Lamatihy |
| 102 | RAZAFINDAMINA Emma | Feminin | 29 | Avec emploi | Miary Lamatihy |
| 103 | DORIAZY Nomenjanahary Page Jullliette | Feminin | 18 | Elève | Miary Lamatihy |
| 104 | KOLO Herinddrainy S | Masculin | 14 | Elève | Miary Lamatihy |
| 105 | HANTANIAINA Viviane Marcellia | Feminin | 14 | Elève | Miary Lamatihy |
| 106 | LAHARANTSOA Nomenjanahary Justin | Feminin | 14 | Elève | Miary Lamatihy |
| 107 | RAZAFIMAMITIANANOMENJAHARY Lucette | Feminin | 14 | Elève | Miary Lamatihy |
| 108 | RAZAFINDAMINA Emmie | Feminin | 28 | Elève | Miary Lamatihy |
| 109 | MANGINE Diane | Feminin | 20 | Elève | Miary Lamatihy |
| 110 | RAZAFINDRAINA Emma | Feminin | 30 | Avec emploi | Miary Lamatihy |
| 111 | VERY | Masculin | 28 | Elève | Mitsinjo |
| 112 | KEMBATSARA Benedicte | Feminin | 23 | Elève | Mitsinjo |
| 113 | RAKOTOMALALA Rasma | Masculin | 22 | Elève | Mitsinjo |
| 114 | YMAR Jean de Dieu | Masculin | 24 | Elève | Mitsinjo |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 115 | STANLEY Kenzy | Masculin | 23 | Elève | Mitsinjo |
| 116 | AMBINJARA J.Cyprien | Masculin | 24 | Elève | Mitsinjo |
| 117 | RAZAFINDRASOLO Haingotiako | Feminin | 22 | Elève | Mitsinjo |
| 118 | LAHIRAVO Moramana Georges | Masculin | 21 | Elève | Mitsinjo |
| 119 | RAZAFINDRASOA Soafara | Feminin | 27 | Elève | Mitsinjo |
| 120 | RESAMBANY Fleurette | Feminin | 26 | Elève | Mitsinjo |

**ENTRETIEN ET FOCUS AUTORITES LOCALES (SUD OUEST)**

| | NOMS | SEXE | FONCTION | FOKONTANY |
|---|---|---|---|---|
| 1 | ZAITONY Rokia | Féminin | Secrétaire d'Etat Civil | ANKILILAOKA |
| 2 | HANITRINIAINA Sahondra | Féminin | Secrétaire d'Etat Civil | ANKILILAOKA |
| 3 | RALARO Grégoire | Masculin | Secrétaire d'Etat Civil et Adjoint au Maire | ANKILILAOKA |
| 4 | FIHAONA Mahatsinjo | Masculin | Maire | ANKILILAOKA |
| 5 | RATIARISON Safidy | Masculin | Conseiller et journaliste | ANKILILAOKA |
| 6 | ARMAND Nestor | Masculin | Conseiller | ANKILILAOKA |
| 7 | VAZISON | Masculin | Point focal | Mangily |
| 8 | RAYMOND | Masculin | Président Fokontany | Mangily |
| 9 | PROSPER Clément | Masculin | Président Fokontany | Ambalaboy |
| 10 | Thierry ANJARAKO Eric | Masculin | Ier Adjoint chargé du budget et Finances | Belalanda |
| 11 | BONIFACE | Masculin | Maire | St Augustin |
| 12 | ARMAND | Masculin | Adjoint au maire | St Augustin |
| 13 | Albertine | Féminin | SECRETAIRE | St Augustin |
| 14 | RANAIVOSON | Masculin | Conseiller maire | St Augustin |
| 15 | RAKOTOMALALA Herman | Masculin | CECAM spécialiste en organisation paysanne | St Augustin |
| 16 | FINDRAMA Hoava Elson | Masculin | Maire de la commune | MIARY |
| 17 | MERLOT | Masculin | Trésorier comptable | MIARY |
| 18 | MANAHY Laurent | Masculin | Trésorier comptable | MIARY |
| 19 | RALAHY Joseph Jaonarison | Masculin | Conseiller C/R | MIARY |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 20 | GRIGORY Roderiques | Masculin | Chef fokontany Miary Betsileo | MIARY |
| 21 | MAHONOTSY Leonard | Masculin | Conseil technique Miary | MIARY |
| 22 | JACQUES Malio Boto | Masculin | Chef fokontany Beraketa | MIARY |
| 23 | RANDRIANANDRASANA | Masculin | Chef fokontany Miary Ville | MIARY |
| 24 | EKESEDE | Masculin | Chef fokontany Agnolaka | MIARY |
| 25 | JIKELA Basc | Masculin | Conseiller C/R Miary | MIARY |
| 26 | TOVONDRAINY Kateriny Fanjava | Masculin | Conseiller C/R Miary | MIARY |
| 27 | RELAMBO Justin | Masculin | Maire de la Commune rurale Mitsinjo-Betanimena Toliara II | Mitsinjo |
| 28 | RESOJA | Masculin | Adjoint au Maire | Mitsinjo |
| 29 | Eugène HASINO | Masculin | Président Conseiller | Mitsinjo |
| 30 | Espérance | Masculin | aide au niveau de la Commune | Mitsinjo |
| 31 | Clément | Masculin | Gardien et point focal | Mitsinjo |
| 32 | REJO RAHARIMALALA Odette | Féminin | Adjointe au Maire, Chargée des Affaires Sociales | Betioky |
| 33 | NANDAKA Fernand | Masculin | Président Fokontany Mahavatse II –Est | Betioky |
| 34 | RAMILISON | Masculin | Président Fokontany Mahavatse II – Ouest | Betioky |
| 35 | MAHAFALE Justin | Masculin | Adjoint au Maire Betioky Centre | Betioky |
| 36 | EMAREGNANDRO Vincent | Masculin | Président du Fokontany | Betioky |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 37 | SANTY Jean Félix | Masculin | Président du Fokontany | Betioky |
| 38 | EBIBY | Masculin | Président du Fokontany | Betioky |
| 39 | REBILY Benjamin | Masculin | Président du Fokontany | Betioky |
| 40 | RAMAINTY Nicolas | Masculin | Maire Andranovory | Andranovory |
| 41 | BEMA Filigeance | Masculin | Président andranovory centre | Andranovory |
| 42 | REMALAZA Georges | Masculin | Chef quartier | Mahaboboka |
| 43 | RAKOTONDRAVELO Emile | Masculin | Maire | Mahaboboka Centre |
| 44 | RANDRIANANDRASNA Eugène Gilbert | Masculin | Chef de village | Mahaboboka Centre |
| 45 | TEFINJANAHARY PHILIPE | Masculin | Secrétaire | Sakaraha haut |
| 46 | RAYMOND | Masculin | Surveillant Général | Collège l'amitié |
| 47 | RAKOTONIRINA Roland | Masculin | président | Travaux tandroy |
| 48 | RAKOTO andré | Masculin | président | Sakaraha bas |
| 49 | LAHADY Kilsar | Masculin | Surveillant général | Lycée sakaraha |
| 50 | RAHANTARIMANANA Hestin | Masculin | proviseur | Lycée sakaraha |
| 51 | MILAMANA Jean Costin | Masculin | Surveillant général | CEG sakaraha |
| 52 | MIANDRY | Masculin | Directeur | CEG sakaraha |
| 53 | RAKOTOZFIRAINILOVASOA Gabriel | Masculin | secrétaire | Trano Aro Zo |
| 54 | REJO RAHARIMALALA Odette | Féminin | Adjointe au Maire, Chargée des Affaires Sociales | Tuléar |
| 55 | NANDAKA Fernand | Masculin | Président Fokontany Mahavatse II -Est | Tuléar |
| 56 | RAMILISON | Masculin | Président Fokontany | Tuléar |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | Mahavatse II -Ouest | |
| 57 | JAFARA Ali | Masculin | Adjoint au maire de Betsinjaka | Betsinjaka |
| 58 | RAFANOMEZANTSOA | Masculin | Secrétaire Trésorier Comptable de Betsinjaka | Betsinjaka |

**INTERVIEWS INDIVIDUELS (SAMBAINA)**

| | NOMS | SEXE | AGE | ACTIVITES | FOKONTANY |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | RAKOTOMALALA Solofonirina | Féminin | 22 | Maitre FRAM CCJ/JPE | Ambatomafana |
| 2 | RANDRIANAJFIARISOA Mirindra | Féminin | 17 | Etudiante | Sambaina ambany |
| 3 | RANDRIAMPARANY | Masculin | 25 | Etudiant/Animateur | Sambaina ambany |
| 4 | RAZAFIARISON Harisoa Miora | Masculin | 22 | Etudiant | Mandimbisoa |
| 5 | RAKOTONDRAMANANA Holiniaina Nomenjanahary | Féminin | 28 | Agricultrice | Mandimbisoa |
| 6 | RALIARIMANANA Nomen,janahary Dinaniaina | Féminin | 25 | Couturière | Mandimbisoa |
| 7 | RAHARIMALALA Lalaina | Féminin | 26 | Commerçante | Mandimbisoa |
| 8 | RVAOMANARIVO Lalasoa Narindra | Féminin | 24 | Agricultrice | Mandimbisoa |
| 9 | RASOAMBOLANIRINA Harisoa | Féminin | 19 | Etudiante | Mandimbisoa |
| 10 | RANDRIAMANARIVO Jeanot | Masculin | 26 | Agriculteur | Mandimbisoa |
| 11 | RANDRIAMAMPIONONA Jean Landrie | Masculin | 21 | Etudiant | Mandimbisoa |
| 12 | RAVO Iharimino | Masculin | 25 | Agent technique communal | Ankadimanga |
| 13 | MBOLATIANA Tovoherimanana | Féminin | 30 | Secrétaire Etat Civil | Sambaina Ambony |
| 14 | RAHOLIARIAMANANA Saholy | Féminin | 22 | Etudiante en coiffure | Mandimbisoa |
| 15 | RAKOTOMAVO Hajatiana | Masculin | 21 | Etudiant | Mandimbisoa |
| 16 | RANIVOARIVELO Lalaina | Féminin | 22 | Etudiante | Sambaina ambany |
| 17 | RANDRIANARISOA Andry Nantenaina | Masculin | 20 | Etudiant | Marovohitra |
| 18 | RAHARIMALALA Tanjona | Féminin | 24 | Sans emploi | Sambaina ambony |
| 19 | RANDRIAMIADANTSOA Ravaka | Féminin | 18 | Etudiante | Ampanefy |
| 20 | RAKOTOMALALA Njarasoa Zinah | Feminin | 21 | Sans emploi | Ampanefy |
| 21 | RAHAN TASOA Aurélie | Féminin | 23 | Agricultrice, mariée | Mandimbisoa |
| 22 | RAHARINIRINA Haingo Malala | Feminin | 29 | agricultrice | Mandimbisoa |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 23 | RASOARISOA Edwige | Féminin | 34 | Agricultrice | Mandimbisoa |
| 24 | RABEHARIZAFY Mamy Heritiana | Masculin | 22 | Elève | Sambaina ambany |
| 25 | ANDRIANAVALONA Mirana | Féminin | 23 | Etudiante | Sambaina ambany |
| 26 | ANDRIANAIVO Nampoina Rinjanavalona | Féminin | 20 | Etudiante | Marovohitra |
| 27 | RAHANTAMALALA Mbolatiana | Féminin | 20 | Couturière, membre JPE | Ampanefy |
| 28 | RANDRIAMIADANTSOA Solo Haingotiana | Féminin | 20 | Institutrice FRAM, ancienne animatrice CCJ | Ampanefy |
| 29 | RAKOTOMALALA Jérémie Donatien | Masculin | 18 | Elève | Ampanefy |
| 30 | RAMANANDRAIBE Herijaona | Masculin | 35 | Mécanicien | Mandimbisoa |
| 31 | RAHARINJATOVO Hanta | Féminin | 19 | Sans emploi | Mandimbisoa |
| 32 | RAVOLOLONJANAHARY Haingolalaina | Féminin | 19 | Etudiante | Mandimbisoa |